**Sommaire**



Avis aux lecteurs

**La version de base du «Cahiers du CESAT» est la version électronique, diffusée en deux temps, sur les sites du CESAT[[1]](#footnote-1).Cette version «papier» n’en est qu’un extrait**

**Les articles qui n’ont pu être insérés dans le présent document, malgré leur indéniable intérêt, en raison de leur longueur ou de leur date de réception, sont indiqués en tête de chaque rubrique.**

# [Éditorial](#_Éditorial): La multinationalité au cœur de l’opérationnelp. 3

*Par le général de corps d’armée G. FUGIER*

* **[Adresse du Commandant du CESAT](#_L’adresse_du_Commandant) p. 5**

*Par le général H. SZWED*

* **Un penseur militaire**

[**Le général d’armée DOUMENC**](#_Le_général_d’armée) **p. 9**

*Par le lieutenant-colonel R. PORTE*

* **Articles d’intérêt général**

# [Contradictions chinoises](#_Contradictions_chinoises) p. 15

*Par le général de division (2S) É. de La MAISONNEUVE*

# [La stratégie de l’abstention](#_La_stratégie_de) p. 23

*Par M. H. JUVIN*

# [Réveil identitaire et propagation de la notion de culture dans l’Armée de terre (1980-2008)](#_Réveil_identitaire_et) p. 31

*Par le colonel (h) A. THIÉBLEMONT*

# [Quatre batailles pour reprendre l’initiative en Irak](#_Quatre_batailles) p. 41

*Par le colonel O. DOUIN*

# [Refighting the Last War: Afghanistan and the Vietnam Template](#_Refighting_the_Last) p. 51

*Par MM. T. H. JOHNSON et C. MASON*

# [Le](#_Le_jus_in) *[jus in bello](#_Le_jus_in)* [et la troisième dimension:](#_Le_jus_in) émergence du droit de la guerre aérienne p. 59

*Par le capitaine (Air) A. de LUCA*

* **Libres opinions[[2]](#footnote-2)**

**Articles à consulter sur les sites du CESAT**

Pour une meilleure préparation opérationnelle *Par le chef de bataillon F. BEAULIEU*

**La fusée sud-coréenne: réalité et portée régionale** *Par le commandant J. DAVID*

**Les enseignements de la défaite de 1940 ont-ils été tirés?** *Par le chef de bataillon G. HUSSON*

# [*French touch*: quelle réalité, quel avenir?](#_French_touch:) P. 67

*Par le chef de bataillon T. PIEAU*

# [Le transport maritime face à la piraterie dans le golfe d’Aden: impact économique limité](#_Le_transport_maritime) p. 71

*Par le chef d’escadron C. GUÉRIN*

# [Kapisa et Surobi, vers une armée de Terre à deux vitesses?](#_Kapisa_et_Surobi,) P. 75

*Par le chef de bataillon C. CHEVAUCHET*

# [Les défis du renseignement militaire](#_Les_défis_du)

**au regard de la nouvelle fonction** **«connaissance et anticipation» p. 79**

*Par le commandant J. HAYEZ*

# [Nécessité et problématiques d’une Intelligence Économique appliquée aux OPEX](#_Physionomie_du_Corps_1) p. 83

*Par le capitaine P. SCHEVEILER*

# [L’entraînement d’une unité d’intervention de réserve](#_L’entraînement_d’une_unité) p. 91

*Par le capitaine (R) N. de LEMOS*

[L’abandon du bouclier anti-missiles en Pologne](#_L’abandon_de_la) p. 99

*Par le chef de bataillon J. TATIN*

[**La surprise tactique: 4ème principe de la guerre**](#_La_surprise_tactique:) **P.** **103**

*Par le chef de bataillon F. MURAT*

* **Votre tribune: réponse aux auteurs**

[**Au sujet de la tribune du n° 17**](#_Au_sujet_de) **des Cahiers du CESAT p. 109**

*Mise au point du général d’armée (2°s) M. SCHMITT*

* **Leçons d’histoire**

[**La surprise stratégique est-elle encore possible?**](#_La_surprise_stratégique) **p. 113**

*Par le colonel M. GOYA*

* **On a aimé**

# [Le D.day et la bataille de Normandie](#_Le_D.day_et) p. 115

[**Une Stratégie équilibrée**](#_Une_Stratégie_équilibrée) **p. 116**

[**La défense de la France après la guerre froide**](#_La_défense_de) **p. 117**

[**Journal de Kaboul**](#_Journal_de_Kaboul) **p. 117**

**Haute-Silésie 1920-1922 p.118**

# Éditorial*:*

# La multinationalité au cœur de l’opérationnel



*Par le général de corps d’armée Gilles FUGIER,*

*Commandant le quartier général*

*du corps de réaction rapide France (CRR-FR)*

**O**bjet de dédain pour ses contempteurs tenants de la thèse du «mal nécessaire», panacée au contraire pour ses thuriféraires, la multinationalité est au cœur de vifs débats au sein des forces armées depuis de nombreuses années.

Je ne m’engagerai toutefois pas dans cette polémique dont je comprends qu’elle puisse passionner, mais qui, appliquant trop souvent des schémas quasi idéologiques à des situations mal définies, finit par nous faire perdre de vue la réalité des choses.

Car pour le commandant du Quartier Général du Corps de Réaction Rapide-France (QG CRR-FR) que je suis, acteur opérationnel de niveau 1, la multinationalité est avant tout une réalité qui, bien comprise et maîtrisée, se fait multiplicateur d’efficacité et s’avère particulièrement adaptée aux exigences complexes de l’environnement politico-stratégique et opérationnel contemporain.

## Une réalité et un impératif

Certes, sur le plan tactique, en dessous du niveau de la brigade, les limites de la multinationalité sont évidentes car elle met en péril la nécessaire cohésion des hommes amenés à prendre des décisions dans un temps très court et à combattre lors d’engagements où connaissance de soi-même et des autres, camaraderie et fidélité ne peuvent s’accommoder d’incompréhensions ou de tergiversations exogènes.

Mais pour le niveau qui nous intéresse, les faits s’imposent et ne sauraient être ignorés. La France envisage-t-elle une opération majeure de niveau Corps ou CJFLCC[[3]](#footnote-3) seule? En avons-nous réellement les moyens? Le souhaitons-nous d’ailleurs? La recherche de meilleures coopérations et si possible synergies avec l’OTAN ou l’Union européenne semblent bien attester le contraire. La création du CRR-FR, seul état-major terrestre français de niveau 1, en est une preuve: nous avons regardé les choses en face et décidé de rejoindre la Structure de Force de l’OTAN[[4]](#footnote-4) dès 2002, afin de peser de notre juste poids au niveau requis parmi nos pairs.

La multinationalité est bien un impératif. L’interconnexion et l’interdépendance de nos sociétés qui imposent la recherche d’alliances non seulement économiques mais aussi politiques, l’absolu pour la France du principe de légitimité internationale de toute action militaire d’envergure, la complexité de l’environnement géostratégique actuel où le militaire seul n’est plus décisif[[5]](#footnote-5), le coût exponentiel des équipements et des hommes des armées professionnelles modernes, autant d’éléments qui rendent, à ce niveau d’engagement, la multinationalité impérative.

### **Un atout et une école**

Je ne citerai pas Paul Valéry et ne sombrerai pas dans la mièvrerie du multinational idéologique. Mais soyons concrets. Aujourd’hui, la certification OTAN du CRR-FR et la présence de 58 officiers de 12 nationalités différentes, dont 3 officiers généraux et 9 colonels, soit un tiers du leadership de l’état-major, nous apportent beaucoup.

Tout d’abord, une meilleure connaissance de l’OTAN, notre Alliance, de son fonctionnement et de ses procédures. Cela n’est pas une fin en soi, mais c’est à partir de là que, sur le plan opérationnel, l’on est en mesure d’agir efficacement et, à terme, si besoin, de faire évoluer les choses, de l’intérieur, de manière légitime et professionnelle.

Le CRR-FR appartient aussi à un groupe, la communauté des HRF(L)HQ [[6]](#footnote-6). Le dialogue entre états-majors, les séminaires, les réflexions doctrinales, les évolutions des structures de Command and Control, les adaptations organisationnelles des états-majors et autres initiatives des uns et des autres permettent de tirer l’ensemble de la communauté des HRF vers le haut de manière constructive, au bénéfice de l’ensemble de nos forces.

Enfin, servir au CRR-FR, c’est aussi s’ouvrir des perspectives opérationnelles et multinationales intéressantes. Le CRR-FR est à la fois une école de l’OTAN, dont la pratique au quotidien de la langue anglaise est une discipline majeure, et un pont vers les structures politico-militaires de l’Alliance ou de l’Union européenne pour nombre de ses officiers. C’est également la perspective de participer à des opérations multinationales, ce qui sera le cas pour la moitié des effectifs de l’état-major entre juillet 2010 et janvier 2011, en renforcement de l’ISAF Joint Command[[7]](#footnote-7) en Afghanistan.

**Osez donc la multinationalité!**

# L’adresse du Commandant

# du Collège de l’enseignement supérieur

# de l’armée de Terre



*Par le général Henri SZWED*

**L**e CESAT regroupe, dans la diversité des spécialités et des origines d’officiers stagiaires, la totalité des formations supérieures du second degré et des diplômes techniques de l’armée de Terre. Ainsi, il représente au sein de la DRHAT[[8]](#footnote-8) le noyau dur de l’enseignement militaire supérieur, enseignement qui s’est forgé au fil du temps et au gré des réformes successives. Cette formation est bien adaptée aux objectifs actuels[[9]](#footnote-9) et a atteint un haut niveau d’efficience: capacité d’évolution des programmes, crédibilité, intégration au réseau des grandes écoles,…

Pour autant, le CESAT veille à optimiser en permanence son projet pédagogique en tenant compte notamment du retour d’expérience en provenance des théâtres d’opérations, de l’évolution des concours d’accès à l’enseignement militaire supérieur, des rationalisations ou mutualisations possibles de modules en interarmées au regard des objectifs visés, des impressions ressenties par ses officiers stagiaires à l’issue de leur formation, enfin du continuum de cet enseignement militaire et académique à assurer avec ses partenaires[[10]](#footnote-10).

Dans cette perspective, outre les protocoles signés ces derniers mois par le CESAT avec d’autres organismes de formation, des points de situation réguliers visent l’optimisation des connaissances à acquérir en temps contraint par nos officiers stagiaires en évitant les redondances avec des enseignements antérieurs. Ainsi, la comparaison détaillée des programmes des dernières sessions du DEM et du CSEM permettent au CESAT comme à l’École d’état-major d’œuvrer en complémentarité dans des domaines majeurs tels que l’apprentissage des principes de tactique générale, la connaissance des opérations de stabilisation et des modes d’action de «contre-rébellion», l’emploi des procédures OTAN ou la maîtrise de la langue anglaise. Au passage, il faut souligner que l’enseignement opérationnel des niveaux 4 à 1[[11]](#footnote-11) est dispensé grâce à l’appui et l’expérience de cadres d’états-majors de la force terrestre[[12]](#footnote-12).

Au bilan, j’estime que le CESAT est sur la bonne voie au regard des demandes formulées pour employer ses officiers stagiaires. Sur le plan opérationnel, leur formation au CSEM est suffisamment complète pour pouvoir être utilisée à bon niveau en opérations, quel que soit le théâtre d’engagement, avec une mise en application partielle de ces nouvelles compétences; ceci s’est concrétisé par un fort taux d’engagement des stagiaires sortis du CSEM fin janvier pour des postes en Afghanistan ou dans des états-majors de l’OTAN. De même, pour les cursus académiques, l’accession de nos stagiaires de l’EMSST dans des grandes écoles, sans examen probatoire mais en assurant leur mise à niveau par un enseignement à distance, montre la confiance et la reconnaissance des capacités accordées aux lauréats du CESAT.

C’est pourquoi, j’encourage tous les officiers stagiaires à faire profiter de leur expérience dans ces cahiers du CESAT, au travers de leurs réflexions sur un thème de Défense, d’un témoignage sur leur vécu en opération, leur scolarité externe ou leur stage[[13]](#footnote-13) en entreprise. L’attrait de ces cahiers réside aussi dans les réactions de ses lecteurs, que ne manqueront pas de susciter certains articles d’intérêt général ou ceux de la rubrique «Libres opinions».

## Un penseur militaire



# Le général d’armée DOUMENC,

**logisticien et précurseur de l’arme blindée**



*Par le lieutenant-colonel Rémy PORTE,*

*du CESAT/ESORSEM*

**N**é en 1880 près de Grenoble, le futur général Doumenc entre à Polytechnique en 1898 et choisit de servir dans l’artillerie. Sa carrière, exceptionnelle bien que discrète, connaît cinq périodes d’extrême intensité entre 1914 et 1941. À chaque étape, il se révèle être un organisateur hors pair, devient l’un des meilleurs spécialistes du soutien et ne cesse de prôner la motorisation des armées, pour les rames de camions des convois logistiques comme pour les engins blindés et chenillés des forces combattantes.

**1914-1918: Donner au véhicule automobile toute sa place**

Alors que l’armée française ne possède au total que 170 véhicules automobiles en juillet 1914, Doumenc commande au lendemain de l’armistice les quelques 100.000 hommes du Service automobile[[14]](#footnote-14). Il est ainsi le seul officier d’active en situation permanente de commandement aux armées pendant toute la Grande Guerre dans le domaine de la motorisation, tout en restant affecté au GQG. Les choix adoptés dès le 21 février 1916 à Verdun (entérinés quelques jours plus tard par Pétain, nommé le 25) et l’engagement pris d’assurer *«tout le temps nécessaire»* le soutien des troupes en hommes, munitions et matériels *«à la condition que le Service automobile soit le maître absolu de la route»*, puis les améliorations apportées au dispositif initial pendant la bataille de la Somme, sont à l’origine de toutes les règles de transport et de circulation militaire en vigueur durant le XXème siècle. Ses notations font apparaître *«*[qu’] *il a su faire des transports automobiles non seulement un organe de transport d’un rendement puissant, mais aussi un véritable instrument de combat, d’une souplesse remarquable, qui assure avec ordre et rapidité les transports pendant la bataille»*. Foch et Pétain lui doivent, grâce à la création de la Réserve automobile interalliée, de pouvoir basculer dans l’urgence d’un secteur à l’autre du front les grandes unités au printemps 1918 et de pouvoir contre-attaquer à l’été, comme le reconnaît Hindenburg dans ses mémoires.

**Années 1920: Défense et illustration de la motorisation**

Affecté au 4ème bureau de l’état-major général au début des années 1920, il poursuit son action: la logistique doit pouvoir «coller» au plus près des troupes, le moteur et la chenille permettant de retrouver les notions de vitesse, de puissance, de manœuvre. Il assiste comme représentant de l’EMGA à tous les grands exercices qui voient l’expérimentation de l’emploi de formations blindées ou d’automitrailleuses et en tire les enseignements devant les stagiaires de l’École supérieure de guerre et du Centre des hautes études militaires, à la demande de Weygand. Dès 1927, il soumet à l’approbation du chef de l’état-major général un projet de division mécanique autonome, disposant organiquement de l’ensemble des moyens (artillerie, transmissions, aviation) pour mener le combat dans la durée et dans la profondeur. L’organigramme proposé est proche (et même plus complet) que la solution envisagée quelques années plus tard par de Gaulle dans «***Vers l’armée de métier****»* ou expérimentée par Weygand à partir de 1933-1934 avec la Division Légère Mécanique. Elle annonce les *Panzerdivisionen* allemandes: il est l’ardent défenseur d’un *«emploi groupé»*, *«en masse»*, pour obtenir un effet significatif.

## Années 1930: Éviter l’asphyxie financière

Devenu chef du 4ème bureau, puis sous-chef de l’EMGA dans un contexte politico-militaire particulièrement difficile, il lui revient en particulier de défendre les effectifs de l’armée et les budgets de recherche/développement et de mise en fabrication des matériels nouveaux. Il partage au quotidien sur ces points les préoccupations de Weygand et Gamelin, qui le missionnent régulièrement pour négocier avec l’administration du ministère de la Guerre ou avec les Finances. Doumenc déploie des trésors «d’imagination administrative» dans un cadre de récession budgétaire pour préserver l’outil militaire, en dépit du principe de l’annualisation des dépenses.

Les six années passées au contact des cercles les plus élevés de l’administration centrale lui permettent également de s’entretenir avec les autorités politiques et parlementaires qui traitent des questions militaires et apprécient son réalisme: *«Ce militaire dynamique, compétent et relativement plus jeune que ses pairs, jurait avec les images du haut commandement qui hantaient les bureaux… Ce n’était ni un héros fatigué, ni un ennemi de la motorisation»*.

## Août 1939: une mission à haut risque, sans ordres …

Bien que reçu, à la veille de son départ pour Moscou, par Gamelin puis aux Affaires étrangères et par le président du Conseil, il part sans ordres clairs (*«Ramenez-nous un papier signé»*… sic!) et doit faire preuve sur place d’une grande capacité d’initiative et d’un sens aigu de la diplomatie à la tête de la mission militaire franco-britannique. Les conditions diplomatiques générales (Ribbentrop arrive quelques jours plus tard dans la capitale soviétique) vouent cette mission trop tardive à l’échec.

Parmi les officiers qui l’accompagnent figure un certain capitaine Beaufre, retenu du fait de ses compétences en anglais, et qui dans ses mémoires dresse également un portrait flatteur de son ancien chef. Doumenc, dans ses carnets, évoque avec réalisme le caractère particulier du rôle des attachés militaires détaille finement l’organisation de la surveillance dont lui et ses subordonnés font l’objet de la part des services soviétiques et souligne les lourdeurs comme les certitudes de l’EMGA.

## Septembre 1939-juin 1940: Peut-on rattraper le temps perdu?

De septembre à décembre 1939, responsable de la défense anti-aérienne, Doumenc se bat pour constituer, équiper et entraîner des unités de DCA laissées depuis plusieurs années en déshérence. Nommé en janvier 1940 major général des armées françaises, alors que se développe une crise de confiance entre Gamelin et Georges, il doit d’abord «chausser les bottes» de son prédécesseur Bineau, puisque les armées françaises sont déjà mobilisées et engagées. Il imprime rapidement sa marque à l’état-major, déployant une activité inlassable dont témoignent les acteurs de l’époque et diffuse dès février une instruction sur l’emploi des blindés qui reprend les thèmes qui lui sont chers. Dépassant ses responsabilités de GMG, il intervient davantage, au fur et à mesure de l’effondrement militaire, dans la direction des opérations et fixe en mai ses directives au colonel de Gaulle, commandant la 4ème D.Cr. Confirmé à son poste par Weygand après le départ de Gamelin, il a délégation pour rédiger les ordres aux grandes unités subordonnées en l’absence du commandant en chef. Weygand ne lui reconnaît qu’un défaut: être trop enthousiaste et trop allant. Ses dernières initiatives, la veille de la signature de l’armistice, visent à replier en Afrique du Nord les contingents de volontaires belges, tchécoslovaques et polonais qui ont choisis de se battre avec les armées françaises. Double souci de l’humain: pour leur permettre d’échapper à la répression allemande et pour reconstituer des unités aguerries au sud de la Méditerranée.

**Année 1941 : Comprendre les causes de la défaite**

Alors que la défaite a été sans appel, Weygand constate, étonné, en juillet 1940 que les demandes de citations ou de décorations parviennent en nombre à l’état-major général. Il met alors sur pied une «Commission d’enquête sur les repliements suspects», dont la présidence est rapidement confiée au général Doumenc (éphémère Commissaire général à la Reconstruction en juillet 1940) et dont le mandat évolue vers une analyse tactique de tous les engagements de mai-juin 1940 qui se sont soldés par un repli des troupes pour en dégager les enseignements, du RETEX avant l’heure. Ces milliers de dossiers, encore inexploités par les historiens, sont analysés par une commission interarmes, voire interarmées en tant que de besoin. Chaque cas particulier, du chef de section de mitrailleuses au commandant d’armée, est étudié dans son contexte, avec témoignages écrits des témoins, auditions des acteurs, utilisation de la presse locale, des JMO[[15]](#footnote-15), etc… Le but que se fixe Doumenc est de comprendre les causes de la défaite et d’en tirer les leçons pour contribuer à la renaissance d’une nouvelle armée française.

Lorsqu’il fait, à l’automne 1941, le choix de quitter le service actif avant d’être atteint par la limite d’âge, il rencontre une dernière fois le maréchal Pétain, et note dans ses carnets que son ancien chef perd la mémoire et est manipulé par son entourage; puis l’amiral Darlan, dont il dresse le portrait sans fard d’un homme d’autant plus vindicatif que son adversaire est faible…

Retiré dans ses Alpes natales, il partage son temps entre la rédaction d’ouvrages d’histoire et de stratégie d’une part et les longs parcours en altitude, de refuge en refuge. C’est en rentrant d’une ultime course en montagne qu’il décède, en 1948, à la suite d’une chute sur un glacier. La carrière atypique du général Doumenc, sa discrétion naturelle et son sens de l’humain, sa formation scientifique alliée à une très solide culture générale: tout contribue à rendre son parcours exceptionnel. Ses écrits autant que ses actes portent aujourd’hui témoignage non seulement d’une vie consacrée à l’institution militaire, mais d’un profond sens du devoir et de l’État, et à ces titres méritent d’être étudiés.

**\***

**\* \***

## Bibliographie du général Doumenc

Outre une quinzaine d’articles dans la presse civile ou militaire de son temps, il a en particulier publié:

*«****Les transports automobiles sur le front français****»*, Paris, Plon-Nourrit, 1920.

*«****Mémorial de la terre de France. Contribution à l’histoire militaire de nos provinces****»*, 4 vol., Paris, Arthaud, 1942-1946

(Ier: Flandres, Hainaut, Artois, Picardie; IIème et IIIème: Savoie, Dauphiné, Provence; IVème: Champagne, Bourgogne, Lorraine, Alsace).

*«****Histoire de la 9e Armée****»*, Paris, Arthaud, 1945.

*«****Dunkerque et la campagne de Flandres****»*, Paris, Arthaud, 1947.

*«****1944, ou les destinées de la stratégie****»*, Paris, Arthaud, 1948.

## Articles d’intérêt général



# Contradictions chinoises



*Par le général de division (2°s) Éric de La M,*

*Président de la Société de Stratégie[[16]](#footnote-16)*

**L’**émergence de la puissance chinoise est une réalité que nous renvoie quotidiennement la lecture de la presse occidentale. Mais celle-ci, souvent prompte aux clichés, livre de la Chine, selon les cas et les saisons, une image tantôt alarmiste tantôt émerveillée, toujours impressionnante. Il est vrai que la Chine actuelle, celle des dix premières années du XXIème siècle, porte aux superlatifs tant son explosion est phénoménale, instantanée à l’échelle de l’histoire et inédite par sa dimension. Sans sombrer dans l’un ou l’autre des excès, ceux de la menace et ceux de l’admiration, et sans prétendre non plus échapper aux multiples hypothèses qu’inspire la complexité de ce pays, on peut toutefois tenter de proposer une analyse de la situation contrastée dans laquelle se trouvent la Chine et la mondialisation dont elle est désormais un acteur majeur.

La Chine n’est pas entrée en «Renaissance» comme ce fut le cas de l’Europe du XVIème siècle. Certes, il y a un retour au passé mythique et confucéen de l’Empire du Milieu, de même que notre Renaissance s’inspira de la Grèce et de Rome. Mais, pour l’instant du moins, cette transformation en cours ne s’accompagne pas de l’invention d’un nouveau système socio-politique, comme ce fut le cas alors avec l’État-nation et le contrat social. La Chine s’est contentée, si l’on peut dire, d’entrer dans le monde dont elle était coupée depuis trois mille ans et de s’inspirer de la modernité occidentale. En réalité, elle a profité des circonstances exceptionnelles que lui a offertes le «marché». Ce fut sa chance mais c’est aussi sa fragilité: l’émergence chinoise n’est rien de plus qu’un produit du marché mondial, plus précisément du consumérisme américain.

Le génie de Deng Xiao Ping est d’abord d’avoir compris cela, que la Chine, après trois révolutions avortées en un siècle, ne pouvait plus se permettre l’échec et qu’elle devait s’amarrer au vaisseau mondial au moment le plus favorable, celui où la mondialisation entrait dans les faits. Le savoir-faire du «petit timonier» est aussi d’avoir senti que le peuple chinois était à bout, que ce nouvel élan était sa dernière chance de se normaliser et d’accéder enfin au bien-être. Ces deux dynamiques, étroitement entremêlées, l’accès au marché mondial et l’énergie des travailleurs chinois, sont la source du miracle chinois.

La situation économique au tournant des années 2010 est éloquente: la richesse nationale est passée en trente ans de 1 à 8% du PIB mondial, parvenant à rattraper le Japon au deuxième rang mondial; au taux actuel de croissance, la Chine sera à parité de richesse avec les États-Unis vers 2030, peut-être avant. Les objectifs assignés par Deng en 1979 auront alors été atteints: retrouver les équilibres de 1820, c’est-à-dire que les 20% de la population mondiale que représentent les Chinois disposent de 20% de la richesse mondiale; en d’autres termes, effacer les humiliations du XIXème siècle, laver les affronts des traités inégaux et rentrer dans le monde à la place que la Chine devrait, en toute équité, y tenir. Même si les résultats économiques sont d’ores et déjà spectaculaires, on voit que le chemin des vingt prochaines années reste long à parcourir et plein d’embûches. Toute la problématique chinoise est là, dans cet objectif ambitieux mais légitime, dont on n’imagine pas qu’il puisse être atteint sans de multiples péripéties et, ne le masquons pas, sans d’énormes risques autant pour la Chine elle-même que pour le monde entier. Il n’est pas aisé en effet de faire rentrer un éléphant dans un magasin de porcelaine, et il faudrait être stupide ou infantile pour ne pas s’attendre à ce qu’il y ait un maximum de dégâts.

Si la progression économique de la Chine est constante et soutenue – malgré la crise, plus de 8% de croissance en 2009 – et permet, grâce à un épais matelas de réserves financières, d’une part de doter le pays d’un remarquable réseau d’infrastructures (autoroutes, voies ferrées, ports et aéroports, canaux, énergie, etc...), d’autre part de se lancer dans une politique sociale de grande ampleur (santé, éducation, logement: les «trois montagnes»), l’objectif d’une «aisance modérée» pour la majorité des Chinois, compte tenu de leur nombre – 1.350 milliard – est encore à l’état de projet. La proportion des «pauvres» dans les campagnes, qui abritent encore plus de la moitié de la population, reste très importante et la disparité des revenus entre villes et campagnes ne cesse de croître. La Chine dans son ensemble ne ressemble guère à Shanghai ni aux mégapoles modernisées que sont les grandes capitales provinciales. Comme le répètent nos interlocuteurs chinois, dans ce pays qui veut ignorer les contradictions, la Chine est, pour longtemps, aussi bien un pays sous-développé qu’une puissance moderne.

Cette contradiction, pour choquante qu’elle soit, n’est pas la seule, et les défis nombreux à relever. Un faisceau de problèmes, nés autant de la rapidité de l’émergence de la Chine que de son conservatisme culturel traditionnel et d’un proche passé dramatique, se dresse pour rendre hypothétiques les projections en 2030 d’un Empire mondial retrouvé. Pour deux raisons principales, l’une relative aux conséquences que provoque l’intrusion chinoise sur les équilibres mondiaux, l’autre liée au bouleversement interne qu’entraîne un développement aussi brutal et considérable sur le monde chinois lui-même.

# Conséquences sur «l’ordre mondial»

L’entrée de la Chine sur la scène mondiale est passée inaperçue pendant plus de vingt ans; elle ne gênait personne. Au contraire, ses besoins en équipements ouvraient un nouveau et gigantesque marché aux produits occidentaux; en retour, ses productions à très bas prix dopaient la croissance mondiale, notamment celle, très entraînante, du commerce extérieur, en même temps qu’elles limitaient l’inflation. La Chine des années 90 était l’eldorado où les termes des échanges étaient favorables; on était «gagnant-gagnant» selon une formule qui a fait florès chez les dirigeants chinois. Mais, à raison de 10 à 15% de croissance annuelle et d’exportations de plus en plus lucratives – la Chine est devenue en 2009 le premier exportateur mondial en devançant l’Allemagne –, elle s’est considérablement enrichie et a accumulé un matelas de devises estimé à 2.350 milliards de dollars, dont environ 800 milliards en bons du Trésor américain.

Au tournant des années 2000, la Chine a brusquement changé de visage: elle est devenue un redoutable rival industriel et un créancier tout-puissant. De cette concurrence, on mesure aujourd’hui les désastres sur l’emploi industriel dans nos pays ainsi que sur les taux de change monétaires. L’ordre économique mondial, autrement dit la mondialisation, se trouve, depuis quelques années, profondément déstabilisé par l’intrusion chinoise et on peut prévoir sans risque de se tromper que cette déstabilisation ne va cesser de s’accentuer à l’avenir.

Ce déséquilibre survient au pire moment pour les grands acteurs mondiaux, mais aussi pour la Chine. Certes, ce pays semble avoir surmonté la crise financière de 2008 et économique de 2009 par une injection considérable de capitaux de son plan de relance (586 milliards d’euros) et de crédits aux entreprises (environ 1.500 milliards d’euros), mais en prenant le risque de créer autant de «bulles» financières, immobilières, boursières, etc… Ce qui signifie que, dans son système de développement comme dans son traitement de la crise, la Chine continue de copier le modèle américain. La Chine rêve de rattraper son modèle et se considère comme «la nouvelle Amérique», mais à l’échelle d’une population dix fois plus nombreuse que ne l’était celle des États-Unis du début du XXème siècle. C’est dire le niveau d’ambition et l’ampleur du défi. Et cela explique aussi la détermination, voire l’arrogance, dont font preuve les dirigeants chinois dans cette ascension galopante vers les sommets.

Ce moment est le pire car nous sommes dans une zone de fortes turbulences où deux phénomènes se conjuguent pour contrarier fortement la poursuite au rythme actuel de la croissance chinoise. Le premier est lié au déséquilibre mondial que l’intrusion chinoise a contribué à provoquer; le monde multipolaire cherche ses marques et se révèle beaucoup plus chaotique qu’harmonieux. La fin du leadership américain et la contestation de l’hégémonie occidentale n’ont été remplacées par aucun nouveau système de gouvernance mondiale. L’échec de Copenhague illustre parfaitement l’impuissance des Nations-unies, le manque de crédibilité de l’Union européenne et la capacité de nuisance de groupes de pays comme les 77: la soi-disant communauté internationale est en lambeaux. Or, la Chine a besoin d’un monde stable et organisé pour y trouver sa juste place, pour éviter aussi, ce qui paraît essentiel à terme, de ne pas se trouver seule face aux États-Unis.

La Chine veut en réalité une chose et son contraire: un ordre international inchangé car connu et légitimé par le temps, mais un ordre qui accepterait en quelque sorte de se «siniser» ou au moins de se «désoccidentaliser». Elle dispose d’arguments forts pour faire valoir ce dernier point de vue mais sans mesurer à quel point son intrusion dans l’ordre mondial tel qu’il est a justement tendance à le pervertir et à le rendre impuissant. Toute une problématique des relations internationales actuelles se dévoile dans cette contradiction dans laquelle il serait dangereux de se complaire trop longtemps. Elle devrait déboucher sur une évolution suffisamment douce et progressive des instances internationales pour encadrer la situation nouvelle qu’a créée l’émergence chinoise. Dans les conditions actuelles, une telle réorganisation paraît peu probable, soit qu’on n’ait pas pris la mesure de cette question, soit que les diplomaties, chinoise comme américaine, n’y soit ni disposées ni préparées.

Si on ne parvenait pas à trouver un système de régulation et de concertation acceptable, on peut parier qu’à mesure que se poseront d’inévitables problèmes – et pas seulement de concurrence économique – se déclencheront de multiples crises toujours plus difficiles à désamorcer. Faute d’un ordre mondial qui l’inclut et auquel elle participe pleinement, la Chine risque de se voir critiquée, isolée et rejetée par une partie de la communauté des nations. On voit déjà poindre, ici et là, des marques inquiétantes de sinophobie. Il y a là une source potentielle de tensions, voire de menace, sur la paix mondiale.

Le deuxième phénomène est sans doute encore plus grave. Après trente ans d’errance maoïste, les Chinois ne se cachent pas de copier le modèle capitaliste occidental tout en l’adaptant, disent-ils, à leurs caractéristiques culturelles, en réalité à leur spécificité politique. Mais, dans tous les domaines, ce qu’ils copient n’est plus un modèle. Celui-ci a épuisé une logique, celle de l’abondance, qui n’était pas envisagée pour une planète peuplée de sept milliards d’individus. Le modèle occidental est élitiste, fondé sur une structure bourgeoise, urbaine, consumériste, qui, après plusieurs décennies d’expansion mondiale, ne vaut toujours que pour une partie minoritaire de l’humanité. Ce système est en outre critique et soumis à des cycles qui régénèrent son fonctionnement, crises devenues extrêmement périlleuses et difficilement supportables par leur caractère global et leur ampleur mondiale.

La Chine entre donc dans le système au moment où celui-ci doit se remettre en question; il connaît en effet sa crise la plus aiguë du dernier siècle, crise que la Chine a réussi, sans doute provisoirement, à écarter de ses rivages, mais dont elle finira bien par payer les retombées. Quand les indicateurs sont favorables et que tout le monde progresse, la Chine telle qu’elle est politiquement organisée et culturellement fondée surfe sur la vague et va deux ou trois fois plus vite que les autres. Si les indicateurs se dégradent et que la belle harmonie se transforme en désordre, il y a fort à parier que la Chine, pour les mêmes raisons d’organisation et de culture, risquera le chute libre. La mondialisation ne peut avoir que des avantages, il faut aussi en payer le prix, et la Chine devra solder les comptes au plus mauvais moment, celui où d’autres puissances auront probablement changé de cap. L’Amérique, contrairement à la Chine qui est ancrée dans son passé, ne connaît pas ce type de frein; elle est capable, au moins théoriquement, de se refonder et de s’inventer un nouvel avenir. Il y a fort à parier que les États-Unis chercheront très vite à corriger leurs erreurs et à renouveler le mécanisme de leur système pour repartir de l’avant.

La Chine aurait alors été deux fois dupe: de la fugacité d’un ***ordre mondial*** d’abord dont elle a, répétons-le, le plus grand besoin; de l’épuisement d’un ***modèle occidental*** ensuite qui s’avèrera obsolète et impraticable lorsqu’elle y sera totalement engagée. Ce sont les raisons pour lesquelles il apparaît, à l’observateur un tant soit peu attentif, que la course à la croissance chinoise est, faute d’une autre issue, une véritable fuite en avant qui a pour but, outre un développement nécessaire, de s’ancrer le plus profondément au monde et d’y peser de tout son poids afin de s’y rendre indispensable et de freiner son inévitable évolution. L’entrelacs financier avec le dollar illustre cette hypothèse.

La Chine a horreur de l’inconnu; elle redoute au plus haut point ce monde en devenir qu’on nous promet pour le XXIème siècle et dont nous ignorons la forme qu’il prendra: aventure nouvelle et excitante pour les Occidentaux qui sont habitués à ce genre de challenge; inquiétude pour les Chinois qui ne consentent aux transformations que silencieuses, lentes et naturelles. Inquiétude qui explique en grande partie – sans toutefois les justifier – la rigidité des dirigeants chinois et leurs réactions brutales aussi bien sur le plan international que dans la conduite complexe et délicate de la société chinoise.

# Conséquences sur «le monde chinois»

C’est dans le «monde chinois» que les contradictions, nées de la «politique de réforme et d’ouverture» déclenchée en 1989, sont les plus visibles et les plus fortes. L’avenir de la Chine se joue sur place, dans un pays-continent surpeuplé, soumis aux excès de la nature et profondément dégradé par un développement débridé. Parmi les nombreuses équations à résoudre, l’une est primordiale: comment poursuivre une course à la croissance aussi rapide (10% annuels), indispensable pour sortir le peuple chinois du sous-développement et satisfaire ses besoins les plus légitimes d’accès à une aisance modérée, tout en maintenant l’unité du pays, mise à mal par les inégalités criantes qui découlent du libre jeu du marché. La survie du régime politique actuel est liée à la résolution de cette question. Dans un pays qui se réclame encore du collectivisme et de l’athéisme, la montée en flèche de l’individualisme pose des problèmes inédits: on ne peut tout à la fois continuer d’exiger une obéissance absolue dans la vie publique et encourager l’initiative individuelle dans la vie économique. Il y a là une contradiction formelle qui, plus que toute revendication d’une plus grande liberté politique, peut faire exploser l’unité chinoise et entraîner l’anarchie, cette crainte récurrente du pouvoir chinois.

La modernité, au sens large du terme, qui va des études universitaires à l’accès Internet en passant par l’automobile et le pouvoir d’achat, est un produit d’importation auxquels les Chinois, enfoncés dans un profond archaïsme socio-économique pendant une cinquantaine d’années, n’ont été en rien préparés. Habitués à être maltraités par l’histoire, ils en savourent les fruits et jouissent du temps présent, sans toutefois mesurer la facture qu’ils devront régler à plus ou moins long terme.

Parmi bien d’autres tout aussi importantes (d’ordre politique et économique), la facture «écologique» paraît la plus lourde et la plus urgente à solder. Pour prendre un exemple simple dans un secteur essentiel, les besoins énergétiques pour accompagner la croissance sont estimés à 60.000 mégawatts supplémentaires par an, soit une tranche de 1.000 mégawatts par semaine, soit encore d’ici à 2030 une augmentation des capacités de production d’énergie de 1,3 gigawatts, c’est-à-dire le potentiel installé actuel des États-Unis. Or, pour des raisons de coût et de ressources disponibles, 80% des centrales thermiques en construction fonctionneront au charbon, matière première abondante mais, pour de longues années encore, très polluante. Il en va de même dans les transports aériens et terrestres. Si trois mille avions vont venir dans les vingt ans compléter la flotte aérienne chinoise, ce sont des dizaines de millions d’automobiles qui s’agglutineront bientôt dans les mégapoles chinoises, au rythme de douze millions en 2009, en croissance annuelle de 25%. La terre, l’eau, l’air et…le corps humain ne supporteront pas longtemps un traitement aussi dégradant.

Le problème de la Chine est qu’il n’y a pas cohérence entre ses besoins de développement et les capacités d’absorption de son environnement. La raison, bien connue des intéressés, est celle du trop «grand nombre» des Chinois, mais ce fait est une donnée incontournable. Ce grand nombre nécessiterait que la Chine invente un mode de développement qui lui soit spécifique et non le copié-collé du pseudo-modèle occidental. Le Parti Communiste chinois semble bien plus préoccupé de rechercher de savants équilibres sociaux pour se maintenir au pouvoir que de prendre le risque non négligeable de se lancer dans une nouvelle révolution.

On ne doit pas négliger non plus la «facture sociale» dans la Chine contemporaine. Pour un pays depuis toujours collectiviste, dirigé par un Parti communiste et se désignant comme une République populaire, l’existence de disparités aussi flagrantes entre les riches des villes et les pauvres des campagnes est pour le moins étonnante aux yeux des observateurs extérieurs et choquante pour de nombreux Chinois. L’urbanisation effrénée accentue encore ces inégalités car elle crée une masse mobile de *mingong* (une centaine de millions peut-être) formée de paysans sans terre et sans ressources qui louent à prix cassés leur force de travail sur les grands chantiers des villes et des infrastructures.

Un autre aspect du désordre social est dû à la politique dite du «planning familial» qui visait à limiter à un par couple le nombre des enfants. Si l’on sait que dans la culture chinoise la famille est le lieu privilégié de la vie privée en même temps que la clé de voûte de l’organisation sociale, cette réduction unitaire drastique fut vécue comme un traumatisme par la population. Mais cette politique de l’enfant unique, efficace sur le plan démographique, a eu d’autres conséquences: sur le plan sociologique d’abord en déséquilibrant la pyramide des âges et en préparant un vieillissement accéléré de la population, ce qui fait dire aux experts que «la Chine sera vieille avant d’être riche»; sur le plan comportemental ensuite en coupant de ses racines et livrant à elle-même toute une population de jeunes adultes. Certains se lancent à corps perdu dans les «affaires» pour profiter au maximum de la conjoncture, d’autres adhèrent au Parti pour y retrouver le cadre social que la famille ne leur offre plus, d’autres enfin s’en vont chercher fortune ailleurs.

L’optimisme qui était visible en Chine au début des années 2000 est moins manifeste aujourd’hui; il laisse même parfois la place à un certain scepticisme. Les succès comme ceux des Jeux Olympiques et bientôt, à n’en pas douter, de l’Exposition universelle de Shanghai, les réalisations spectaculaires comme le record de vitesse du TGV entre Wuhan et Canton, la montée impressionnante de grandes entreprises au panthéon mondial, tout cela continue d’exacerber un nationalisme épidermique. Mais des études critiques, pas nécessairement dissidentes et émanant parfois du cœur du système politique, se multiplient dans le pays et sont au moins en partie relayées par les médias. Une conscience des réalités se fait jour et prend de l’ampleur.

Le pire n’est pas sûr, mais il semble bien que la période du «miracle» arrive à son terme. La Chine va se retrouver, à échéance sans doute proche, rattrapée par les réalités, celles d’un monde qu’elle a fortement contribué à bouleverser, celles d’un pays-continent soumis à des pressions de tous ordres d’une ampleur inédite.

Avec la Chine, nous sommes au commencement d’une nouvelle page de l’histoire. Et nous sommes contraints de l’écrire ensemble. Pour ne pas mettre d’huile sur le feu et éviter d’exacerber toutes ces contradictions, il faudrait au moins, provenant de l’extérieur, moins de critiques et plus de compréhension; en revanche, venant de l’intérieur et des élites chinoises, plus de critiques et moins d’obéissance servile.

# La stratégie de l’abstention[[17]](#footnote-17)



*Par monsieur Hervé JUVIN,*

*Président de l’Eurogroup Institute*

**Q**uand les aborigènes d’Australie avec lesquelles elle avait choisi de vivre l’interrogèrent, Mundo Morgan[[18]](#footnote-18) essaya de leur décrire les jeux et divertissement des Blancs. Le football, le tennis, le poker, la natation, tous ses récits plongèrent ses auditeurs dans la consternation. Ces Blancs devaient être bien malheureux pour passer ainsi leur temps à s’affronter les uns les autres! Ne comprenaient-ils pas le mal qu’ils se faisaient, à ceux qui perdaient aussi bien qu’à ceux qui gagnaient, puisqu’ensuite ils ne pouvaient plus être ensemble comme avant? Pourquoi ne passaient-ils pas simplement leur temps ensemble, en goûtant le temps, la douceur des choses, et en se méfiant de l’action qui change les choses et bouscule le temps?

Notre maladie d’agir a pris historiquement bien des formes, la plus récente et la plus actuelle étant celle de l’économie. La guerre actuelle n’est pas la guerre des sociétés les unes contre les autres, des concurrents les uns contre les autres sur le marché, c’est la guerre de l’économie contre les sociétés constituées, leurs institutions, leurs structures, et c’est la guerre que leur mobilisation économique conduit contre la liberté des individus. Peut-elle être gagnée? La crise récente n’est qu’une péripétie dans ce conflit qui dure depuis l’origine de la révolution industrielle. Ce conflit a pris la forme de la guerre contre la nature, puis celle de la colonisation, et enfin celle de la mondialisation comme nous l’avons connue – la mobilisation du travail gratuit pour le consommateur occidental. Et il est vrai qu’elle a obtenu la plupart des buts de la guerre sans les moyens de la guerre – nous avons vaincu la nature sans armées et sans déclaration de guerre, nous avons détruit les sociétés des peuples colonisés, leurs croyances et leur fierté, à coups d’idéologie et de déclarations universelles plus que de canons, et nous avons réduit le monde aux dividendes qu’il nous sert sans beaucoup de démonstrations de forces, mais à grand renfort de proclamations de droits, de signature de contrat et de promesses de participation.

La guerre contemporaine est économique, et c’est la mobilisation pour l’économie contre la société. Nous y sommes. Toutes les forces qui parlent, qui publient, qui régulent et qui réglementent, agissent dans le même sens: justifier le mot de Margaret Thatcher, «There is no such thing as a society», et faire qu’il n’existe plus rien qui ressemble une société, rien que des individus libres devant le marché libre, c’est-à-dire des êtres seuls, sans repères et sans structures, devant la forme anonyme, permanente et insensible du marché. La manière dont les sociétés privées s’emparent du vocabulaire militaire, de la mobilisation au déploiement stratégique, est significative. Du droit individuel à l’enfant à la généralisation du travail des femmes, de l’instauration du changement à l’obligation de croître, tout agit en ce sens (l’éditorial de «The Economist» (2-8 janvier 2010) en fournit une merveilleuse illustration en préconisant l’adaptation des rythmes scolaires, la suppression des grandes vacances et l’allongement des journées d’école, afin de permettre le travail des femmes, sans qu’à aucun moment ne soit posée la question de leur capacité de choisir de travailler ou non, ou bien celle de l’utilité d’ajouter du travail au travail dans des sociétés de surcapacités évidentes!) Son origine, sa foi, sa Nation, faisaient l’homme; son travail, c’est-à-dire jadis son emploi, aujourd’hui sa valeur de marché, doit faire de l’homme son propre produit. Et tout indique qu’à rebours de ce que veulent considérer tant d’esprits naïfs, la sortie de crise marque une nouvelle étape dans l’extension et dans la radicalisation de la mobilisation des individus au profit de l’économie, contre la société qu’ils forment, ses structures, ses préférences collectives, ses singularités. Nous avons beaucoup à découvrir encore sur les conséquences d’une idéologie qui fait de l’économie une patrie, du développement un devoir absolu, et de la croissance un article de foi. Et d’abord que l’obligation de croître, le devoir de se développer, après avoir commandé pendant deux siècles la guerre contre la nature, sont bien près de recréer les conditions des guerres entre les hommes, des guerres qui pour apparaître inconcevables n’en prendront moins les formes que la nécessité leur donnera; nécessité de l’espace vital, nécessité de l’accès aux ressources, nécessité de sociétés choisies, et non subies. Sortir de la confusion du monde ne se déroulera pas sans que l’épée tranche le nœud qu’a embrouillé le mondialisme.

Pour éviter la guerre, et plus précisément pour éviter que la sidération de nos sociétés par l’économie ne nous conduisent aux guerres pour la survie, ou ce que nous croirons tel, le dépassement de notre système du monde est nécessaire et urgent. Il est nécessaire et urgent que les sociétés humaines retrouvent la primauté sur l’économie, et que des choix, des débats, de la conscience, décident de ce qui est confié au marché et de ce qui lui est retiré, de ce qui appartient au droit et au contrat, et de ce qui leur échappe, de ce qui relève du domaine privé, et de ce qui revient au domaine public. Ce dépassement appelle moins le retour du politique, il n’a été que trop présent à l’origine de la crise, il n’est que trop présent dans la confusion de la sortie de crise, qu’il n’appelle le retour de sociétés humaines constituées, conscientes d’elles-mêmes, en charge de leur histoire et en quête de leur destin – des sociétés autonomes. Il appelle surtout un retour critique sur l’action, telle qu’entend l’exprimer et l’organiser la stratégie, quand elle s’avère un succédané de la croyance religieuse ou révolutionnaire, quand elle s’impose pour elle-même, indépendamment de tout Bien ou de tout Vrai qu’elle pourrait servir, comme l’ultime ressource d’organisation et de pacification d’individus qui ne font plus société entre eux.

## Retenue, modération, abstention

L’un des thèmes préférés des miniatures mongoles montre des personnages, dans des poses diverses, sous le ciel étoilé, dans des jardins, au bord de bassins, et qui ne font rien; ils regardent la nuit. Regarder la nuit, regarder les nuages, était l’un des passe-temps favori des empereurs mongols et de leur suite, et ceux qui ont vécu les nuits brûlantes d’avant mousson sur le toit des maisons, quand l’air est si pur que la main croit pouvoir décrocher les étoiles, savent ce que signifie une nuit claire. Nous allons mourir de ne plus savoir regarder les nuages, de ne pas comprendre que le passage du temps s’occupe à régler tous les problèmes des hommes, et que ceux qui demeurent ne valaient pas la peine qu’on s’en charge; si le temps n’y peut rien, nous n’y pouvons rien. La modestie, la retenue, l’indifférence même, ont quelques chances de devenir les plus grandes vertus stratégiques du monde qui vient.

Dans son discours sur l’engagement américain en Afghanistan, devant les cadets de l’académie militaire de West Point, le 1er décembre 2009, le Président Obama a employé le mot de «retenue», nouveau dans le vocabulaire américain, nouveau aussi dans le vocabulaire stratégique occidental. Ce mot serait le bienvenu s’il annonçait une révolution dans les affaires militaires américaines, d’une toute autre ampleur que l’assez pitoyable «RMA»[[19]](#footnote-19) annoncée dans les années 1990, et qui a abouti aux fiascos successifs de l’Irak et de l’Afghanistan, il serait prophétique s’il annonçait la fin de cette maladie de l’action qui a conduit l’Europe à traiter les autres continents comme des terres de mission, l’Amérique à considérer le monde comme un problème qu’il faut régler, l’Occident à employer la planète comme une proie à dépecer, et les entreprises à développer la mobilisation de leurs salariés, des organisations et des ressources planétaires comme une fin en soi.

Dans le monde qui vient et pour conjurer le tour inédit que peut prendre à tout moment la guerre économique, le devoir de retrait est vital. La modération, la retenue, l’abstention, l’indifférence, l’écart, sont destinés à redevenir des vertus stratégiques éminentes – il est même possible qu’elles signifient la mort des stratégies comme nous les avons connues. Quand nous aurons achevé de prendre conscience de ce que signifie la découverte que le monde n’est pas seulement fini dans l’espace, qu’il est aussi fini dans le temps, du moins pour la vie humaine, la maladie de l’action va nous apparaître pour ce qu’elle est: une condamnation à court terme. Nous allons être conduits à nous intéresser à toutes les externalités, pas seulement matérielles, qui font de l’action une maladie qui court et qui gagne. Au terme de cette nouvelle conscience, ce n’est pas seulement le PIB qui perd le sens de mesure du progrès avec lequel il a été confondu pendant près de deux siècles, il est possible que la notion de stratégie elle-même ait à changer de sens. Puisque toute stratégie se déploie désormais dans un ensemble fini, et même, petit, tout ce qui peut être pris est nécessairement retiré à un autre, de sorte que tout gain obtenu par l’un ou l’autre joueur ne fait en définitive qu’accroître le risque de conflit final entre eux. Nous quittons un monde où l’action n’avait pas d’externalités, on pouvait s’en moquer, pour entrer dans un monde où la plupart des actions entreprises dans le réel exercent des externalités de plus grande importance que le bénéfice qu’elles apportent à leurs acteurs directs; il serait intéressant de réexaminer quelques-uns des conflits récents à cette lumière. Qu’il suffise d’indiquer que des retours sur investissement de 15% ou 20% dans un univers fini et des économies sans croissance signifient moins performance méritante que prédation au détriment de concurrents, de l’environnement ou de la société, c’est-à-dire au total destruction de valeur; le déploiement sans mesure des stratégies d’entreprise conduit les plus forts à être très riches et très grands, au milieu d’un champ de ruines. Nous quittons donc un monde où les stratégies pouvaient déployer amplement les volontés et les moyens pour obtenir un résultat précis, délimité, compté, un monde où l’action était à somme positive, où toutes les grandeurs pouvaient monter au ciel, pour un monde où ce qui est obtenu par l’un est pris à l’autre, un monde où plus personne ne monte au ciel, un monde où l’action est à somme nulle. Il nous faut méditer le traité de Vienne, et les bases de la Sainte-Alliance; l’analyse pénétrante du désordre introduit par le changement et l’action a valu cette rare chance à l’Europe d’un demi-siècle de paix…

Le paradoxe est éclatant; le système du monde construit par l’Europe et par la maladie occidentale de l’action est condamné par son succès, et par lui seulement. ***Les plus éminentes vertus de l’Europe détruisent le monde qui les acquiert, et sont bien près de se retourner contre elle. La passion du dépassement, le «toujours plus» européen, américain, désormais chinois ou indien, produisent l’excès violent des capacités et des moyens sur le monde auquel ils s’appliquent.*** Faute d’objet à leur mesure, nos techniques sont sans emploi, notre force se retourne contre elle-même, et le risque que le cynisme et la contradiction déterminent l’explosion de l’irrationnel d’abord, la guerre de tous contre tous, grandit.

Face à l’ingérence, au «sans-frontiérisme», à l’humanitaire occidental, auxquels malheureusement la France, ou certains Français, ont tant contribué, la question de la légitimité a quelques chances de redevenir l’une des plus actuelles, et l’une de celles auxquelles les États comme les ONG et les entreprises se trouveront durement confrontées; nous mesurons déjà les effets délétères de l’action de certaines institutions supranationales, comme le TPI ou comme le principe de compétence universelle donné à certains tribunaux. Nous n’avons pas fini d’être confrontés aux effets retour de la naïve croyance que les capacités valent légitimité, c’est-à-dire que les bons sentiments et l’argent autorisent l’action. Le monde n’est pas un jouet à disposition. Et la manière dont des organisations privées, des généreux entrepreneurs, soucieux ou autres donateurs, soucieux la cinquantaine venue de se réconcilier avec eux-mêmes, considèrent le monde comme un terrain de jeu n’a pas fini de déclencher des effets en retour. Car les possédés de l’action se heurtent aux limites du monde comme un insecte pris au piège. Car ce monde est trop petit pour leurs capacités, celles que la technique, le numérique et la finance de marché mettent entre leurs mains. Qu’un spéculateur heureux comme Georges Soros, fort des centaines de millions de dollars qu’il distribue à des Fondations, se mette en charge de modifier les politiques européennes relatives au droit des migrants, à travers «Open Society», au mépris de l’identité des peuples d’Europe, qu’un ancien dirigeant de fonds d’investissement (KKR en l’occurrence ) et professeur à la Harvard Business School, converti à la microfinance comme M. Michaël Chu, affirme sans rire «en définitive, notre mission est de changer l’humanité», devrait servir de mise en garde. Les apprentis sorciers sont partout, qui eux aussi prétendent changer l’humanité au nom de leurs bons sentiments, d’une idée géniale, ou d’un procédé ingénieux. Beaucoup produiront de la bonne conscience, une posture avantageuse devant la presse, au prix de bouleversements incalculables, irréversibles, et déstabilisants pour ceux dont ils se seront emparés de la vie, pour la changer – en mieux évidemment. Il fut un temps où chacun d’entre eux aurait d’abord été en butte à un interrogatoire sur leur légitimité; qui les a mis en charge de changer l’humanité? Leurs dollars valent-ils élection? Il fut un temps où ce qui pense et ceux qui pensent auraient interrogés en d’autres termes; il est permis de changer l’humanité au nom de ce qui lui est supérieur, et une telle mission ne peut venir que d’une autorité supérieure. Si ce ne sont ni les Dieux, ni les Rois, ni l’élection, quelle est donc cette autorité supérieure qui confie une tâche si vaste, et si démesurée? La réponse concernant chacun d’eux n’est que la fortune; ceux qui ont gagné beaucoup d’argent peuvent façonner la société à leur image. La fortune donne légitimité à agir. Ah bon? La réponse collective ne peut être que la croissance, sous l’avatar du développement, et l’alibi de la lutte contre la pauvreté. Cette autorité suprême là mérite être avouée, publiée, et confrontée à ses effets, et aux effets de ses effets; nous commençons de les découvrir.

Devant eux, et devant les ravages du Bien, il faut imaginer un avenir où l’action économique, le travail et l’investissement comme nous les avons connus, un avenir où la stratégie comme nous l’envisageons – je gagne, peu importe les autres – apparaîtront comme de singulières perversions de l’esprit humain et de la volonté collective. Il faut imaginer un monde où l’abstention, l’inaction, l’indifférence, seront les premières vertus, un monde dans lequel, n’en déplaise à Edgar Morin, confronté au système des castes en Inde nous devrons supporter l’insupportable, comme les plus grandes civilisations apprenaient à le faire avant nous. Il faut imaginer des sociétés qui s’interrogeront sans comprendre sur l’immensité des sacrifices individuels et collectifs consentis à ces dieux morts, à ces icônes renversés dans la poussière, qui s’appelaient croissance, concurrence, marché. C’est là se livrer à l’exercice le plus salutaire, en même temps que le plus décapant; regarder notre monde, notre système du monde, depuis le monde qui vient. Et c’est là anticiper un sens nouveau au mot de stratégie, un sens qui ne pourra être que coopératif, un sens qui entendra d’abord prudence, ensuite respect, et enfin singularité.

L’exercice révèle d’abord à quel point nous avons renoncé à nous comprendre nous-mêmes depuis que le marché nous a assuré le fonctionnement anonyme, opaque et permanente de nos relations individuelles, et depuis que l’État est venu à l’appui du marché, nous assurer qu’il n’était plus besoin de faire société entre nous, que toute préoccupation de l’intérêt collectif et de la chose publique était superfétatoire; l’arrangement naturel et spontané entre nos intérêts individuels, tel que le réalisait le marché, s’en chargeait parfaitement et à moindres frais. À cet égard, la crise que nous traversons est d’abord une crise de l’intelligence; l’abandon au marché de la conduite des sociétés humaines rend ignorant d’abord, bête ensuite. Ce n’est pas la moindre faute du néolibéralisme que d’avoir rendu infantile toute une génération politique en lui assurant que les choses allaient toutes seules, à condition ne se s’occuper que d’économie.

Pour tous ceux qui ont cru à la fin de l’histoire, à l’occidentalisation du monde, au ralliement planétaire du consommateur rassasié et de l’investisseur comblé à la démocratie et aux Droits de l’homme, plus encore pour ceux qui se sont laissé bercer au doux chant du désarmement des puissances, de la dissolution des peuples et du jeu mondain avec les identités collectives, il est grand temps d’en revenir au réel, même et surtout s’il est insupportable. Le modèle de l’homme de marché, de l’homme liquide, fluide, délié de tout, s’abîme dans ses incarnations caricaturales des maîtres de Wall Street ou de la City, dans leurs clones effrayants que sont les nouveaux capitalistes de l’Asie, des Émirats, de la Russie. Il débouche quelquefois sur la fortune, rarement sur la satisfaction, parfois sur l’abondance, toujours sur la solitude. Nous ne serons jamais en retraite du monde, nous serons toujours les hommes d’ici et de maintenant, de quelque part et des nôtres. «Ami ou ennemi»? La question va bientôt revenir nous hanter. Malheur à ceux qui auront oublié leur mot de passe, ceux qui sont leurs, et ceux qui sont les autres.

L’exercice qui nous interroge depuis le monde qui vient nous appelle surtout à confesser notre identité, nous, Français, Européens, d’ici, de cette terre et des nôtres. Il ne s’agit pas seulement de redécouverte, il s’agit de production du monde comme écart, diversité, altérité, indifférence, éloignement, surprise, disparition. La tâche de sortie de crise est une tâche de retour au réel, elle appelle un immense travail de recontextualisation, c’est-à-dire un travail exactement inverse de celui auquel a procédé l’idéologie du marché, de la concurrence pure et parfaite, de la vérité des comptes, de la mise en conformité des décisions, de la contractualisation des relations. Notre origine est devant nous, écrivait Heidegger. ***Le chantier de l’origine, qui est aussi celui du projet collectif, identifié, circonscrit, défini, est le plus grand chantier politique des années à venir.*** Travail d’arpenteur ou de géomètre, sans doute, travail de portraitiste, d’entomologiste ou d’herboriste surtout, travail de reconnaissance des écarts, de révélation du divers, d’invention du séparé, de découverte du particulier, là où la loi des comptes, des nombres, des modèles et des normes travaillait à réduire au même, à conformer au modèle, là où le droit, le marché et le contrat travaillaient à dispenser l’action et la relation humaines de tout contexte et de toute singularité. Faudra-t-il parler d’art, et de la capacité à enchanter ce qu’une étonnante conjuration de forces s’est employée à banaliser? Pour comprendre la crise, pour dépasser la crise, nous avons moins besoin de politiques que de photographes – combien de regards ont appris la terre devant les images de Yann Artus-Bertrand? – et de conteurs d’histoires, moins d’économistes que d’ethnologues et de philosophes, moins d’experts et de spécialistes que de passeurs et de curieux. Où sont les arpenteurs des champs du savoir et de la conscience qui se riaient des disciplines, des catégories et des appellations? Où sont ces trafiquants du savoir, journalistes un jour, ethnologues le lendemain, et romanciers de leur vie toujours, qui ont fait mieux que nous dire le monde, qui nous l’ont fait rêver? Ils sont les auteurs nécessaires et précieux, non des stratégies pour agir plus, mais des savoirs pour être mieux à soi-même et aux autres.

**Un nouvel enchantement du monde?**

Le philosophe cherche la vérité de la conscience, l’historien, la vérité des évènements, l’ethnologue la diversité, l’infinie diversité des raisons et des formes que les sociétés humaines donnent à l’existence. Au moment où nous entrons dans l’inconnu d’un système unique, d’un désir unique, d’une croyance unique, aussi inouïe, aussi folle, aussi déraisonnable que toute autre, il n’est pas d’enseignement plus utile et plus nécessaire que le leur, il n’est pas de geste plus nécessaire que le pas de côté qu’ils nous invitent à faire, pour nous considérer depuis le monde qui vient, pour nous surprendre de nous-mêmes, voire pour rire de notre sujétion consentie et de notre étrange abdication. Le recueil, l’analyse, l’interprétation des mythes, jouent un rôle central dans le travail de l’ethnologue. Car le mythe est plus qu’une règle de vie, il est l’expression du noyau mystérieux des origines, là où tout se joue, la montée du soleil, l’amour des femmes, la fuite du jaguar. Le mythe assure à ceux qui le partagent la sûreté d‘eux-mêmes, l’estime de soi, et la paix du monde; puisque le mythe explique sa course, depuis les origines jusqu’aux jours des fils de nos fils, puisqu’il suffit d’accomplir les rites de salut, devant le totem du corbeau roi et de l’ours pêcheur, pour se ménager les rigueurs du temps et défier le retour de l’hiver!

Depuis le monde qui vient, que notre folie est simple, et que notre mythe est pauvre, lui qui nous tient et nous unit comme aucun autre n’a su le faire! Car il nous tient, et nous avons érigé notre croyance en idole universelle, avec tant de fanfare et de bruit que nul n’ose se dérober à ses rites et à son culte obligé. Car il nous tient, et les fumées de la raison, et les encens des méthodes et des systèmes ne sont que sacrifices à cette figure renouvelée du Dieu crocodile, ou de Ganesh, l’éléphant bienveillant à la longue mémoire. Nous aussi avons notre mythe, celui de la croissance. Nous avons notre enchantement, celui de l’action productive, de la création de valeur, et des indices qui montent au ciel. Nous avons nos rites de salut, ceux du marché. La tribu répète les mots de concurrence, de développement, de création de valeur, de libre-échange, quand il faut s’assurer du retour des saisons, du panier garni, ou de continuer à vivre. Elle leur a tout sacrifié, et se retrouve peu à peu seule, dans un univers seulement boisé de mots, animé de chiffres, peuplé de rendements. Mais elle n’a pas de choix, elle continue à aligner les formules qui l’ont conduite à son isolement radical, à la destruction de tout ce qui n’est pas l’objet de sa foi méritante, le totem de la croissance infinie, et elle n’en finit pas de répéter les rites du marché parfait, en attendant le ciel. Au nom de la raison, l’irrationalité la plus grande. Au nom de la logique, des modèles mathématiques et de la prévision modélisée, le désordre le plus immense, et le plus coupable. Au nom de l’abondance, le désert. Le marché est notre rite de salut. Nous n’en avons pas d’autre, et nous sommes prêts au sacrifice suprême, celui de notre monde, pour satisfaire au Dieu cruel de la croissance, et alimenter la forge rugissante des corps et du sang qu’elle réclame, puisque la fin des mythes n’est jamais autre chose que la mort de ceux dont ils étaient la vie.

# Réveil identitaire et propagation

# de la notion de culture

# dans l’armée de Terre (1980-2008)[[20]](#footnote-20)



## *Par le colonel (h) André THIÉBLEMONT*

**N**aguère, chez les militaires, il n’y avait de culture que «générale». Peu ou prou, il en était de même dans la société française. «La» culture, c’était celle des arts et des lettres. Dans le courant des années 1980, le sens de ce mot devint polysémique. Se propageant dans tous les milieux sociaux, la culture en vint à exprimer plus ou moins confusément les particularités et les différences d’une collectivité, d’une activité.

Dans les armées, cette polysémie toucha plus particulièrement l’Armée de terre. Elle constitue l’un des aspects d’un mouvement d’expressions identitaires qui émergea au tournant des années 1980 et s’étendit par la suite à toutes ses formations. Ce mouvement procède de celui qui s’est développé dans les secteurs traditionnels de la société française durant la même période. Mais il a un caractère qui lui est propre! Il doit être rapporté aux changements successifs et rapides qui ont modifié les conditions de l’existence militaire au cours des dernières décennies.

Cet article propose de considérer ce mouvement, ses conditions politico-militaires et socioculturelles d’émergence, ses caractéristiques[[21]](#footnote-21).

**«L’armée est une entreprise comme une autre»!**

À la fin des années 1970, ce slogan scandait les discours officiels. À l’époque, les militaires vivaient une sorte d’aggiornamento: un peu à l’instar de ce mouvement d’«ouverture au monde» impulsé dans l’Église de Rome par Vatican II. À «l’image du baroudeur», la politique militaire entendait substituer celle d’un manager ou d’un «technicien de la défense» qui se fonde «dans le paysage contemporain»[[22]](#footnote-22).

Cet aggiornamento s’inscrivait dans la continuité de la mise sur pied de cette nouvelle armée organisée autour de la fusée dissuasive qui avait été engagée à la fin de la guerre d’Algérie. L’entreprise avait rencontré scepticismes et résistances parmi les intelligences du pays comme dans les rangs militaires. Dans une société où pointait l’eschatologie d’un monde pacifique, où des élites contestaient l’autorité au nom de l’épanouissement de l’individu, le militaire était perçu par beaucoup comme «nuisible et inutile»[[23]](#footnote-23). La nécessité d’une armée et d’une défense était posée[[24]](#footnote-24). Dans le même temps, la montée en puissance de la force nucléaire paupérisait le service militaire et la condition militaire[[25]](#footnote-25). Dans le courant de l’année 1973, la contestation d’une partie du contingent mais aussi de jeunes officiers, jusque là cantonnée dans les murs des casernes, explosait sur la voie publique. Parmi les cadres militaires les motifs étaient multiples: sentiment d’hostilité de la société, vétusté des infrastructures et des matériels, «misérabilisme» du service militaire, dégradation de la condition militaire, autoritarisme de la hiérarchie, rejet d’une doctrine de dissuasion nucléaire renvoyant des forces combattantes à une logique de non emploi, etc[[26]](#footnote-26)…

Cette contestation fragilisait le système de défense. L’aggiornamento des armées qui fut alors engagé pour le crédibiliser fut ambitieux mais quelque peu radical. Il impliquait une rationalisation de la gestion des ressources du corps militaire et l’adaptation d’un style de commandement réputé autoritaire et cœrcitif à l’évolution des mentalités de nouvelles générations. Directives, mesures et procédures diverses imposaient le «dialogue», la «participation», l’«adhésion». Image de marque oblige! À la fin des années 1970, l’Armée française se proclamait «une entreprise comme une autre», dépouillée de toute référence à des traditions ou à une vocation combattante. Passant de «l’état de figure symbolique complexe à celui de signe accessoire et univoque», le militaire s’effaçait derrière ce qu’on avait pris coutume d’appeler «l’appareil» ou l’«outil de défense»![[27]](#footnote-27).

L’entreprise secréta de lourdes tensions. Dans les corps de troupe, au «goulot de l’entonnoir» hiérarchique, sa mise en application absorbait «les énergies au détriment des activités opérationnelles»[[28]](#footnote-28). À tort ou à raison, nombre de cadres estimaient que les orientations et procédures à mettre en œuvre, coulées dans le moule d’autoritarismes et de formalismes anciens, étaient plaquées sur la vie des corps de troupe. À leurs yeux, elles tenaient peu compte de sa complexité, de contraintes persistantes et surtout d’impératifs collectifs qui n’étaient pas toujours compatibles avec cet «épanouissement»[[29]](#footnote-29) de l’individu que le commandement entendait favoriser.

Entre ces adaptations nécessaires, mais brutales, systématiques, trop souvent contradictoires avec les particularités de la vie militaire et une doctrine de dissuasion qui faisait du combat une improbable espérance, nombre de cadres militaires éprouvaient le sentiment plus ou moins diffus d’une «fonctionnarisation» ou d’une «banalisation» de leur office. Dès lors et jusqu’à nos jours, comme l’avers et le revers d’une même protestation, les thématiques de la «banalisation» et de la «spécificité militaire» ne cesseront pas de travailler le milieu militaire[[30]](#footnote-30). C’est là, me semble-t-il, l’un des ferments de ce mouvement d’expressions identitaires qui germera dans l’Armée de terre dans les années 1980. Il se nourrira jusqu’à nos jours de transformations dans l’environnement socioculturel des armées et de changements qui les affecteront et refaçonneront en partie les conditions de l’existence militaire.

En premier lieu, on ne peut exclure l’influence sur ce mouvement des manifestations d’identités (ethniques, régionales, locales, etc…) qui vont éclore et travailler le territoire national à partir des années 1980. Aujourd’hui, elles parcellisent son paysage culturel. Puisant dans un passé souvent mythifié, y «redécouvrant des formes culturelles enfouies», divers courants identitaires ont opposé aux «excès de la modernité», au centralisme et aux technostructures uniformisantes leur différence et leur «appartenance à un espace culturel» [[31]](#footnote-31). Sur cette lame de fond, ont joué des dynamiques propres à l’Armée de terre.

L’effacement progressif des armées sur le territoire national et la rareté croissante des ressources budgétaires donnèrent trop souvent et donnent encore au corps militaire un sentiment d’abandon et de menace sur son existence. S’y sont combinées des réformes de toutes natures, parfois vécues comme des entorses à la «spécificité militaire». Or ces changements sont intervenus alors que la vocation traditionnelle du corps combattant était à nouveau et de plus en plus sollicitée et que progressivement, l’existence militaire se transformait radicalement au regard de ce qu’elle était dans les années 1970[[32]](#footnote-32)..S’ouvrant les canaux discrets – verbaux ou symboliques – de son expression, le corps militaire signifiera alors son identité spécifique avec un sentiment de légitimité d’autant plus fort que son présent lui donne de nouveau rendez-vous avec un épique que la fusée dissuasive avait occulté. Le passage à la professionnalisation relancera le processus, donnant à ces expressions identitaires d’autres légitimités, celles de «l’in-corporation» du jeune engagé.

##### L’épique au passé et au présent

Enonçant différences et particularités, ces expressions ont joué à la fois d’objets et de signes hérités du passé et d’un paraître renvoyant à un présent épique – même s’il ne s’agissait que de s’exposer aux coups de l’Autre en étant interdit de lui en donner. Parmi l’abondance des indices, quelques coups de sonde permettent de caractériser les plus manifestes.

* ***Muséographie et collections d’objets***

Sur plus de 22 musées aujourd’hui repérables dans l’Armée de terre, 9 ont été créés dans les années 1980; 8 créations, rénovations ou extension de surface sont survenues postérieurement à 1990 (voir tableau annexé). Dans la même période (1980-2005), sauf omission, on ne repère aucune création dans l’Armée de l’air, la Marine s’étant enrichie du seul musée de l’École des fusiliers marins. Ces créations furent toutes réalisées dans le «foyer» d’une culture militaire particulière: école d’arme, maison mère, centre de formation, de commandement d’un ensemble interarmes (Pau, Grenoble) ou stationnement d’une formation héritière d’une subdivision d’arme (Valence). Elles ont été réalisées ex nihilo ou à partir de collections d’objets détenues de longue date, mais insuffisamment mises en valeur. Avant 1990, elles furent le fait d’initiatives éparses. En 1993, la création d’une délégation au patrimoine culturel et historique de l’Armée de terre paraît avoir traduit une prise conscience au niveau central d’une nécessité d’affirmer auprès des cadres et des personnels «la pérennité de leur institution» en renouant avec son «héritage culturel»[[33]](#footnote-33). Sous l’impulsion du général Cousine, une politique patrimoniale ambitieuse, disposant de gros moyens, fut alors mise en œuvre. La professionnalisation donnera à cette politique une nouvelle source de légitimité.

Dans la même période et dès les années 1980, une affirmation plus discrète d’une identité particulière au travers d’objets témoignant d’un passé lointain ou très récent se propageait dans nombre de formations de l’Armée de terre. Des salles d’honneur régimentaires furent crées, rénovées, réaménagées, là aussi, bien souvent à partir d’objets ou sortis des caves et des greniers ou trop peu visiblement exposés[[34]](#footnote-34). Dans un tout autre style, il existe aujourd’hui des bars aménagés dans les bâtiments de compagnies ou d’escadrons. Depuis quand? Ces lieux sont meublés et décorés d’objets emblématiques, témoins des opérations extérieures auxquelles ces unités élémentaires ont participé: photos, fanions, objets africains, drapeaux, armements de belligérants, etc. Dans ces espaces intimes, tous cadres et parfois tous personnels confondus, on boit un verre, on prend la café avant le rassemblement du matin entouré d’un bric-à-brac de souvenirs dont des mémoires vivantes peuvent raconter l’histoire. Ce phénomène pourrait être rapporté à l’autonomie croissante des unités élémentaires depuis les années 1980. Les interventions contemporaines ne sollicitant plus l’engagement de régiments organiques, ce sont une ou plusieurs de leurs unités élémentaires composant bataillons de marche et groupement tactiques qui partent en expédition. Bien plus, une même compagnie peut voir disperser ses sections sur plusieurs opérations durant quelques mois. De la sorte, chaque unité élémentaire possède aujourd’hui un passé récent, une histoire qui lui est propre: elle les expose et les raconte dans son propre espace de vie[[35]](#footnote-35).

* ***Le paraître de l’uniforme***

Dans les années 1970, le soldat redoutait de paraître en uniforme. Au sortir de la guerre d’Algérie, bérets noirs et tenues de combat kaki sombres avaient remplacé des calots aux couleurs des armes et des treillis bariolés ou kakis clairs délavés. En mauvaise saison, le soldat défilait dans une vilaine tenue de drap, elle aussi d’un sombre kaki et nulle décoration ne la fleurissait s’il n’avait pas pérégriné en Algérie. Seuls échappaient à ces tristes coloris les chasseurs et ceux qui, légionnaires, parachutistes ou troupes de marine arboraient pour certains le hale et les décorations de leurs séjours outremer ou portaient pour les premiers bérets verts ou rouges.

Aujourd’hui, l’uniforme de l’Armée de terre est porté sans complexe, dans la rue ou aux queues des grandes surfaces. S’étant éclairci à partir de 1990, nombre de ses signes renvoient à une vocation combattante, et des décorations le fleurissent sans qu’il soit besoin que celui qui les arbore ait de longues années de service. En tenue de parade, les ceintures de laine rouge ou bleue d’une très ancienne armée serrent la taille du soldat. Après trente années d’oubli, la tenue de combat bariolée a été réhabilitée. Aujourd’hui, elle se porte partout en France, en tout lieu et en tout temps, y compris là où naguère on ne revêtait que rarement le treillis. Comme si partout, même non combattant, on se réclamait d’une vocation combattante!

* ***L’image et le texte: les «beaux livres»***

Un troisième type d’indices réside dans la prolifération d’ouvrages richement illustrés traitant de sujets militaires: un florissant marché qui a contribué à relancer une maison comme Lavauzelle ou sur lequel se sont positionnés de nouveaux éditeurs («Marines éditions» créée dans les années 1980, «Histoire et documents» créée en 1978, etc...). Le phénomène touche toutes les armées à partir de la décennie 1990. Si on circonscrit l’observation à l’édition de «beaux livres» – grand format, souvent reliés et cartonnés, illustrés de centaines de photographie en couleurs –, l’Armée de terre se distingue par de nombreux ouvrages traitant du passé et du présent de régiments, d’écoles, d’ensembles interarmes ou de subdivisions d’arme. Ce n’est ni les cas de la Marine nationale ni celui de l’Armée de l’air[[36]](#footnote-36). Ces «beaux livres» sur l’Armée de terre sont apparus à l’occasion des opérations de maintien de la paix au Liban à la fin des années 1970 et au début des années 1980[[37]](#footnote-37). Aujourd’hui le catalogue des éditions Lavauzelle présente plus de cent «beaux ouvrages» divers sur l’Armée en général. À coté de sujets historiques ou transversaux (administration, décorations, renseignement, etc.), au moins plus de 50 éditions de cet ensemble sont consacrées au passé et au présent de formations de l’Armée de terre, dont 14 pour les Troupes de Marine et 8 pour la Légion étrangère. 6 ont été publiées dans les années 1980, 9 dans les années 1990 et 36 depuis le début du siècle[[38]](#footnote-38). Du 152ème régiment d’infanterie au 28 ème régiment de transmission en passant par le 3 ème régiment de génie, ce phénomène d’édition touche toutes les armes. Ces ouvrages ne sont pas des Livre d’or. Très documentés, ils s’appuient souvent sur des sources de première main qui ne figurent pas dans les fonds d’archives publics (carnets de route, articles de presse). Néanmoins, ils distinguent et magnifient la formation ou les formations traitées en racontant leurs valeureuses épopées passées et présentes.

Ce petit marché est comparable à des éditions à compte d’auteur. L’ouvrage est le plus souvent projeté sur la demande de la formation concernée, moyennant une promesse d’achats préalables qui amortira partie du coût de fabrication. Celle-ci utilisera les produits préachetés comme objets souvenir dans ses prestations d’échange avec son environnement militaire ou civil.

* ***Insignes métalliques et signes emblématiques de l’Armée d’Afrique***

Depuis la Première Guerre mondiale, la création d’insignes distinctifs symbolisant la personnalité d’une unité est devenue une pratique constante dans les armées[[39]](#footnote-39). Dans l’Armée de terre au début des années 1980, cette pratique, se concentrant sur la fabrication d’insignes métalliques, devint incontrôlable. En août 1985, une décision tenta de limiter les créations et le commerce de ces insignes métalliques[[40]](#footnote-40). Peine perdue!

Dès la fin des années 1970, la participation de formations de l’Armée de terre à la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (Finul), aux opérations Tacaud puis Manta au Tchad, Diodon au Liban donnèrent lieu à de multiples fabrications d’insignes ad hoc. À coté d’insignes de bataillons de marche de la Finul ou de régiments dont la symbolique retravaillée s’identifie à une opération (17 ème régiment de génie parachutiste et Diodon), apparurent nombre d’insignes d’unités élémentaires organiques ou de marche détachées de leur régiment pour être engagées dans ces interventions. C’est le fait notable!

Au cours des années suivantes, les insignes de compagnie et d’escadron organiques proliférèrent, parfois portés en accroche sur la fourragère. Pour beaucoup, ils furent déclinés en autant d’insignes ad hoc que de contributions à des opérations ou à des séjours extérieurs, en unité organique ou de marche. Ce phénomène a touché toutes les formations bien avant la professionnalisation[[41]](#footnote-41). À ce jour, hors des insignes réglementaires de régiment, on peut dénombrer 39 insignes différents d’opération ou de compagnie au 3 ème régiment parachutiste d’infanterie de marine, 31 au 1er régiment d’infanterie, 24 au 92 dont pour ce dernier certains insignes d’unité datant du Liban ou de la Bosnie[[42]](#footnote-42). Le commerce de ces insignes est également un petit marché florissant: dans les années 1990, les petites annonces de Terre Magazine y étaient essentiellement consacrées.

Les rappels explicites ou symboliques de l’Armée d’Afrique et du passé colonial travaillés à l’aune du présent ont constitué l’une des dimensions essentielles de ce mouvement identitaire: ouvrages et iconographies, références incessantes aux héros «pacificateurs», nombreuses restaurations symboliques que les épousailles de la modernité avaient laissé tomber en désuétude, etc... Ainsi de la recréation du 1er régiment de tirailleurs en mai 1994, du 1er régiment de chasseurs d’Afrique en 1998 ou de l’appellation «régiment d’Afrique» que le 68 ème régiment d’artillerie blindée retrouva au début des années 2000 après quelques décennies d’oubli. Il y a plus insolite! Au début des années 1990, le toug(h) – cette hampe d’un fanion d’escadron à la douille de laquelle sont accrochés des crins ou une queue de cheval – apparaît ou réapparaît dans des régiments se réclamant des unités montées de l’Armée d’Afrique ou d’un passé hippomobile: notamment aux 12 ème, 61 ème et 68 ème régiment d’artillerie, aux 511 ème et 515 ème régiment de train[[43]](#footnote-43).

###### La notion de culture éclatée

Depuis une quinzaine d’années, comme pour souligner les identités collectives que ces expressions profuses énonçaient, les invocations d’une culture spécifique se sont propagées, se chargeant d’une diversité de sens au gré des situations et des statuts de ceux qui s’y référent. Aujourd’hui, dans l’Armée de terre comme dans la société française où le même phénomène s’est produit, n’importe quelle collectivité «peut revendiquer une culture qui lui est propre» ce qui ne va pas sans entraîner «un brouillage conceptuel»[[44]](#footnote-44) .

Au début des années 1980, parler d’une culture qui puisse être qualifiée de «militaire» était hors de propos. Le premier protocole d’accord Défense Culture signé en mai 1983 sur la base aérienne d’Orange ne traitait que d’une culture unique, celle des arts et des lettres. Cet accord entendait en démocratiser les œuvres avant-gardistes en leur ouvrant l’espace caserné. Le décor de cette signature était symbolique: une exposition d’art contemporain[[45]](#footnote-45)! Seul était reconnu le patrimoine monumental et musical des armées. Avec la création de la délégation au patrimoine culturel et historique de l’Armée de terre en 1993 et la signature en 1994 d’un troisième protocole Défense Culture qui reconnaissait l’«héritage culturel des armées», le début des années 1990 pourrait avoir été un tournant dans la manière d’appréhender le culturel par la pensée militaire officielle.

En 1995, le général Monchal, chef d’état-major de l’Armée de terre, fit état à plusieurs reprises d’une «culture de l’Armée de terre» dans un texte préfaçant un dossier sur l’histoire et les traditions de l’Armée de terre publié dans l’édition annuelle du Quid. Elle n’était qu’évoquée. S’articulant avec un «patrimoine» d’œuvres matérielles ou immatérielles attestée par l’institution, sa conception apparaissait institutionnelle et normative[[46]](#footnote-46). Dix ans plus tard, le préambule de l’actuel protocole Défense Culture signé en 2005 fait mention d’une «culture militaire» (mise entre guillemets dans le texte), pour la première fois, semble-t-il, dans un texte ministériel. Là encore, cette notion n’est que mentionnée comme «élément inséparable» d’un ensemble «monumental, muséographique, écrit, audiovisuel, musical ou scientifique» qui «constitue le patrimoine des armées»[[47]](#footnote-47). Celui-ci reste néanmoins cantonné aux œuvres reconnues par l’institution: sa définition exclue par exemple un riche patrimoine ethnologique militaire, alors qu’il existe de longue date une mission du patrimoine ethnologique au ministère de la Culture.

C’est justement un emploi de la notion de culture, plus proche de son sens ethnologique, qui apparaît dans le langage courant de jeunes officiers depuis une quinzaine d’années: «culture légion» ou «métro légionnaire», «culture alpine», «ça fait partie de la culture», «culture d’escadron», «une différence de culture et de mentalité d’une unité blindé et d’une unité d’infanterie», etc…Or ces expressions – qui partent souvent d’un constat ou d’une revendication de différence – sont employées à propos de pratiques et d’attitudes qui trament la vie quotidienne des unités[[48]](#footnote-48). On se trouverait là devant une référence plus ou moins confusément à un univers de postures mentales, techniques, pratiques façonné par des conditions d’existence très spécifiques.

Parmi les emplois maintenant abondants du mot culture dans l’Armée de terre[[49]](#footnote-49), deux d’entre eux se distinguent. Une récente directive du Commandement de la formation de l’Armée de terre porte cet intitulé: «Culture militaire de l’officier»[[50]](#footnote-50). Cette directive revient au métier des armes stricto-sensu avec le souci «de redonner ses lettres de noblesse à la manœuvre». Constatant «l’insuffisance du niveau» des officiers et leurs difficultés d’«approfondissement d’une culture militaire» hors des périodes d’enseignement initial ou supérieur, elle définit la mise en œuvre d’«un continuum de formation». Dans cette directive traitant de l’enseignement militaire le mot culture appliqué à la chose militaire conserve son sens noble: un ensemble de connaissances «constituées en sciences militaires» dont l’acquisition passe par l’enseignement et la lecture de bons auteurs. L’usage classique de la notion semble ici signifier avec force l’idée d’un art militaire qui se cultive dans la durée. Le second emploi, moins explicite, que l’on trouvait déjà suggéré dans le texte du général Monchal[[51]](#footnote-51) précédemment cité, tire cette notion de culture vers l’éthique ou vers ce que l’on nomme les «valeurs». «Toute culture est portée par un groupe social conscient de constituer une communauté qui affirme des valeurs spécifiques (…)» écrit Line Soubier-Pinter[[52]](#footnote-52). L’affirmation n’est peut-être pas fausse. Néanmoins une culture n’est pas un enclos. Travaillée par des dynamiques du dehors et du dedans, elle n’est ni stable ni monolithique, de sorte que ce qui valait pour hier peut ne pas valoir pour aujourd’hui. Le passage en moins de vingt ans d’une Armée «entreprise comme une autre» à une Armée retrouvant ses marques séculaires tout en les ayant remodelées aux expériences du temps présent illustre le propos.

«Culture: fausse évidence, mot qui semble un (...) Mot mythe qui prétend porter en lui un grand salut (…)» écrivait déjà Edgar Morin en 1984! Cherchant alors à dépasser l’obstacle «de ces hétérogénéités, de ces équivoques» de sens – y compris dans les sciences sociales – pour conserver à cet outil d’analyse toute sa pertinence, Edgar Morin proposait d’appréhender ainsi une culture: «un système [ouvert] dialectisant une expérience existentielle et un savoir constitué»[[53]](#footnote-53). Selon la culture, ce savoir peut-être constitué de connaissances livresques, mais aussi de savoirs pratiques (techniques, tactiques, etc...), de modèles intériorisés, d’un langage, de constructions symboliques, mythiques, etc…, le tout canalisant les interprétations d’une expérience et régissant des conduites, consciemment ou non[[54]](#footnote-54).

Si, même du bout de l’esprit, on accepte cette démarche qui voit dans une culture un jeu incessant entre des expériences extraites de conditions d’existence et un savoir constitué, ce regard sur le passé récent de l’Armée de terre ouvre deux pistes de réflexion parmi d’autres.

À considérer ce foisonnement de signes identitaires qui prennent corps dans les années 1980 et le temps de retard de l’institutionnel pour le prendre en compte, force est de constater les différenciations verticales et horizontales toujours à l’œuvre entre des existences militaires. D’où une «constellation» de sous cultures et de micro cultures militaires que « es progrès techniques et tactiques ne cessent de diversifier»[[55]](#footnote-55). Cela induit une dynamique et une dialectique de l’identité et de la différence dont l’exploration reste à faire dans les Armées françaises.

Force aussi est de reconnaître la persistance de ces «savoirs constitués»! Au cours de ces dernières décennies, ils ont résisté à une banalisation de l’institution – réelle ou jugée comme telle –, aux avancées de la modernité, aux impératifs de cultures militaro-pacifiques, tout en s’enrichissant d’une sélection d’expériences que ces mouvements imposaient à des existences militaires. De la partie immergée de l’iceberg militaire, ce sont ces savoirs qui ont fait progressivement surgir et ressurgir les expressions identitaires que cet article vient d’évoquer.

**ANNEXE: Politique muséographique de l’Armée de terre (1970-2008)**

Sources: *Quid – Patrimoine de l’Armée de terre – 1995*, Robert Laffont, site de la Délégation au patrimoine de l’Armée de terre <http://www.defense.gouv.fr/terre/enjeux_defense/patrimoine/> et divers.

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| *Chronologie*  *Musées* | *Antérieur 1970* | *Décennie1970* | *Décennie 1980* | *Décennie 1990* | *Décennie 2000* |
| des traditions des chasseurs | Création en 1965 |  |  |  |  |
| de la légion étrangère | Salle d’honneur puis création du musée (1963) |  |  | **Création du musée de l’uniforme (Puyloubier)** |  |
| des parachutistes | Salle d’honneur (1964) |  | **Création d’un « musée de traditions » (1983)** | **Extension de 300 à 1200m2** |  |
| des troupes de marine | Transfert à Fréjus (1966) | Décision de construction d’un nouveau musée (1978) | **Inauguration (1981)** |  |  |
| des troupes de montagne |  |  | **Création (1988)** |  |  |
| de l’alat |  |  | **Création (1983)** |  |  |
| de l’artillerie |  | Décision de création (1976) |  |  |  |
| des blindés | Date de création non repérée |  |  |  |  |
| de la cavalerie | Salles d’exposition de la Collection Barbet de Vaux (1936) | Salles de documentations - Campagnes du XX° (1976) |  | **Programmation de la création d’un musée d’arme (1ére tranche)** | **2éme tranche** |
| du commissariat de l’Armée de terre |  |  |  | **Création (1993)** |  |
| du génie | Création (1968) |  |  |  |  |
| de l’infanterie |  |  |  | **Plan d’extension des surfaces** |  |
| du matériel |  |  |  | **Création (1997)** |  |
| du train |  |  | **Création (1981)** | **Rénovation** |  |
| des transmissions | Salles d’exposition de matériels (Suresne) |  |  | **Transfert à Rennes et création du musée** |  |
| de la colombophilie |  |  | **Création (1981)** |  |  |
| de la conscription |  | Création (1978) |  |  |  |
| des enfants de troupe |  |  | **Création (1985)** |  |  |
| de Saint-Cyr-Coëtquidan | Salle d’exposition collections (1912). Création du musée en 1967 |  |  |  |  |
| des sous-officiers | Salles de collection |  | **Création (1986)** |  |  |
| des spahis |  |  | **Création**  **(Valence 1988)** | **Création**  **(Senlis 1991)** |  |
| de la symbolique militaire |  |  | **Création (1985)** |  |  |

# Quatre batailles

**pour reprendre l’initiative en Irak**



*Par le colonel Olivier DOUIN,*

*commandant la Commission nationale de contrôle interarmes*

Sans aller jusqu’à dire que **le théâtre irakien** est totalement ignoré, force est de constater qu’il **n’est plus guère observé et analysé** alors que tous les yeux sont tournés vers l’Afghanistan. **Or**, les actions entreprises et leurs multiples facettes constituent une **mine d’or en matière d’enseignements**, voire un véritable laboratoire. C’est le cas, notamment, de la **nouvelle stratégie amorcée en 2007** (surnommée ***Surge***), elle-même conditionnée par un changement complet de comportement et de mode d’action de la force: il s’agit de la mise en œuvre des principes de la doctrine de contre insurrection, associée à une mise à jour en temps quasi réel de ladite doctrine. Sont à la fois concernés les **comportements**, les **modes d’action** et l’**emploi des équipements**. Le but de la ***Surge***: assurer la **sécurité de la population**. La méthode: **retourner dans les villes, y rester** coûte que coûte et **utiliser toute la panoplie des moyens modernes** (notamment les drones, les robots, les techniques d’identification) à des fins de reconnaissance, de surveillance et de renseignement.

**Introduction sur les sources[[56]](#footnote-56)**

L’engagement américain en Irak (OIF – *Operation Iraki Freedom*) a, beaucoup plus que celui en Afghanistan (OEF – *Operation Enduring Freedom*), fait l’objet de **très nombreuses publications** analysant les aspects politiques, stratégiques et tactiques. L’année 2006, particulièrement, a vu la parution d’ouvrages de référence comme «***Cobra II***» de Gordon & Trainor[[57]](#footnote-57), «***State of Denial***» de Woodward et «***Fiasco***» de Ricks[[58]](#footnote-58).

Si l’attention du public a commencé à baisser – à l’unisson de la couverture médiatique – lorsqu’il s’est avéré que la nouvelle stratégie en Irak annoncée en 2007 commençait à porter ses fruits, les experts n’en ont pas moins continué à produire. Ainsi, **trois ouvrages sont sortis du lot** au cours du second semestre **2008**: «***The War Within***» de Woodward, «***Tell me how this ends***» de Robinson et «***The Gamble***» de Ricks. Ces trois livres couvrent la période 2006-2008 et sont remarquablement documentés; qui plus est, les sources sont systématiquement identifiées. Le premier, à l’instar de l’ensemble de la production de Bob Woodward depuis l’arrivée de George W. Bush à la Maison blanche, est essentiellement axé sur le processus décisionnel de niveau politique. Le deuxième est beaucoup plus factuel et contient de nombreux récits du niveau tactique; il pourrait s’apparenter, également, à une biographie du général Petraeus. Le troisième, enfin, constitue un point moyen entre les niveaux politiques, stratégiques et tactiques.

L’objet du présent article est, en s’appuyant sur ces trois ouvrages, de **mettre en lumière plusieurs batailles qui se sont déroulées avant puis pendant la *Surge* et les conséquences majeures qu’elles ont pu avoir.**

**Rappels sur la *Surge***

* ***L’année 2006 constitue une année charnière:***
  + le Président et le parti Républicain sont en difficulté[[59]](#footnote-59). George W. Bush réalise qu’il doit revoir son discours et sa stratégie s’il veut conserver, ou plutôt, **reprendre l’initiative**;
  + le Congrès, au premier semestre, met sur pied un groupe de travail chargé d’examiner la situation en Irak; y figure, entre autres, Robert Gates qui deviendra Secrétaire à la Défense après les élections de mi-mandat et le départ de Donald Rumsfeld. Il sera le premier à reconnaître, officiellement et publiquement, que l’Irak est dans une situation insurrectionnelle;
  + **les avis sont partagés** entre la majorité des militaires qui pense que le format de la force américaine doit diminuer et qu’il est temps de passer le témoin aux autorités irakiennes (***transition***) et une minorité (d’active et de réserve) qui estime que la stratégie poursuivie est vouée à l’échec et que, préalablement à toute ***transition***, il faut restaurer la sécurité en Irak; certains acteurs, en arrière plan commencent à conseiller le Président en ce sens;
  + en décembre, l’armée de terre et le corps des marines publient leur ***Field Manual* sur la contre insurrection** (FM 3-24 pour *l’Army*); cependant, les versions intermédiaires de ces deux documents élaborés sous la houlette des généraux Petraeus (*Army*) et Mattis (USMC) ainsi que plusieurs articles relatant expériences et analyses ont déjà commencé à alimenter la réflexion.
    - ***L’année 2007 est, pour sa part, une année déterminante:***
      * en **janvier** le Président annonce la ***Surge*** qui s’accompagne de forces supplémentaires et de l’augmentation temporaire de la durée des déploiements (certaines formations de *l’Army* resteront en Irak 15 mois au-lieu de 12 mois[[60]](#footnote-60));
      * le Général Petraeus prend le commandement du dispositif et agit en tandem avec l’Ambassadeur Croker; leur action vise, dans un premier temps, à **restaurer la sécurité dans des zones jugées prioritaires en remettant les soldats de la coalition au sein de la population**[[61]](#footnote-61), à agir en direction des autorités politiques et religieuses irakiennes, locales et nationales et…vers les politiques américains ainsi que la hiérarchie militaire;
      * les premiers mois sont difficiles, le nombre des victimes américaines et en forte hausse (conséquence de la reprise de l’action);
      * cependant, **des résultats positifs sont enregistrés au cours de l’été**; ils sont confirmés par une baisse sensible des attentats en septembre, juste avant le témoignage du Général et de l’Ambassadeur devant le Congrès; la cause est donc entendue et **le Président confirme la *Surge***.
        + ***L’année 2008 confirme les résultats:***

Al Quaeda et les mouvements du même type ont été sérieusement diminués;

le premier ministre irakien prend l’initiative;

les États-Unis **amorcent une réduction des effectifs** additionnels engagés en 2007;

les enseignements de ces dernières années commencent à faire leur chemin.

***Qu’est-ce donc que la Surge?***

*Il est recommandé de ne pas chercher à traduire ce mot car cela lui confèrerait une signification par trop réductrice. Dans la forme, cela correspondait à une* ***augmentation temporaire significative de la force en vu d’atteindre l’effet majeur*** *recherché[[62]](#footnote-62). Dans le fond, il s’agissait,* ***prioritairement****, de* ***garantir la sécurité de la population****, puis de faciliter le redémarrage de la vie quotidienne et la monté en puissance des forces de sécurité irakiennes pour, enfin, amorcer un processus de transition. Le tout impliquait un* ***changement immédiat et profond de comportement de la coalition****.*

**Quatre batailles pour l’Irak**

D’une manière générale, **passée l’offensive du printemps 2003, les actions entreprises par les forces de la coalition se sont révélées inadaptées**, **à l’exception de** celles de quelques individus[[63]](#footnote-63). Ces derniers ont compris, avant les autres, la situation, soit en raison de leur expérience personnelle et de leurs centres d’intérêt (les cas les plus célèbres étant les Généraux Petraeus et Mattis[[64]](#footnote-64)), soit à l’occasion d’une prise de conscience doublée d’une réelle ouverture d’esprit supérieure à la normale (on pourra citer ici le cas du Général Odierno[[65]](#footnote-65)).

En fait, le problème était qu’en l’**absence d’une stratégie et de directives précises correspondant à la situation** (quelles qu’en soient les raisons), chaque commandant sur le terrain (jusqu’au niveau bataillon) était livré à lui-même et agissait… comme il l’entendait. Dans ce contexte, le «creux de la vague» fut atteint en novembre 2005 à Haditha, lorsqu’une unité du corps des marines réagit de manière (jugée officiellement comme telle par la suite) entièrement inappropriée: toutes les erreurs possibles et toutes les conséquences d’un entraînement inadapté semblent s’être produites ce jour-là.

Si cet accident, une fois connu, a contribué à tirer un signal d’alarme, ce qui s’est passé en d’autres occasions, en revanche, donna des espoirs aux futurs avocats de la *Surge*.

* ***Tall Afar: le prélude***

La situation commence à se détériorer **en 2004** dans cette ville de 250.000 habitants située à 60 km de Mosul: **les USA réduisent leur présence dans le nord de l’Irak ce qui laisse la porte grande ouverte aux mouvements terroristes**.

**Le Colonel MacMaster** (officier atypique, proche du Général Petraeus et promu brigadier en 2009) – arrive dans la région la même année, à la tête du 3ème ARC[[66]](#footnote-66). Ce colonel pour qui «manquer de respect à un Irakien revient à faire le jeu de l’adversaire» **décide d’inverser la tendance** et de reprendre l’initiative:

* tout d’abord, il **impose un comportement exemplaire à ses subordonnés** tout en nouant personnellement le dialogue avec les autorités civiles et religieuses locales;
* ensuite, après avoir méthodiquement cloisonné la région autour de la ville, il **pénètre dans Tall Afar, y installe la majeure partie de ses forces** et établit jusqu’à 29 postes, prenant ainsi le contre-pied de la stratégie dirigée par le Général Casey (commandant de théâtre depuis 2004) et soutenue par le Général Abizaid alors commandant CENTCOM (*Central Command*), le commandement régional concerné.

***Commentaires:***

*En 2005, le Colonel MacFarland (promu général de brigade fin 2008) et sa brigade[[67]](#footnote-67) succèdent au Colonel MacMaster Lorsqu’il arrive dans cette région, il trouve une situation favorable, ce qui lui laisse du temps pour méditer sur la méthode employée par son prédécesseur.*

* ***Ramadi: le «bleu de travail»***

Quelques mois plus tard, la brigade MacFarland se redéploye dans la région de Ramadi avec pour mission de «régler le problème». Ce sont environ 5.000 membres d’AQI (*Al Quaeda in Iraq*) qui contrôlent le centre-ville, **l’unité américaine en charge s’étant retirée à la périphérie**. En outre, les forces de sécurité irakiennes refusent d’agir, voire désertent[[68]](#footnote-68), les services publics ne sont plus assurés, aucune autorité locale n’est en charge et, sur les 21 tribus recensées, 6 seulement semblent prêtes à coopérer.

**MacFarland** décide, à son tour, de prendre le contre-pied de la stratégie en cours et de réinvestir la ville, ce avec le soutien « technique » à défaut de moral de ses supérieurs immédiats[[69]](#footnote-69).

* Au préalable, son **objectif principal** étant la **protection de la population** (comme à Tall Afar), il **établit des critères** qui lui permettent d’apprécier les progrès accomplis dans ce domaine.
* Cherchant à restaurer la confiance, il **agit en direction des autorités locales**, lesquelles sont menacées en permanence par AQI:
  + il **protège leurs résidences** en plaçant des engins blindés à proximité et les fait surveiller par des **drones**;
  + il **leur demande conseil** sur un certain nombre de mesures (tout en anticipant, néanmoins, les suggestions);
  + il désigne **un de ses officiers qui parle Arabe** couramment comme officier de liaison auprès d’elles;
  + il soigne tout particulièrement son action auprès des **chefs émergents** (lesquels remplacent tous les anciens qui ont été tués).
    - Pour prendre pied dans la ville**, il commence par y établir des postes de combat** (18 au total) avec l’ordre de ne pas les abandonner, quelles que soient les circonstances.
    - **Il lance alors des actions régulières contre AQI** et pour éviter que les terroristes ne quittent le centre ville pour les banlieues, il fait établir des postes de police irakiens dans ces dernières (lesquels postes sont armés par des policiers recrutés localement, donc motivés).
    - **Au fur et à mesure que la situation « s’améliore », les tribus se tournent vers les Américains**. Le Colonel MacFarland prend alors l’initiative d’utiliser des volontaires en les équipant avec l’armement saisi et en leur faisant suivre une formation accélérée[[70]](#footnote-70).
    - Enfin, pour optimiser le volet **communication**, il fait installer des hauts parleurs dans la ville qui retransmettent des informations (extraites de radios arabes) intéressant la population.

***Commentaires:***

*L’action du Colonel MacFarland dans Ramadi aura duré près de huit mois pendant lesquels il déplora la mort de 83 soldats. Il s’agissait d’une guerre d’usure au cours de laquelle AQI a, peu à peu, perdu pied, ce qui a permis à la brigade d’exploiter au mieux la situation. Le schéma suivi à Ramadi est considéré comme le précurseur de celui appliqué pendant la* ***Surge****.*

* + - * ***Bagdad: les Américains contre-attaquent***

La bataille pour la sécurité de Bagdad est déclenchée le 14 février 2007. La ville compte 6 millions d’habitants et la coalition engage 91.500 soldats. Ce nombre est inférieur aux 120.000 envisagés initialement pour l’opération, ce qui conduit le Général Petraeus à **se concentrer, tout d’abord, sur les zones de fracture entre Chiites et Sunnites**. La ville est elle-même découpée en 10 arrondissements.

Le plan d’action prévoit **trois phases** successives:

* + - * + la **saisie de l’arrondissement** («**clear**») qui vise à permettre l’installation de la coalition dans de bonnes conditions en infligeant des pertes significatives aux insurgés;
        + la **prise de contrôle de l’ensemble de l’arrondissement** («**control**») qui permet de rétablir la sécurité de la population et la vie courante;
        + la **capitalisation** («**retain**») par les Irakiens auxquels la responsabilité est transférée une fois la sécurité avérée.

Dans les faits:

* + - * + **la saisie est effectuée par les unités de «Strikers»**[[71]](#footnote-71). La protection, la mobilité et la discrétion de l’engin se révèlent adéquates. Ses capacités numérisées sont exploitées au maximum. En outre, le Striker cause beaucoup moins de dégâts que les engins plus lourds, ce qui correspond à l’esprit de la mission;
        + **dès que possible, la brigade de contrôle irakienne s’installe**, le bataillon américain, pour sa part, se déployant dans des postes de combat fortifiés du niveau compagnie. Au fur et à mesure que la situation le permet, des détachements du niveau de la section sont également installés dans des postes plus petits pour une durée de 24 heures;
        + **enfin, l’effort est confié aux Irakiens**, les Américains maintenant en place des conseillers.

***Commentaires:***

*Ici, l’effet majeur consistait à changer l’environnement des insurgés et à altérer les conditions qui leur permettaient de maintenir leurs réseaux et de se régénérer. Dans ce cadre, les techniques d’identification jouèrent un rôle essentiel.*

*Cependant, l’une des principales inconnues résidait dans l’action du gouvernement irakien qui semblait bien entretenir cette situation de guerre civile.*

* + - * ***Bassora: les Irakiens prennent l’initiative***

Si la *Surge* avait commencé à produire des résultats significatifs, l’**une des plus grandes difficultés** pour le Général Petraeus et l’Ambassadeur Crocker résidait dans **la personnalité ambiguë et l’attitude du premier ministre irakien**. En mars 2008, non seulement les Américains commençaient à douter de sa volonté de prendre sa part de responsabilité mais, surtout, Mr Malaki était fortement soupçonné d’entretenir le sectarisme.

À cette date, le Général Petraeus décide de planifier la reprise de Bassora, le contingent britannique s’étant replié sur l’aéroport, en dehors de la ville, en 2007, et ne conduisant plus aucune action. **Mr Malaki prend tout le monde par surprise** : alors que les chefs militaires irakiens ont étudié une offensive de longue haleine prévue pour débuter à l’automne avec un fort soutien américain, le premier ministre **décide de lancer lui-même une offensive** deux jours plus tard (le 24 mars) en prenant l’effort à son compte.

* L’opération débute mal et…est fort mal exécutée.
* Dans la nuit du 27, bien qu’en retrait, **les Américains** décident de détacher un officier général[[72]](#footnote-72) auprès du commandement irakien pour apporter une **aide à la planification**, **à la coordination du soutien** (principalement logistique) **et à celle des appuis** (essentiellement aériens). Ce général prend alors deux mesures:
* il met en vol des **drones** armés, de type Predator, pour repérer et détruire les mortiers adverses;
* il insère des **équipes de liaison** américaines dans les unités irakiennes pour renseigner le commandement américain et effectuer les demandes d’aide et de soutien en tant que de besoin.
* Finalement, dans cette guerre d’usure, les assaillants prennent peu à peu l’ascendant: les forces spéciales irakiennes obtiennent des résultats, les chefs des milices commencent à prendre la fuite, la ville est peu à peu approvisionnée. Le 19 avril, l’opposition cesse et plusieurs opposants politiques se rallient à Mr Malaki.

***Commentaires:***

*Mr MALAKI a pris un formidable pari politique qu’il a gagné, malgré une bataille mal engagée et mal conduite. Il est donc sorti grandi de l’épreuve (il est resté à Bassora pendant l’ensemble des opérations) au point de démontrer, par la suite, un excès d’optimisme.*

*Le moral des forces armées irakiennes a évolué favorablement.*

*Tout cela a permis d’envisager de nouveau sérieusement la planification de la transition abandonnée deux ans auparavant.*

**Commentaires**

Les trois livres cités constituent un important **gisement d’enseignements**, dans tous les domaines et à tous les niveaux. Qui plus est, si certaines «lessons learned» sont spécifiques du théâtre irakien, d’autres peuvent être transposées.

* + - * ***Au plan politique***

Sont à souligner:

* l’efficacité d’une **stratégie qui correspond à la situation**;
* le fait que cette stratégie ait pu fonctionner parce que **le** **pouvoir politique** (en l’occurrence le Président) **a tenu** bon malgré de fortes pressions;
* l’impact de **l’investissement** personnel du premier ministre irakien à l’occasion de la reprise de Bassora.
  + ***Au plan stratégique***

À ce niveau, la **coordination entre les chefs militaires et les dirigeants politiques** s’est révélée essentielle. Sont à citer:

* + - l’importance du **soutien accordé au Général Petraeus par le Président,** contre la pression politique et contre celle de la majeure partie de la hiérarchie militaire;
    - le fait que le Général Petraeusa lui-même tenu bon contre ladite hiérarchie;
    - l’efficacité de l’absolue cohésion du tandem civilo-militaire Petraeus/ Crocker.

Il n’est pas non plus possible de passer sous silence le fait que **la *Surge* aura été conçue puis conduite par une minorité d’individus, marginaux mais réalistes et imaginatifs**. Ce sujet, tout comme ce qui touche à la problématique des affrontements avec la hiérarchie militaire (CEMA, CEMAT, CENTCOM…) mériterait de constituer une étude à part entière. Nous nous contenterons d’indiquer ici que non seulement les très nombreux témoignages – concordants – figurant dans les trois ouvrages sont particulièrement explicites mais que ces mêmes dissensions ont commencé à être analysées par l’institution elle-même.

* ***Au plan tactique***

Ce seul volet constitue une mine d’or pour les experts de la préparation à l’engagement opérationnel et pour les unités sur le terrain. Dans ce cadre, les descriptions effectuées par Mr Ricks et par Mme Robinson sont des plus instructives.

Citons ici :

* + le **travail préparatoire** (contacts étroits avec les autorités et les «responsables» locaux, implication – réelle ou virtuelle – de ces derniers; bouclage de zones pour couper la retraite à l’adversaire ou ses voies d’approvisionnement);
  + la **multiplication des zones d’installation dans les villes** (en s’appuyant sur un bâtiment saisi puis aménagé à cet effet) ;
  + l’absolue **volonté de tenir ces points** fortifiés quelles que soient les circonstances et la conduite d’opérations multiples à partir de ces positions;
  + l’efficacité de la présence active **au sein des populations**, versus l’installation dans des bases fortifiées;
  + l’impact direct sur la **population** laquelle, constatant que sa **sécurité** s’accroît, accorde une plus grande confiance à la force;
  + celui sur l’adversaire qui, soumis à forte pression et entravé par une **plus grande imprévisibilité de la force,** voit son efficacité baisser pour préparer et conduire ses actions (ce qui contribue d’autant à la sécurité de la force comme l’atteste la baisse significative de l’emploi des EEI au fur et à mesure que la pression s’intensifiait);
  + l’emploi systématique des **robots** et des **drones** pour la reconnaissance, la surveillance, le renseignement (un bâtiment est attaqué, envoi d’un drone immédiatement), voire des actions offensives (drones armés).

En outre, on ne peut ignorer que le **changement de stratégie** s’est, dans un premier temps, traduit – sans surprise pour les dirigeants de la *Surge* – par une intensification de la violence et l’**accroissement des pertes** américaines;

* ***Au plan structurel et humain***

OIF en général et *Surge* en particulier ont permis de valider le choix de réorganiser l’armée de terre américaine en brigades modulaires, amorçant ainsi une forme de **décentralisation**. De fait **la brigade de combat (BCT) constitue le pion d’emploi de *l’Army***, le bataillon en étant l’unité élémentaire:

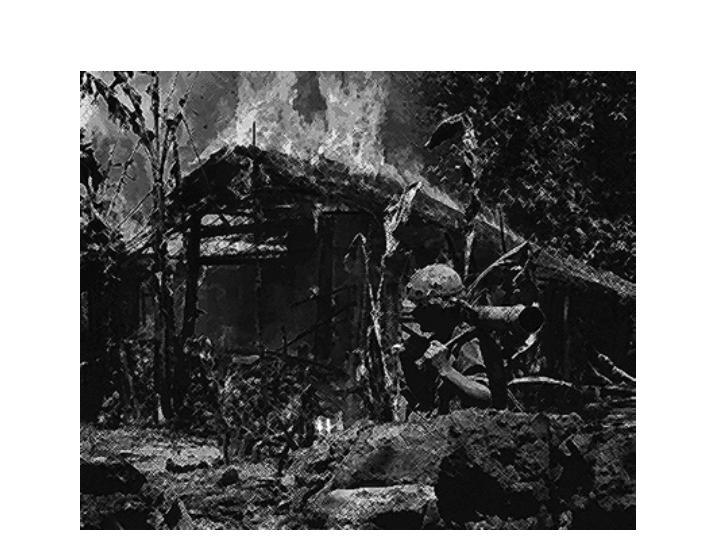
* elle est le pion de base pour la projection, cohésion oblige;
* elle est renforcée des formations et des moyens techniques nécessaires; elle-même les pousse vers les bataillons en tant que de besoin;
* pour ce qui concerne la **préparation opérationnelle**, l’objectif à atteindre est de pouvoir entraîner l’ensemble de la brigade pendant tout le cycle (jusqu’à présent, il s’agissait de monter en puissance pour disposer de l’ensemble de la BCT seulement au moment de l’exercice précédant le déploiement);
* au plan **formation des cadres** en général et des futurs chefs en particulier, il s’agit d’acquérir les capacités nécessaires au travail en décentralisé et à l’intelligence de situation.

Au bilan, le retour d’expérience d’OIF est impressionnant, qu’il s’agisse «d’opérations classiques» comme de contre-insurrection ou de contre-rébellion. Ce gisement d’informations peut d’ores et déjà être exploité, tout en conservant à l’esprit le fait qu’**il reste encore beaucoup à découvrir et/ou à analyser**.

En outre, aux plans stratégique et politique, l’inflexion amorcée fin 2008 (décrue de la *Surge*, amorce de la *transition*, retrait des forces de la coalition dans des bases en dehors des villes) ainsi que le transfert de la priorité au théâtre afghan alors que la violence semble reprendre en Irak auront des conséquences qui pourraient bien confirmer toute la pertinence de la *Surge* et de la nécessité d’un investissement…de longue durée[[73]](#footnote-73).

# Refighting the Last War:

**Afghanistan and the Vietnam Template**



Par MM. Thomas H. Johnson*[[74]](#footnote-74)* et Chris Mason*[[75]](#footnote-75)*

**This article is reprinted with the permission of Military Review, the Professional Journal of the US Army, Combined Arms Center, Fort Leavenworth, Kansas. It was originally published in the November-December 2009 issue of Military Review[[76]](#footnote-76).**

***Note1****: Due to the lack of space in this printed edition, the following text is only a digest from the original article. Readers interested can find this one integrally published, in our electronic edition on the internet CESAT website.*

***Note 2****: Il s’agît ici d’un extrait. L’article complet (avec illustrations) est à consulter sur les sites du CESAT[[77]](#footnote-77).*

**I**t is an oft-cited maxim that in all the conflicts of the past century, the United States has refought its last war. A number of analysts and journalists have mentioned the war in Vietnam recently in connection with Afghanistan. They should not – the Vietnam War is less a metaphor for the conflict in Afghanistan than it is a template. For eight years, the United States has engaged in an almost exact political and military reenactment of the Vietnam War, and the lack of self-awareness of the repetition of events 50 years ago is deeply disturbing.

The Obama Administration deliberately took ownership of the Afghani. Whatever the outcomes of the President’s decision and the current Afghan election in the next few weeks, however, they will not affect the extraordinary similarity of the two conflicts.

The superficial parallels between the Afghanistan and Vietnam conflicts are eerie enough. In both cases, 80 percent of the population was and is rural, with national literacy hovering around 10 percent. Support for either to be the national rulers was and is below 15 percent. North Vietnam received money, weapons and support from the Soviet Union; the Taliban receives it from the Pakistani Army (the ISI) and wealthy Saudis. In June 2009, the U.S. Army even reinstituted the «body count» as a metric of success.

Those are just a few of the surface symmetries. In Vietnam, the United States had complete control over the prosecution of the war; in Afghanistan, the «war by coalition» is hampered by fractured internal lines of authority and national caveats and rules of engagement that undermine unity of command. In Vietnam, the enemy was monolithic; the insurgency in Afghanistan is a complex network of networks, and that is bad news.

It is here, in the nature of the enemy, that the similarities begin to become far more troubling, not in their motivations, which are clearly different, but in our persistent institutional misreading of their motivations. In Vietnam, an intense and pervasive narrative of nationalism and reunification motivated the enemy, but the United States obtusely insisted on casting the war as a fight against the spread of communism. The implications of this have not yet sunk in. We are fighting a counterinsurgency; the enemy is fighting a jihad. By misunderstanding the basic nature of the enemy, the United States is fighting the wrong war again, just as we did in Vietnam. The first of these is the political problem of legitimacy. Unfortunately, none of them seems to understand the real one. The degree of that success depended on how much of the population viewed the regime as legitimate and how much it stayed out of the daily lives of the people. In essence, the Karzai government is illegitimate because it is elected.

The revisionist camp of Vietnam historians has made the argument that by 1972, U.S. military forces in the field in South Vietnam had succeeded in temporarily halting the North Vietnamese effort to reunite the country by force, despite the huge handicaps imposed on the military by the political parameters of a limited war. The completely illegitimate national government never had the support of the rural population.

Eric Bergerud, one of the Vietnam War’s best historians, has written that «The Government of Vietnam (GVN) lacked legitimacy with the rural peasantry, the largest segment of the population...The peasantry perceived the GVN to be aloof, corrupt, and inefficient...more importantly, this small group held most of the wealth and power in a poor nation, and the attitude of the ruling elite toward the rural population was, at best, paternalistic and, at worst, predatory”[[78]](#footnote-78). Substitute the word «Afghanistan» for the words «South Vietnam» in these quotations and the descriptions apply precisely to today’s government in Kabul. This is the first of the two deeply profound replications of the Vietnam War in Afghanistan, and one which the U.S. military should consider carefully before putting its full weight behind further escalation.

As the Joint Chiefs of Staff warned Secretary of State John Foster Dulles in 1954, «Strong and stable governments and societies are necessary to support the creation of strong armies»[[79]](#footnote-79). The Army of the Republic of Vietnam (ARVN), like the Afghan National Army (ANA), was wracked by a high annual attrition rate, which the U.S. Army obscured in both wars by providing misleading statistics referring purely to the numbers of basic recruits trained. Behind the smoke and mirrors, the «official» annual desertion rate is down from a high in 2005 of 30 percent to «only» 10 percent, but the AWOL definition hides a lot of the desertion. Most importantly, the ANA and the ARVN both became psychologically crippled by years of watching from the back seat as the Americans took charge of the war, and neither army learned to operate on its own or ever developed the ability to supply itself or hold the gains U.S. troops achieved. The U.S. Army likes to trumpet operations where the ANA «took the lead», again neglecting to mention that virtually all of these are in the combat-light northern areas, and almost none of them in the combat-intensive south.

As we have argued, the central task is establishing legitimacy of governance to deny political control to the Taliban. In Afghanistan, as in South Vietnam, at the national level, this is simply impossible in the time available. If Western leaders can think outside the box created by the Treaty of Westphalia and embrace non-Western forms of legitimacy, they could possibly reverse the descending trajectory of the war. Reestablishing local legitimacy of governance is, in fact, the one remaining chance to pull something resembling our security goals in Afghanistan out of the fatally flawed Bonn Process and the yawning jaws of defeat. The tragedy of Vietnam was that there were no political solutions. The tragedy of Afghanistan is that there is a political solution, but we keep ignoring it in favor of trying to force them to be like us.

## The Crossing Axis: Strategic Military Failure

If the parallels stopped there, the analysis would be grim enough. But in Afghanistan, exactly as in Vietnam, the political problem of illegitimacy makes a fatal nexus with the military institutional culture of Big Army, and the result is incoherence. And that is the second of the two deeply disturbing structural parallels between the two conflicts.

For eight years in Afghanistan we have fought exactly the way the enemy expected and hoped we would. (In both wars the Army has badly underestimated the enemy’s intelligence, another tragic parallel). As in Vietnam, a war of attrition in Afghanistan is doomed to failure. General McChrystal is the first American commander since the war began to understand that protecting the people, not chasing illiterate teenage boys with guns around the countryside, is the basic principle of counterinsurgency. War of attrition is still the default position. Watching the war in Afghanistan unfold is still painfully reminiscent of watching the nightly Vietnam War newscasts with their daily reminders of the same «strategy of tactics». Big Army talks the talk of counterinsurgency but still walks the walk of attrition. Last year, for example, an Army Special Forces officer returning from a year of duty in southern Afghanistan told us that although he had pacified his district by building a relationship of trust with the elders, and had the lowest number of IED attacks and ambushes in his province for the past six months, he was rated the lowest of all the officers in his unit for promotion because he had the fewest number of «kills» during his tour of duty. The Army’s embedded DNA code to «find, fix, and finish the enemy» the article of faith for General Westmoreland in Vietnam (famously called «the Concept») was, if anything, reinforced by the Vietnam experience Afghans living in the larger towns are mostly merchants and small businessmen, and they are the very last citizens, besides the Hazaras, who want to see the Taliban come back into power. The Soviets learned this the hard way in Afghanistan from 1979-1989, when they too held all the populations centers and none of the countryside, and were soundly beaten. As Marshal Akhromeyev remarked in 1986, «We control Kabul and the provincial centers, but…we have lost the battle for the Afghan people»[[80]](#footnote-80).

**Provincial Déjà Vu**

Another identical replication of the Vietnam War in Afghanistan is the tragic mistake of administering the country and prosecuting the war from the provincial level. As Eric Bergerud wrote of the Vietnam War: «Most political initiatives and many of the military efforts aimed at destroying the…insurgency in South Vietnam were either planned or controlled at the province level. American combat divisions normally established their tactical areas of responsibility, and thus the course of their operations, on the basis of provincial boundaries»[[81]](#footnote-81). In both Vietnam and Afghanistan, however, these provincial boundaries were artificial administrative constructs that did not, and do not today, correspond to any political reality on the ground.

Pashtun identity is rooted in a level of social organization further down, in the woleswali (the district) and the alaqadari (subdistrict). Tribal law, implemented by the tribal elders of each clan, resolves some 95 percent of all disputes through the mechanism of the jirga, or council. When it is operating in the traditional manner, the village mullah is an integral part of the jirga, a spiritual advisor who ensures that the outcome conforms to the dictates of Islam, but the elders lead the process.

When it is in equilibrium, rural Afghan society is a triangle of power formed by the tribal elders, the mullahs, and the government. In times of peace and stability, the longest side of the triangle is that of the tribal elders, constituted through the jirga system. The next longest, but much shorter side is that of the mullahs. However, after 30 years of blowback from the Islamization of the Pashtun begun by General Zia in Pakistan and accelerated by the Soviet-Afghan War, the religious side of the triangle has become the longest side.

Conceptually, what the West has attempted to do in Afghanistan since 2001, enshrined in the fatally flawed Bonn Process, is make the government side of the triangle the longest through the policy of «extending the reach of the central government»[[82]](#footnote-82). «Extending the reach of the central government» is precisely the wrong strategy in Afghanistan because it is exactly what the rural people do not want. As Jeffrey Clark observed in his final analysis of what went wrong in Vietnam, «It was simply beyond the capacity of one power to reform and reshape the society of another»[[83]](#footnote-83). «Extending the reach of the central government» is not the solution to the insurgency, it is one of the primary causes.

We understand that reestablishing the tribal system of governance by elders will not be easy. This is simply the least bad one. The tribal system has been wounded in many areas of the country, but not fatally in most cases. Thus if the deforming pressure is removed, the traditional balance of the society will gradually rebound in most places. As in Vietnam, the local security forces, which the United States relies on to do the holding, are incapable of doing so and will be for at least a decade. In Afghanistan, we’re pinning our hopes on the Afghan National Police, the most universally hated and corrupt organization in the country, or the new «tribal militias» concept, another extraordinarily bad idea.

The best vehicle for this, based on the success of the CORDS[[84]](#footnote-84) program in Vietnam and the chassis of the provincial reconstruction team (PRT) model in Afghanistan, is to push the PRT structure down to the districts, the level of primary political importance in Afghanistan.

But the route to victory in Afghanistan, as the PROVN report indicated about Vietnam, is to change the strategy. The best way to do this, given the number of forces we have to work with, is to leverage our superiority in protecting troops with firepower and supplying them by helicopter to stand up roughly 200 district reconstruction teams (DRTs). The reliable local security thus provided, combined with efforts to reinforce the political primacy of the elders, could begin to allow the reemergence of their traditional and legitimate authority and leadership and create a self-reinforcing spiral of success. The international element of security, some 70 or 80 American men and women, should be discreetly at the center of concentric rings of security, with police «security» in the outer ring outside the FOB, and the Afghan National Army in the middle ring inside the FOB providing the visible security. The locals will know the Americans are there, able to call in fire support for the Afghan army (and the local base) if necessary, but serving as the hidden «big stick» of the local forces while they, the local forces, have the confidence to conduct security operations in support of the local tribal leaders.

We should not link the DRT strategy to the existing Afghanistan National Development Strategy or the Independent Directorate of Local Governance and the National Solidarity Program, whose task is the «establishment and strengthening of local governing structures» such as Community Development Councils. The DRTs must drive the local bus, not out-of-touch bureaucrats in Kabul.

### **Conclusion**

The Vietnam and Afghan wars are remarkably similar at the strategic, operational, and tactical levels of war. Most historians today agree the conflict in Vietnam was inexorably lost because of failure on two deadly, intersecting axes: The inability to establish legitimacy of governance which the rural population would prefer as an alternative to the National Liberation Front (NLF) enough to risk their lives for; the failure of American troops to protect the people and isolate them from the insurgents by pursuing instead a war of attrition.

The same fatal axes of failure loom before the United States now in Afghanistan, and time is running out.

A ceremonial monarchy would have provided the necessary traditional legitimacy for an elected government in Kabul, but since the Afghan monarchy was eliminated by the U.S. and the U.N. against the express wishes of more than three-quarters of the delegates at the Emergency Loya Jirga in 2002 (the single most foolish act of the war and the Afghan equivalent of the Diem coup in 1963), the United States must now embrace the *only remaining secular alternative* to the religious legitimacy of the Taliban — the traditional legitimacy of local tribal leadership.

Counterinsurgency success begins with protecting the people, not conducting search and destroy missions. But it is the rural people you have to protect. The bureaucratic inertia of staying the political course will result in failure in Afghanistan as it did in Vietnam. The United States can succeed most quickly and most efficiently by solving the second axis of failure, that of isolating the insurgents from the rural populace by creating approximately 200 district reconstruction teams on the proven PRT chassis, one in each district in the south and east where the war is raging.

The district level is the *only* level of personal identity which matters in southern and eastern Afghanistan. By providing steady, reliable, 24/7 security in every district, led by an Afghan National Army component, and protecting the people from the ravages of both the Taliban and the Afghan Police with on-site American mentors and trainers, the traditional social preeminence of tribal elders will gradually reemerge and reestablish itself in most areas. As the system gradually comes back into balance, the radical mullahs will return to their rightful places as the religious advisors and spiritual guides for their communities, rather than remain the radical leaders they are now.

In 1983, Arnold Isaacs summarized the reasons for failure in Vietnam in his history of the final years of the war as follows: «From start to finish, American leaders remained catastrophically ignorant of Vietnamese history, culture, values, motives, and abilities. Misperceiving both its enemy and its ally, and imprisoned in the myopic conviction that sheer military force could somehow overcome adverse political circumstances, Washington stumbled from one failure to the next in the continuing delusion that success was always just ahead. This ignorance and false hope were mated, in successive administrations, with bureaucratic circumstances that inhibited admission of error and made it always seem safer to keep repeating the same mistakes, rather than risk the unknown perils of a different policy»[[85]](#footnote-85). One could again substitute the word «Afghan» for «Vietnamese» in Isaac’s assessment and apply it with equal precision to the U.S. effort in Afghanistan from 2001 to 2009. The current dual-pronged strategy of nation building from the nonexistent top down and a default war of attrition is leading us down the same tragic path.

*Note from the editor: This article reflects only the views of its authors, not the views of the Naval Postgraduate School, the DOD, the Center for Advanced Defense Studies, or Military Review.*

# Le *jus in bello*

# et la troisième dimension:

**l’émergence du droit de la guerre aérienne**



## *Par le capitaine (Air) Anne de LUCA,*

## *chef de la division recherche rayonnement*

*du Centre d’études stratégiques aérospatiales*

***Note****: Il s’agît ici d’un extrait. L’article complet est à consulter sur les sites du CESAT[[86]](#footnote-86).*

**«I**l est triste d’imaginer que le premier art qu’aient inventé les hommes, ait été celui de se nuire, et que, depuis le commencement des siècles, on ait combiné plus de moyens pour détruire l’humanité, que pour la rendre heureuse»[[87]](#footnote-87).

Cette nécessité est apparue d’autant plus évidente que les progrès techniques se perfectionnaient, amenant sur le champ de bataille des armes de plus en plus létales. Avec l’apparition de l’aviation et du potentiel destructeur de cette nouvelle arme, jamais la question de la réglementation de la guerre ne s’est posée avec autant d’acuité. La nécessité de réglementer la guerre aérienne allait confronter les actions menées depuis la troisième dimension au droit de la guerre, le *jus in bello*.

**La puissance aérienne et le renouveau de l’art de la guerre**

L’apparition de l’aviation militaire suscite des interrogations quant à la réglementation qu’il convient d’appliquer à cette arme nouvelle, mais aussi sur sa légitimité même. À l’aube de la première guerre mondiale, le lieutenant Watteau et le sergent Breguet contribuent à la victoire des Français pendant la bataille de la Marne en informant le commandement de l’armée de terre du mouvement des troupes allemandes lors d’une mission de reconnaissance aérienne. Bien plus tôt, des aérostats sont utilisés pour des missions de reconnaissance lors de la guerre franco-allemande de 1870-1871.À la fin du XIXème, le ballon dirigeable n’est qu’à ses balbutiements. Les expériences du comte Zeppelin en Allemagne à partir de 1900 et de M. Santos-Dumont en France en 1901 laissent entrevoir les services que ces engins peuvent rendre dans une guerre.Surtout, les actions aériennes ne sont pas planifiées comme des actions indépendantes. Les constructeurs aéronautiques saisissent rapidement la manne que représente l’arme aérienne: Henry Farman, un des grands pionniers de l’aéronautique, affirme que la guerre future se fera en aéroplane; il évoque une aviation capable d’anéantir des villes entières et d’emporter ainsi la victoire. L’engouement pour l’aviation se traduit aussi par l’émergence de structures spécifiques à l’aéronautique militaire, peu avant la Grande Guerre. Ainsi, en 1910, l’armée française est dotée d’une inspection permanente de l’aéronautique militaire. Durant la première guerre mondiale, l’arme aérienne fait ses preuves et s’impose comme une arme de combat essentielle: «La grande guerre de 1914-1918 a démontré d’une façon très convaincante que l’emploi des aéronefs est, non seulement légitime, mais absolument nécessaire pour des buts de guerre»[[88]](#footnote-88). L’arme aérienne renouvelle tout l’art de la guerre: «En la projetant dans la troisième dimension, la navigation aérienne abolissait en effet les limites traditionnelles dans lesquelles la guerre s’était trouvée enfermée depuis des millénaires. La première guerre mondiale en exposant les villes des belligérants à la menace des bombardiers a bel et bien constitué le théâtre d’une guerre totale: la destruction des structures économiques et industrielles des États s’accompagne d’une volonté de terroriser la population pour anéantir toute résistance et contraindre l’État adverse à capituler. Le général italien Douhet est, pour sa part, convaincu que la terreur engendrée par l’action aérienne conduit à l’arrêt des hostilités.

L’entre-deux-guerres va être la scène d’une polémique des plus brûlantes sur le devenir de la puissance aérienne: si des penseurs comme Douhet misent sur le tout aérien pour remporter la guerre, d’autres avancent l’illégitimité de cette arme et plaident pour une suppression de l’aviation de bombardement.

**Le spectre de la guerre aérochimique:**

**la légitimité de l’aviation de bombardement en question**

La diffusion des thèses douhétiennes et la hantise de voir à nouveau se produire les excès de la première guerre mondiale engendrent une véritable psychose dans la société européenne des années 20 et 30. L’entre-deux-guerres est tout autant fascinée par le champ des possibilités qu’offre l’aviation que terrorisée par le spectre d’une guerre d’un nouveau genre. Aviation et armes chimiques préfigurent ce qui sera la guerre moderne[[89]](#footnote-89). Le commandant Crochu, lors d’un cours dispensé à l’École supérieure de guerre entre 1931 et 1932, affirme ainsi l’impact du bombardement aérochimique: «En outre, notion capitale, l’emploi de toxiques persistants permettrait de pallier l’une des graves faiblesses de l’aviation de bombardement: l’intermittence de son action»[[90]](#footnote-90).

Le comité international de la Croix Rouge s’inquiète d’une guerre aérochimique et déclenche une série de conférences pour traiter ce problème[[91]](#footnote-91): il redoute que cette guerre d’un nouveau genre fasse des victimes tout autant chez les militaires que les civils.

La vulnérabilité des villes face à un bombardement massif inquiète. La vulnérabilité des centres urbains tient en particulier à la disposition des habitations et à leur matériaux de construction; d’aucuns proposent ainsi de revoir la configuration des villes. Un comité aérien est constitué pour débattre de la question de la suppression de l’aviation de bombardement et de l’interdiction du bombardement des civils. Mais la possibilité de détourner l’aviation civile à des fins militaires rend toute limitation ou suppression de l’aviation militaire illusoire. La conférence du désarmement ne parvient ni à interdire la guerre aérienne ni à la réglementer.

**La réglementation des opérations militaires aériennes**

La guerre aérienne n’a pas de réglementation juridique spécifique, mais elle n’est pas pour autant dépourvue d’un cadre normatif.C’est en puisant dans les règles de la guerre sur terre et en mer qu’un premier arsenal juridique de la guerre aérienne se forge. La guerre aérienne est soumise aux principes généraux régissant les conflits armés.

* ***Les principes du droit des conflits armés transposables à la guerre aérienne***

En 1911, lors d’une session à Madrid de l’Institut de droit international, la question de la compatibilité de la guerre aérienne et du droit des gens est posée. Les règles susceptibles de s’appliquer à la guerre aérienne peuvent être regroupées en deux grands principes: celui de la limitation des moyens et méthodes de guerre et celui de la discrimination entre civils et combattants.

S’agissant des moyens et méthodes de guerre, dès le XIXème, l’usage d’armes de nature à infliger des maux superflus est interdit; ce principe est clairement posé par la déclaration de Saint-Pétersbourg du 11 décembre 1868 qui constitue le premier instrument réglementant les méthodes et moyens de combat. La déclaration de Saint-Pétersbourg soumet donc les conflits armés, et par là-même la guerre aérienne, à un principe d’humanité. La deuxième déclaration de La Haye du 29 juillet 1899, interdit de lancer des projectiles ayant pour but unique de répandre des gaz asphyxiants ou délétères. Par ailleurs, la guerre aérienne est soumise au protocole de Genève du 17 juin 1925, relatif à la prohibition de l’emploi de gaz asphyxiants, toxiques ou similaires et des moyens bactériologiques. La guerre aérochimique est donc clairement prohibée par le droit international des conflits armés.

Outre la limitation des moyens et méthodes de guerre, le droit des conflits armés pose un principe de discrimination destiné à protéger les non combattants et plus précisément les civils, contre les violences de la guerre. La discrimination implique la protection de tous ceux qui sont hors d’état de combattre: la guerre aérienne est ainsi soumise aux conventions de Genève (1864 et 1906) relatives à l’amélioration du sort des blessés et des malades dans les armées en campagne. Suivant ce principe, certains bâtiments militaires font l’objet d’une protection spéciale car ils ont une utilité sanitaire: Les bâtiments-hôpitaux militaires, c’est-à-dire les bâtiments construits ou aménagés par les États spécialement et uniquement en vue de porter secours aux blessés, malades et naufragés, et dont les noms auront été communiqués, à l’ouverture ou au cours des hostilités, en tout cas avant toute mise en usage, aux Puissances belligérantes, sont respectés et ne peuvent être capturés pendant la durée des hostilités. Le principe de discrimination repose bien plus sur des considérations d’humanité que sur un texte juridique; c’est pourquoi la deuxième convention adoptée à la conférence internationale de La Haye en 1899, dispose que dans l’hypothèse d’un vide juridique, il importe de toujours soumettre la population civile au droit des gens[[92]](#footnote-92). La discrimination impose en outre des limites quant au choix des cibles. Les bombardements ne sont légitimes qu’autant qu’ils ne frappent que des objectifs militaires.

En 1907, sur l’initiative du président Roosevelt et à l’invitation du tsar Nicolas II, une nouvelle Conférence se réunit à La Haye. Cette conférence marque une étape majeure dans la construction du droit des conflits armés. Nombre des règles ainsi consacrées ont un impact sur la guerre aérienne: en effet, certaines de ces conventions intéressent directement les bombardements aériens. Ainsi, la IIIème convention de La Haye porte sur l’ouverture des hostilités: transposée à la guerre aérienne, cette réglementation revient à interdire tout bombardement avant un avertissement préalable établissant l’état de guerre. La IVème convention de La Haye relative aux lois et coutumes de la guerre sur terre énonce des principes généraux tels que la discrimination et la limitation des moyens de nuire à l’ennemi. Enfin, les conventions V et XIII fixent les droits et devoirs des puissances neutres dans la guerre maritime et terrestre: autant de règles qui sont transposables à la guerre aérienne.

Il existe donc un certain nombre de règles, initialement conçues pour la guerre sur terre et en mer, susceptibles de servir de cadre à l’action aérienne. Pour y remédier des juristes suggèrent une application conditionnelle du droit de la guerre terrestre et navale: cette approche consiste à considérer la nature de l’activité des forces aériennes. Les règles de la guerre terrestre s’appliqueraient lorsque les forces aériennes interviennent au-dessus de la terre ferme ou en appui aux forces terrestres et les règles de la guerre maritime lorsque les forces aériennes combattent en mer ou interviennent pour appuyer les forces navales. L’alignement du droit de la guerre aérienne sur le droit de la guerre terrestre et navale laisse craindre des vides juridiques: aussi, dès les débuts de l’aéronef, des mesures plus spécifiques à cette arme ont été élaborées.

* ***Le droit des conflits armés et les normes spécifiques à la guerre aérienne***

Si les lois régissant le combat sur terre ou en mer forgent le cadre initial de l’emploi de l’arme aérienne, un *corpus* juridique propre à la guerre aérienne s’est néanmoins constitué en parallèle. Une doctrine spécifique de la guerre aérienne voit ainsi le jour très progressivement.

Les années vingt voient naître une importante initiative de codification de la guerre aérienne. C’est l’un des thèmes abordé lors de la conférence de Washington. En effet, une commission de juristes accompagnés d’experts militaires est mandatée pour rédiger les règles de la guerre aérienne. Son projet final est intitulé «Règles de la guerre aérienne fixées par la commission des juristes chargés d’étudier et de faire rapport sur la révision des lois de la guerre». Ce *corpus* juridique reprend les grands principes du droit des conflits armés, à savoir la limitation des moyens et méthodes de guerre et le devoir de discrimination[[93]](#footnote-93): s’agissant des projectiles autorisés dans le cadre de la guerre aérienne, il est prescrit que les aéronefs peuvent faire usage de projectiles traçants, incendiaires ou explosibles[[94]](#footnote-94). La commission s’attache à circonscrire l’aire de bombardement dans des limites bien définies: le bombardement de cités, de villes, de villages, d’habitations et d’édifices ne se trouvant pas dans le voisinage immédiat des opérations des forces de terre est interdit. l’interdiction du bombardement des villes et villages est ainsi réaffirmée avec force: peu importe désormais que ces localités soient ou non défendues. En revanche, le bombardement des cités, villes, villages, habitations et édifices situés dans le voisinage immédiat des opérations des forces terrestres, est légitime dès lors «qu’il existe une présomption raisonnable que la concentration militaire y est assez importante pour justifier le bombardement, en tenant compte du danger ainsi couru par la population civile. Le projet de réglementation reprend le principe de protection des édifices consacrés au culte, aux soins médicaux ou d’intérêt historique et culturel: «(…) toutes les mesures nécessaires doivent être prises par le commandant pour épargner, autant que possible, les édifices consacrés aux cultes, aux arts, aux sciences et à la bienfaisance, les monuments historiques, les navires-hôpitaux, les hôpitaux et les autres lieux de rassemblement des malades et des blessés (…)»; la protection cesse néanmoins dès lors que ces édifices, ces objectifs et ces places sont employés à des buts militaires[[95]](#footnote-95). Ces règles auraient pu forger le code de la guerre aérienne, mais elles n’ont pas été consacrées par un instrument juridique international. L’aéronautique militaire promettant un essor rapide, cela a compromis la ratification d’un instrument juridique international pouvant représenter une entrave à l’usage de la puissance aérienne.

**\***

**\* \***

Bien que les États ne veuillent pas se lier par un code de la guerre aérienne, celle-ci dispose dès l’entre-deux-guerres d’un cadre juridique: ce dispositif repose principalement sur des règles de la guerre terrestre et navale; les règles spécifiques au bombardement aérien sont somme toute rares. L’absence d’un instrument juridique international n’a pas empêché la mise en place de réglementations de la guerre aérienne au plan national. En France, nombre des propositions de la commission de juristes mandatée à Washington sont transposées dans le recueil d’instructions de 1938 auquel doivent se conformer les aviateurs français[[96]](#footnote-96). Le document conforte d’une réelle imprégnation du milieu de l’armée de l’air française par le droit des conflits armés, démontrant bien que l’institution ne se sent nullement autorisée à agir en dehors de toute réglementation: dès sa création en 1933, l’armée de l’air française est largement sensibilisée aux considérations juridiques et à la protection des civils.

## Libres opinions[[97]](#footnote-97)



# *French touch*:

# quelle réalité, quel avenir?



*Par le chef de bataillon Thomas PIEAU,*

*de la 123° Promotion du CESAT/CSEM*

**F**ort de douze années passées aux côtés des moudjahidin en guerre contre l’URSS, l’aventurier français Patrice Franceschi témoigne: «en Afghanistan, les soldats français sont desservis par le fait d'avoir délaissé un type d'attitude ayant fait ses preuves en Afrique au profit du modèle américain du combattant caparaçonné, sur le qui-vive en permanence et se coupant volontairement de son environnement»[[98]](#footnote-98).

L’armée française se serait-elle dévaluée en négligeant cette approche que certains appellent la *French touch*[[99]](#footnote-99)? Au fond, existe-t-il seulement une *French touch*? S’agit-il d’une coquetterie franco-française? De fait, cette expression peut révéler le regard que certains portent sur une façon de faire «à la française» qui sublimerait une activité commune: gastronomie, haute-couture ou musique. Un peu comme les «rugbyphiles» britanniques envient notre *French flair*.

Mais qu’en est-il au plan militaire? Pour certains, c’est la notion «d’effet majeur», vue comme une aptitude originale à concevoir les opérations, qui fonde l’exception tactique française. Pour d’autres, c’est savoir conduire, certes parfois avec talent, ce que l’on n’aurait pas planifié. Ce peut être, encore, la capacité à faire «mieux avec peu»: en somme, le «système D»! De ce fait, la *French touch* pourrait constituer une forme d’orgueil mal placé.

Il peut être bon, pour préserver et développer notre identité mais aussi notre efficacité, de chercher à extraire la quintessence d’un style français, tant dans les phases de réflexion que dans l’action militaire.

Bien que la portée d’une *French touch* puisse sembler limitée, notre approche intellectuelle de la tactique a néanmoins toujours du sens. Surtout, nos soldats gagneront toujours à cultiver cette attitude éprouvée, fondée sur la «conquête des cœurs» et la prise en compte du facteur culturel.

Certains facteurs viennent atténuer, si ce n’est la valeur, du moins la portée de la *French touch*.

D’abord, la dimension supranationale qui prévaut de plus en plus dans les opérations peut limiter l’intérêt d’une approche française. De retour dans les structures militaires intégrées de l’OTAN, notre armée s’astreint à un effort d’harmonisation des méthodes de raisonnement, des terminologies et procédures, qui va plus loin qu’un simple besoin d’interopérabilité. Le culte d’une forme d’originalité, dont la notion «d’effet majeur» est peut-être un symbole, ne paraît pas toujours compatible avec le pragmatisme anglo-saxon. Ainsi, il semblerait trop ambitieux, ou irréaliste, de croire préserver la logique française tout en la diluant dans le système otanien. L’intégration aux chaînes de décision dès le temps de paix, au même titre que la contribution et la subordination à des états-majors de coalition dans des opérations de tous types, risque donc de conduire au sacrifice des identités sur l’autel des alliances.

En outre, le cadre budgétaire contraint que connaît aujourd’hui la défense et la difficulté à combler certains retards technologiques risquent fortement d’accentuer une forme de mise sous tutelle. Quelle place alors pour une *French touch*? La crédibilité des officiers insérés dans les états-majors multinationaux ne peut pas seulement reposer sur leur talent: elle doit aussi être portée par des efforts financiers et matériels à la hauteur des ambitions affichées.

Surtout, ce serait notre propre renoncement qui menacerait la survie d’une approche française capable d’apporter la plus-value qu’on en attend. En effet, sans attendre d’être subordonnées à des instances multinationales, nos forces glissent parfois d’elles-mêmes vers une attitude de moins en moins fidèle à ce qui est souligné comme un point fort par M. Franceschi. Les bombardements, les camps retranchés, et même les lunettes noires, constituent-ils toujours l’attitude adaptée pour gagner des populations à une cause?

Dès lors, il s’agit bien de chercher à tirer la quintessence de cette *French touch*.

Au plan intellectuel, observons d’abord que l’approche française n’est pas aussi cloisonnée qu’il y paraît. Liddell Hart renierait-il ce style français, qui a bien quelque chose d’*indirect*? Le général américain David Petraeus et ses compatriotes, rédigeant le manuel sur la contre-insurrection[[100]](#footnote-100), ne se sont-ils pas inspiré des Gallieni, Lyautey, Trinquier et Galula?

Au-delà de ces simples convergences qui laissent entendre que l’incompatibilité n’est pas une fatalité, il convient aussi de se décomplexer et de rester convaincu de nos atouts. Les réflexions approfondies qui précèdent le choix de l’effet majeur, qui traduit, entre autres, l’esprit de la mission, permettent de s’apercevoir combien la recherche de la démultiplication des efficacités est supérieure à la simple capacité à additionner des forces et à remplir des tâches. C’est bien là la valeur ajoutée de cette notion, qui confère une forme de supériorité dans le domaine du commandement. Ainsi, l’effet majeur est un corollaire du principe de subsidiarité: le subordonné, imprégné de l’esprit de la mission, peut l’appliquer à la lettre mais surtout prendre d’opportunes initiatives.

«Il faut continuer à faire à la française!» martèle le général Lecerf, commandant les forces terrestres, aux unités se préparant à partir en Afghanistan. Dans l’action, le contexte de la transformation de la guerre[[101]](#footnote-101) justifie plus encore ce point de vue. Appelant une forme de courage différente du strict courage physique, cette volonté, *in fine*, met l’accent sur la faculté à faire la guerre au sein des populations, dans laquelle il est au moins aussi important de «conquérir les cœurs et les esprits» que de remporter des victoires contre l’ennemi.

Face au danger d’effacement de notre identité, il convient donc de continuer à affirmer une approche française de la tactique qui passe par une osmose avec le milieu, par des contacts avec la population, et par une prise en compte de la culture, notamment tactique, d’un adversaire respecté. Cela induit un style de commandement adapté.

Ainsi, liant le cœur à la raison, le professeur Charillon[[102]](#footnote-102) espère que la *French touch*, «reconnue sur le terrain aux militaires français, réputés proches de la population», s’exprimera aussi à l’institut de recherche stratégique de l’école militaire (IRSEM) à travers «la dimension sociologique de l’analyse des conflits privilégiée par la recherche française»[[103]](#footnote-103).

Au final, la *French touch* peut constituer une réponse pertinente aux questions que soulèvent nos engagements toujours plus complexes, tout particulièrement en ce qui concerne l’évolution du style de commandement en opérations. Cette approche peut en effet apporter une plus-value au chef tant dans la réflexion que dans l’action.

Dans «**Guerre et manœuvre»**[[104]](#footnote-104), le colonel Goya nous propose cette intéressante synthèse: «le style[[105]](#footnote-105) français est un arbitrage permanent entre le cœur qui pousse à l’action courageuse (…) et la raison qui nous porte plutôt vers la combinaison intelligente des armes et des effets. Lorsque cœur et raison agissent de concert nous sommes irrésistibles, encore faut-il avoir les hommes qui sauront les lier». C’est là une autre question.

# Le transport maritime

# face à la piraterie dans le golfe d’Aden:

un impact économique limité



*Par le chef d’escadron Cédric GUÉRIN,*

*du CESAT/EMSST[[106]](#footnote-106)*

**L**e 15 juin 2009, le Conseil de l’union européenne a décidé de prolonger l’opération Atalante pour une durée d’un an, à compter du 13 décembre 2009. Cette opération militaire, qui se déroule dans le cadre de la politique européenne de sécurité et de défense, s’appuie sur les résolutions (1814, 1816, 1838 et 1851) du conseil de sécurité des Nations Unies. Elle vise à lutter contre les actes de pirateries qui se multiplient au large de la Somalie.

Malgré le retentissement médiatique majeur des attaques, il faut reconnaître que l’impact économique et financier pour le secteur du transport maritime, qui traverse actuellement une crise de surcapacité, est globalement limité.

D’abord, il convient de présenter la situation dans le golfe d’Aden et la menace de faible intensité que représente le phénomène de la piraterie, puis d’observer les conséquences sur un secteur en crise.

## Une zone de transit propice à la piraterie

Le Golfe d’Aden est une zone qui réunit des conditions propices à la piraterie. En effet, la Somalie dispose d’un positionnement géographique favorable, elle borde un golfe et un détroit (Bab el Mandeb) traversés par une route maritime très fréquentée; près de 20.000 navires ont transité par le canal de Suez en 2008, soit 7,5% du commerce mondial. Elle est un des pays les plus pauvres du monde où l’autorité publique est défaillante. La motivation des pirates somaliens est clairement lucrative; l’année 2008 a été une grande année pour la piraterie puisque les attaques ont rapporté plus de 30 millions de dollars de rançon[[107]](#footnote-107).

## Des modes d’actions élaborés et audacieux

Le mode opératoire des pirates, qui disposent d’informateurs dans tous les ports de la mer d’Oman, évolue et se modernise. À partir de bateaux mères, ils n’hésitent plus à l’aide d’embarcations rapides à agir en pleine mer et à s’attaquer à des navires de taille importante. La réduction du nombre des membres d’équipages (une vingtaine en moyenne), s’il permet de réaliser des économies, renforce également la vulnérabilité des bateaux et de leurs cargaisons. Les pirates ont ainsi, en novembre 2008, pris possession, au large du Kenya, du super tanker Sirius Star, long de 330 mètres et chargé de 300.000 tonnes de pétrole, de quoi prouver que les pirates ne se bornent plus aux navires de taille modeste. «Ce ne sont plus de simples opportunistes: leurs opérations sont devenues professionnelles et elles vont encore gagner en sophistication si nous n’apportons aucune réponse», rappelle l’institut britannique Chatham House.

## Des attaques en augmentation

Le Bureau maritime international (BMI), une division spécialisée de la Chambre de commerce internationale (ICC), créée en 1981 pour participer à la lutte contre tous les types de crimes et délits maritimes, a recensé 111 actes de piraterie pour 2008 (+200 %) imputables aux pirates somaliens.

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **– Bilan des actes de piraterie perpétrés dans le monde[[108]](#footnote-108)** | | | | | | |
|  | **2003** | **2004** | **2005** | **2006** | **2007** | **2008** |
| **Total des attaques** | **445** | **329** | **276** | **239** | **263** | **293** |
| *dont:* |  |  |  |  |  |  |
| - Indonésie | 121 | 94 | 79 | 50 | 43 | 28 |
| - détroit de Malacca | 28 | 38 | 12 | 11 | 7 | 2 |
| - Nigeria | 39 | 28 | 16 | 12 | 42 | 40 |
| - golfe d’Aden | 18 | 8 | 10 | 10 | 13 | 92 |
| - Somalie | 3 | 2 | 35 | 10 | 31 | 19 |

# Explosion des primes d’assurance

Jusqu’à l’été 2008, les armateurs opérant en haute mer se contentaient d’assurer le navire, la cargaison et l’équipage. Face à la recrudescence des incidents et au classement du golfe d’Aden en zone de guerre, des assureurs comme la Lloyd’s ont proposé une police qui prévoit le remboursement de la rançon et le manque à gagner dû à l’immobilisation du navire. Le surcoût pour un armateur désirant souscrire est estimé à 30.000 dollars. Or les armateurs ont pour la plupart répercuté ce surcoût sur leurs clients, ainsi pour envoyer un conteneur maritime de 20 pieds via le canal de Suez, ces derniers doivent s’affranchir de 25 dollars environ au titre des risques de guerre. Le montant des primes d’assurance et le risque encouru (la probabilité qu’un navire soit attaqué n’est que de 0,167%, les intempéries représentent un risque plus important) n’a eu globalement qu’un impact économique et financier limité sur le secteur du transport maritime. Même si les petits armateurs sont plus exposés que les multinationales de l’armement.

## Un secteur plus préoccupé par la crise mondiale

La crise du secteur maritime préoccupe plus les armateurs que la piraterie. On assiste aujourd’hui, à une inadéquation entre l’offre et la demande de transport. En effet, pour faire face à une croissance soutenue des demandes d’acheminement et pour répondre au «boom chinois», les armateurs ont massivement commandé à prix fort des navires au milieu des années 2000, avec un délai de livraison de 3 à 4 ans. Aujourd’hui, le nombre de pétroliers en commande par rapport à la flotte existante en 2007 est de 48%. La crise financière de 2008, la baisse de la demande mondiale et la chute des taux de fret (en 2007, le coût d’un pétrolier était de 250.000 $/jour pour retomber à 50.000 $/jour fin 2008) a provoqué une crise de surcapacité. Pour faire face à cette surcapacité et réduire les coûts, certains armateurs ont décidé de réduire la vitesse de leur navire (low steaming) et de passer par le Cap de Bonne Espérance. Ils utilisent ainsi la totalité de leur flotte (pour compenser l’augmentation des délais), économisent le passage du canal de Suez (environ 600.000 € pour un porte-conteneur), et les primes supplémentaires d’assurance.

**Pour conclure**, on peut donc affirmer que les actes de piraterie ont des effets limités sur l’économie du transport maritime. Ainsi, la piraterie, contrairement à la crise financière de 2008, n’a pas été à l’origine d’un changement de route maritime et n’a pas désorganisé les chaînes d’approvisionnement.

Cependant, la route maritime Asie/Moyen Orient-Europe, l’une des routes les plus fréquentées au monde, est une voie stratégique pour l’approvisionnement, en particulier pour les hydrocarbures, de l’Europe. Il est donc légitime que cette dernière et la communauté internationale s’engagent pour sécuriser cette zone de non-droit et surtout pour endiguer la progression de ce «*business*» facile et lucratif.

On ne peut également exclure que les réseaux terroristes n’utilisent à l’avenir les voies de circulation empruntées par les pirates ou leur mode d’action.

Il convient également de prendre des mesures pour éviter qu’un jour la capture d’un pétrolier ne se termine en catastrophe écologique.

# Kapisa et Surobi,

# vers une armée de Terre à deux vitesses?



## *Par le chef de bataillon Cyril CHEVAUCHET,*

*de la 123° promotion du CESAT/CSEM*

**L**es opérations extérieures représentent la seule finalité et la priorité de l’armée de Terre. Tournées vers cet objectif commun, les forces terrestres fournissent un effort considérable pour répondre aux exigences de l’ensemble des projections. Néanmoins, la spécificité du théâtre afghan, et plus précisément de notre engagement en Kapisa et en Surobi, représente paradoxalement un véritable défi pour l’homogénéité de notre armée. Elle pourrait même provoquer, sur le long terme, même si on s’en défend et que l’on s’évertue à l’éviter, une ligne de fracture conduisant l’armée de Terre vers une armée à deux vitesses, voire à deux visages.

Il ne s’agit pas de disserter sur l’identité des unités engagées ni de remettre en cause des décisions dont la cohérence est fondée, mais bien de tenter d’appréhender, d’évaluer et de mettre en avant les conséquences de ces choix sur le visage futur de l’armée de Terre si la logique actuelle de projection n’évolue pas.

### **Des rythmes qui diffèrent entre la préparation à une guerre et la préparation de la guerre**

La nature de l’engagement en Afghanistan, la préparation qui en découle ainsi que les moyens qui lui sont consacrés sont la source d’un écart grandissant entre les unités de l’armée de Terre.

Tout d’abord, les objectifs liés à la projection sont sensiblement dissemblables selon l’opération préparée. S’il est évident que le risque est inhérent à chaque mission, le danger est omniprésent en Kapisa et en Surobi plus qu’ailleurs. Il s’agit bien là-bas de combattre et non de faire du gardiennage, de la lutte contre l’orpaillage ou du contrôle de foule. Les objectifs que se fixent les chefs diffèrent donc selon la particularité du théâtre où ils seront projetés.

De là, les préparations opérationnelles sont fondamentalement différentes. Les unités projetées en Kapisa ou Surobi disposent au moins de six mois de mise en condition opérationnelle quand les opérations DAMAN au Liban, LICORNE en Côte d’Ivoire ou ÉPERVIER au Tchad ne nécessitent que quelques semaines de mise en condition avant projection (MCP) imposée par le Commandement des Forces Terrestres (CFT). L’accent est ainsi mis pour les premiers sur la rusticité, la cohésion, l’acquisition de compétences tactiques spécifiques, le tir, le secourisme au combat, la connaissance du milieu… Pour les autres, la MCP peut se limiter à une campagne de tir et à une présentation du théâtre (leur période de «prépa OPS» étant bouleversée par une suractivité d’autant plus grande qu’ils récupèrent les missions des unités se préparant à la Kapisa).

Enfin, facteurs de réussite d’une préparation à l’engagement, les moyens consentis varient selon les théâtres. La priorité donnée à l’Afghanistan, indiscutable, est pénalisante pour le reste de l’armée de Terre. Le budget et la disponibilité des moyens d’instruction tels que les centres d’entraînement ou les munitions, consacrés aux GTIA[[109]](#footnote-109) afghans font défaut aux autres régiments et ont un impact direct sur leur niveau de préparation opérationnelle.

Ainsi, la préparation optimale à la contre rébellion qu’exige l’engagement de GTIA en Kapisa et Surobi impose de facto un rythme différent aux unités de l’armée de Terre.

### **Une expérience différente**

L’expérience unique tirée par les régiments engagés en Afghanistan est une seconde raison du risque de perte d’homogénéité de l’armée de Terre.

Avant tout, la nature de l’engagement des GTIA en Kapisa et Surobi amène d’ores et déjà à un premier constat: les opérations conduites dans les vallées afghanes sont uniques dans leur intensité et leur dangerosité et ne correspondent à aucune autre opération menée par les forces terrestres françaises depuis plus de 40 ans. Les combats, le stress, la violence psychologique et la solidarité entre frères d’armes se comptent également en enseignements spécifiques retenus par les acteurs. Les témoignages des chefs de GTIA ou chefs OPS revenant de Kapisa soulignent la richesse et le caractère unique de l’expérience acquise sur ce théâtre.

De surcroît, cette expérience ne manquera pas évidemment d’être exploitée à bon escient par les régiments. On peut imaginer que les chefs de section ou les chefs de groupe du 27ème BCA, du 8ème RPIMa ou du 3ème RIMa ne forment plus leurs jeunes, leurs tireurs ERYX et MILAN[[110]](#footnote-110), leurs tireurs d’élite ou encore leurs pilotes comme ils le faisaient avant d’être engagés en Afghanistan.

L’expérience acquise constitue donc une source d’identité très forte pour les unités revenant de Kapisa. Hélas, elle est également facteur d’hétérogénéité au sein de l’armée de Terre. Il y a désormais «ceux» de la Kapisa et de Surobi et les autres.

### **Vers un déséquilibre inéluctable**

Le cycle de projection des unités de l’armée de Terre pour l’opération PAMIR ne permet pas d’envisager aujourd’hui que ces divergences profondes s’effacent, et tout laisse à penser que les brigades multi-rôles et d’urgence seront les seules concernées[[111]](#footnote-111). La participation de tous les régiments aux OMLT comme celles des pelotons blindés et des sections d’appui restent d’ailleurs quantitativement anecdotiques et ne sont pas de nature à combler le fossé qui ne manquera pas de séparer «ceux de Kapisa et Surobi» du reste de l’armée de Terre.

D’autre part, le rythme d’une seule mission tous les trois ans par régiment d’infanterie, comme la planification actuelle le laisse envisager, pourrait limiter ces effets. Mais, ce serait accorder peu d’importance à l’impact de ce type de mission sur la vie des unités et sur leur mentalité.

Bien au contraire, le risque de fracture augmente. L’attractivité des régiments concernés pourrait ainsi créer un déséquilibre profond, accentuant un phénomène préjudiciable à la cohésion de l’armée de Terre, à savoir la concentration des cadres de qualité dans ces unités, aux dépens des autres.

Sur le long terme, l’homogénéité de l’armée de Terre est donc bien en jeu. Les objectifs opérationnels et les moyens dédiés, l’engagement en lui-même et son impact considérable sur les unités dessinent une armée à deux vitesses et à deux visages.

Pour autant, l’engagement en Afghanistan est indiscutablement valorisant. Chacun reconnaît que ses enseignements enrichissent l’ensemble de l’armée française. C’est un théâtre qui a fait redécouvrir la guerre à notre armée et qui met en exergue ses qualités tout en justifiant les budgets qui sont alloués à la défense de notre pays. Renforcer notre présence en Afghanistan, c'est-à-dire faire véritablement effort sur ce théâtre, plutôt que de nous disperser sur de multiples déploiements, consommateurs de moyens et moins intéressants militairement parlant, serait de nature à éviter de nombreux déséquilibres internes. Bien évidemment la question dépasse le simple positionnement militaire mais il serait salutaire d’influer dans ce sens. Chacun y gagnerait. Au moment où les États-Unis demandent à l’Europe d’accompagner le renforcement de son dispositif en Afghanistan, il y a une opportunité à saisir.

# Les défis du renseignement militaire

**au regard de la nouvelle fonction**

**«connaissance et anticipation»**



*Par le commandant Jérôme HAYEZ,*

*de la 123° promotion du CESAT/CSEM*

**L**a loi du 29 juillet 2009 relative à la programmation militaire pour les années 2009 à 2014 prévoit, conformément au Livre blanc, de développer une «nouvelle fonction connaissance et anticipation» constituant la cinquième fonction stratégique des armées[[112]](#footnote-112). Il s’agit d’une véritable innovation car comme le soulignait récemment le général Michel Masson, ancien directeur du Renseignement Militaire: «historiquement, le renseignement n'a jamais été considéré, en France, comme une fonction majeure dans les armées».

La nouvelle et nécessaire fonctionconnaissance et anticipation devrait donner au renseignement, et notamment au renseignement militaire, toute son importance. Néanmoins les décisions prises et les améliorations apportées dans le cadre de la mise place de cette nouvelle fonction semblent insuffisantes conduisant le renseignement militaire à relever encore de nombreux défis.

«Dans un monde qui se caractérise par l'incertitude et l'instabilité, la connaissance constitue notre première ligne de défense», souligne le livre blanc.

En effet notre environnement international caractérisé par son haut degré d’imprévisibilité nous conduit à répondre avec des préavis de plus en plus courts et le renseignement est indispensable à la compréhension de ces nouveaux environnements. Ainsi, l’évolution de nos engagements extérieurs nous conduit à privilégier une approche globale de la manœuvre du renseignement, du niveau stratégique au niveau tactique. Le renseignement est donc davantage amené à dépasser le cadre habituel d’une approche strictement militaire des questions de défense et de sécurité.

Le plan de réforme du renseignement est axé sur quatre priorités:

* les ressources humaines avec un effort sur le recrutement et la formation[[113]](#footnote-113).
* les moyens techniques, qui feront l’objet d’un effort spécifique, essentiellement dans le domaine du renseignement spatial pour lequel les crédits annuels seront doublés à l'échéance 2020 (ils sont de 380 millions d'euros en 2008).
* l’organisation et la coordination du renseignement qui se traduisent en particulier par une nouvelle organisation des services de renseignements tant civils[[114]](#footnote-114) que militaires[[115]](#footnote-115) et par la création d’une nouvelle instance présidée par le Président de la République: le Conseil national du renseignement. En outre, est créé un coordonnateur national du renseignement à la Présidence de la République.
* le cadre juridique, qui devra être adapté afin de définir les missions des différents services de renseignement et les modalités principales de la protection du secret.

Cependant si le renseignement reste plus que jamais l’outil indispensable de puissance et d’influence dans les relations internationales, nos élites (civiles et militaires) ont souvent montré, au mieux, un désintérêt, au pire, une méconnaissance totale de ce domaine. Malheureusement aucune réponse ni aucun remède n'ont été apportés à ce mal typiquement Français[[116]](#footnote-116).

De plus en termes financiers, le projet de loi ne prévoit pas de rupture, les dépenses d'équipement concernées étant toujours de l'ordre de 500 millions d'euros par an.

Par ailleurs l’effort a été clairement mis sur le renseignement d’origine spatiale ce qui ne recouvre qu’une partie de la fonction connaissance et anticipation. Mais une donnée brute, recueillie à l’aide d’un moyen technique, ne constitue pas en soi un renseignement. L’information ne deviendra un renseignement fiable et utilisable qu’après le traitement et la plus value humaine qui lui sera apportée. Le théâtre afghan nous montre tous les jours, si besoin était, que le renseignement d’origine technique doit systématiquement être complété par du renseignement humain. Malheureusement les moyens dans ce domaine sont encore très insuffisants. Pourtant nous devrions nous méfier de la vision matérialiste de la guerre, propre à certains de nos alliés. On le sait d’expérience, la technique ne remplace jamais totalement les hommes.

Or si des efforts humains ont été faits au profit de la DST et de la DGSE, il n’en est pas de même pour le renseignement militaire. Ainsi la DRM ne voit ni son budget ni ses effectifs augmentés ce qui semble pour le moins surprenant dans le contexte actuel. Le renseignement militaire se trouve ainsi confronté à une véritable difficulté: comment faire face à l’augmentation exponentielle des informations sans les analystes capables de les interpréter et de les transformer en renseignement?

Fort heureusement des évolutions sont envisageables et des solutions existent. À l’heure des réductions capacitaires et budgétaires, il est impératif de mutualiser et d’améliorer les synergies entre les différents acteurs du renseignement tant au niveau national qu’au niveau international.

D’une part, les échanges de renseignement et les mises en commun des capacités[[117]](#footnote-117) avec les alliés doivent être développés. Ce n’est certainement pas facile mais c’est une priorité, notamment au niveau européen. Il faut d’autre part, au plan national, mettre en place une gestion croisée entre les différents services[[118]](#footnote-118) notamment dans les domaines du recrutement et de la formation. L’objectif étant de réduire les coûts, d’avoir un «fond de sac commun» (en particulier dans les méthodes d’analyse et de synthèse) et d’offrir plus de possibilités de mobilité entre les services, ce qui réduirait les rivalités interservices aussi inutiles que malsaines.

De plus certaines spécialités communes à l’ensemble de la famille du renseignement comme l’imagerie ou le ROEM[[119]](#footnote-119) pourraient être davantage mutualisées.

Le renseignement est indéniablement un outil fiable et performant mais qui a ses limites. Les contraintes humaines, techniques et budgétaires ne permettent plus de suivre la situation de l’ensemble des pays du globe, il faut donc faire des choix et fixer des priorités.

Par ailleurs, il convient d’avoir une approche non seulement interarmées du renseignement mais aussi interministérielle[[120]](#footnote-120) afin de développer notamment une culture du renseignement qui se rapproche de celle des anglo-saxons. Ainsi il semblerait opportun d’étudier la création d’une école du renseignement inter-services formant l’ensemble des acteurs renseignements des différents ministères, ce qui permettrait d’avoir une culture et une approche commune du renseignement.

Enfin le renseignement doit s’ouvrir encore davantage au monde civil. Il existe une multitude d’organismes universitaires, d’institutions privées, ou de think tanks[[121]](#footnote-121). Cette diversité et cette richesse du monde civil qui pourrait constituer un véritable réservoir pour le renseignement militaire est nettement sous utilisée. Ainsi comme le soulignait le général Masson: «nous devons mettre nos ambitions en cohérence avec nos moyens».

Depuis la fin de la guerre du golfe, le renseignement a considérablement évolué afin de devenir un outil performant et reconnu. Cette évolution doit impérativement se poursuivre car le champ du renseignement sera de plus en plus vaste afin de faire face à l’évolution des menaces mais aussi à celle des technologies.

# Nécessité et problématiques

**d’une démarche d’Intelligence Économique**

**appliquée aux opérations extérieures**



*Par le capitaine Pascal SCHEVEILER*

*du CESAT/EMSST[[122]](#footnote-122),*

**L**e 15 août 1996, lors de l’inauguration du nouvel aéroport de Sarajevo, le général Heinrich s’étonnait publiquement du manque de reconnaissance des autorités bosniaques pour le travail des soldats français accompli dans cette zone[[123]](#footnote-123). Ce marché d’exploitation qu’une société française devait «manquer»[[124]](#footnote-124) illustre par défaut les avantages que la France peut attendre d’une démarche d’intelligence économique (IE) appliquée aux opérations extérieures.

Aussi récente que transverse, associant tout à la fois réflexion et action, l’IE emprunte autant qu’elle apporte aux disciplines qui la composent. Elle se veut une démarche pragmatique visant comme finalité l’amélioration durable de la compétitivité économique. Cette définition, même générique, ne saurait être unique tant l’IE évolue, s’adapte et se décline dans des modes majeurs comme mineurs pour répondre aux risques et menaces ou saisir encore les opportunités d’une «économie monde».

La perception française de l’IE et le développement particulier qui en découle rendent a priori difficile l’appropriation de sa dimension offensive. Notre article se propose néanmoins de décliner cette politique publique au sein du ministère de la Défense considérant le potentiel d’une telle démarche en opérations extérieures.

Le contexte et les difficultés que connaît l’IE en France expliquent la perte de nombreux marchés de reconstruction auxquels des entreprises françaises pouvaient prétendre face à d’autres bénéficiant au contraire d’un soutien efficace de leurs États. Nous proposons enfin de prolonger cette démarche, ne pouvant être que globale, au sein d’une organisation militaire, en privilégiant comme outil et vecteur les actions civilo-militaires (ACM) avec la précaution d’en définir le cadre et les contraintes.

**Constats et amertumes**

* ***De l’impulsion aux difficultés et ambiguïtés initiales de l’IE***

Bien qu’érigée en politique publique depuis 2004, suite au rapport Carayon[[125]](#footnote-125), l’IE continue de souffrir d’un déficit d’image et d’intérêt dans l’opinion publique et auprès de nombreuses entreprises françaises.

Cette perception faite d’*a priori* négatifs, repose tant sur un malentendu sémantique[[126]](#footnote-126) que sur une difficulté culturelle à intégrer les comportements qu’induit l’IE[[127]](#footnote-127) , expliquant dès lors son développement particulier en France. Trop souvent associée à certaines pratiques du renseignement tel l’espionnage économique, l’IE n’a pas la faveur des entreprises y voyant une démarche illégale et donc répréhensible.

Initiée par l’État au profit du milieu entrepreneurial français, l’IE est majoritairement présentée et perçue au travers de sa dimension défensive[[128]](#footnote-128). L’IE rendue ainsi plus fréquentable, les entreprises françaises font principalement l’objet d’une sensibilisation à la protection de leur patrimoine matériel et immatériel. Le volet offensif de l’IE n’est quant à lui pas ou peu abordé, son emploi restant l’apanage de grands groupes dont la masse critique et les intérêts sont suffisants pour développer de véritables stratégies en la matière.

* ***Des initiatives françaises occasionnelles fondées sur un système D, reposant sur des volontés individuelles mais ponctuelles.***

Faute d’organisation autant que de sensibilisation dans ce domaine, manquant de soutien pour s’y intéresser et gagner des marchés, les entreprises françaises se sont trouvées logiquement sous-représentées dans les reconstructions post-conflits. Ce fut le cas pour la première Guerre du Golfe et, dans une moindre mesure, les crises et conflits de l’ex-Yougoslavie. Prenant conscience de cette perte d’influence économique au regard de l’investissement politico-militaire consenti, certaines initiatives françaises ont permis, notamment au Kosovo, l’obtention de quelques marchés pour nos entreprises[[129]](#footnote-129).

De portées modestes en raison de leur caractère individuel et informel, ces initiatives furent, pour l’essentiel, le résultat de concours de circonstances favorables. Elles s’appuyèrent sur la volonté de personnes dont les fonctions et l’autorité permettaient de dépasser bon nombre de clivages et inerties.

Ainsi doit on citer les travaux des groupes PROCURE et PROCURE 2[[130]](#footnote-130) ou encore ceux de la mission interministérielle pour l’Europe du Sud Est (M.I.E.S.E)[[131]](#footnote-131) pour les théâtres bosniaque et kosovar.

Réunissant au sein de mêmes réseaux des chefs d’entreprise, officiers et fonctionnaires des ministères de la Défense (DAS, COS[[132]](#footnote-132) et DRM) et des Affaires étrangères, ces structures de coordination ont facilité la circulation rapide d’informations essentielles entre sphères publiques et privées pour saisir des opportunités de marchés.

* ***Une pratique politiquement incorrecte mais bien réelle, organisée et soutenue par d’autres États au profit de leurs entreprises.***

L’observation de plusieurs dispositifs étrangers d’IE appliqués aux opérations extérieures révèle certaines caractéristiques communes en termes d’organisation et de principes. Qu’il s’agisse ainsi de USAID[[133]](#footnote-133) pour les États-Unis d’Amérique, du DFID[[134]](#footnote-134) pour le Royaume-Uni, chacune de ces structures concentre l’essentiel des actions, ressources et moyens publics dans une véritable dimension interministérielle. Ces agences institutionnelles sont reconnues comme seules qualifiées pour coordonner les politiques de reconstruction post-conflits. Elles disposent ainsi d’une caution publique en bénéficiant d’une meilleure visibilité du fait d’actions plus cohérentes et conséquentes.

Par ailleurs, la souplesse de leurs statuts permet d’associer à une expertise publique des contributions et savoir faire privés améliorant leur efficacité dans la gestion de projets de reconstruction complexes. Ainsi les détenteurs de compétences particulières émanant du secteur privé peuvent agir sous statut public le temps d’une mission au profit de ces agences. Dans une même logique des militaires ou fonctionnaires sont autorisés à changer momentanément de statut pour devenir consultants, techniciens ou directeurs de projet dans le cadre de missions confiée par ces agences. Cette spécificité renforce encore la crédibilité d’agences se montrant plus facilement éligibles aux financements internationaux.

Complètement associées à la manœuvre politico-militaire, parfois même parties prenantes à certaines décisions, ces agences disposent, jusque sur le terrain d’intervention militaire, d’un soutien de la force projetée pour conduire leur projet dès la phase de stabilisation. Les PRT déployées sur les théâtres afghan et irakien participent de cette logique[[135]](#footnote-135).

### **Fondements, propositions et espoirs**

* ***Pour l’affirmation d’une volonté politique réelle et l’instauration d’une agence interministérielle à la française.***

Intégrer une démarche IE dans le cadre des opérations extérieures françaises doit être légitimé par une volonté politique forteprête à décliner complètement cette politique publique. La nomination par décret[[136]](#footnote-136) de monsieur Olivier Buquen comme délégué interministériel à l’IE peut être interprétée comme une maturation de cette politique publique.

S’il est administrativement rattaché au Ministère de l’Économie, sa dimension interministérielle est néanmoins affirmée: Olivier Buquen rend compte de son action devant un comité interministériel sous la direction de la présidence de la République auprès de laquelle il prend également ses directives.

Sans préjuger des orientations quant aux déclinaisons possibles de l’IE, son positionnement et ses prérogatives confèrent au nouveau délégué une capacité d’influence inédite.

Dans le but de structurer une démarche IE cohérente impliquant tant les entreprises que l’action interministérielle, refondre les missions du GIP FCI[[137]](#footnote-137) et de l’AFDI[[138]](#footnote-138) en une seule agence constitue une option. Concentrant dès lors l’ensemble des moyens, connaissances et compétences françaises utiles en matière de reconstruction post-conflits, cette agence française s’imposerait plus efficacement comme alternative aux agences étrangères. Son action bien lisible dans les montages, coordinations et conduites de projets faciliterait grandement un travail de terrain aujourd’hui encore dispersé.

Vu les transferts nombreux en terme de compétences et de lignes budgétaires qu’induirait une telle option il s’agirait là d’une «révolution dans les affaires ministérielles». Elle nécessiterait également des adaptations et sensibilisations importantes dans la sphère privée.

* ***Pour un décloisonnement effectif des sphères publiques/privées et leur sensibilisation à l’utilité de cette démarche.***

Constatant l’absence d’information des entreprises françaises sur l’appel d’offre relatif à l’aéroport de Sarajevo, le général Heinrich prenait l’initiative de contacter directement Aéroports De Paris (ADP). Cette volonté de promouvoir les intérêts économiques nationaux ne rencontrait qu’un faible écho: bien qu’intéressé mais peut-être trop confiant, ADP ne retournait qu’un simple fax en guise de candidature[[139]](#footnote-139). Cet exemple démontre le manque de relais autant que d’intérêt, à l’époque, pour une opportunité économique de premier ordre.

Aussi, une meilleure implication des réseaux économiques et diplomatiques français sur un théâtre d’intervention militaire devrait permettre de saisir les opportunités de cette nature en les destinant aux entreprises françaises choisies pour leurs motivations et compétences.

Une fois encore, des structures et relais existent tels les postes d’expansion devenus missions économiques des ambassades pilotés par le ministère de l’Économie via la DREE[[140]](#footnote-140).

Mais favoriser la circulation optimale des informations d’importance économique du terrain jusqu’aux entreprises impose d’en assouplir les règles de classification pour les adresser par exemple à l’agence GIP FCI – AFDI. Cet organisme, utilisant le maillage de l’intelligence territoriale, en assurerait la diffusion auprès de réseaux d’entreprises montés et animés par le MEDEF international.

Symbole de cette continuité recherchée entre les milieux militaires et ceux de l’entreprise, le réserviste en opération apporte une expertise technique civile unique qu’il sait mettre en œuvre dans des conditions et un environnement militaire particuliers. Sa polyvalence s’exprime à plein dans le cadre des actions civilo-militaires.

La contribution du réserviste, en termes de formation des élites locales aux méthodes et systèmes économiques de son pays doit se prolonger par des opportunités économiques et commerciales au profit d’entreprises françaises[[141]](#footnote-141).

* ***Pour une lecture extensive et complémentaire du concept ACM***

Une fois assumés le caractère offensif de cette politique publique et son application dans le cadre des opérations extérieures, les spécificités inhérentes au militaire projeté le désigneraient comme premier maillon du dispositif d’IE. Premier présent sur la zone de conflit, son organisation et les moyens dont il dispose lui permettent de durer et d’agir en milieu hostile. Pour préserver sa liberté d’action lors d’opérations longues, ses missions l’engagent aujourd’hui à opérer dans les dimensions économiques, sociales et politiques du théâtre. Il s’assure que les populations locales n’impactent pas ses opérations en développant des actions civilo-militaires visant la réhabilitation d’infrastructures et réseaux ou la formation des élites locales. Devenu un acteur économique et social à part entière, le militaire est en possession d’informations et de contacts utiles pour une démarche d’IE. Ses rapports d’étonnement intéresseraient des entreprises françaises susceptibles de reprendre, en phase de normalisation, les reconstructions sommaires qu’il a choisi de réaliser dans l’intérêt de sa mission.

Si la doctrine française des ACM conçoit leurs actions dans l’appui exclusif des forces projetées[[142]](#footnote-142), le caractère souvent dual de ces actions mérite que l’on puisse en tirer une influence économique au bénéfice de nos entreprises sans pour autant remettre en cause la mission première du militaire.

À cette fin, l’organisation d’une démarche d’IE à deux dimensions paraît souhaitable dans un contexte d’intervention multinationale. En qualité de capteurs, les unités ACM déployées représenteraient la dimension tactique. Elles seraient en mesure de générer des rapports d’étonnement à valeur économique dans le cadre de leurs missions d’appui à la force projetée. Une dimension opérative, prise en compte par une fonction REPFRANCE[[143]](#footnote-143) renforcée, assurerait le traitement et la valorisation de cette information en identifiant les opportunités et potentiels de marchés. Le REPFRANCE communiquerait ses avis et conclusions au représentant de l’antenne FCI-AFDI présente sur le théâtre.

**\***

**\* \***

Conscient des difficultés que soulèverait une démarche d’intelligence économique en opération extérieure, nous avons souhaité actualiser cette problématique au regard des pratiques assumées d’autres États et des opportunités nombreuses que peut saisir la France dans ce domaine.

La globalisation économique tendant naturellement vers une somme de «marchés finis», l’accroissement permanent des tensions concurrentielles entre États et entreprises concerne déjà les marchés de la reconstruction post-conflits et crises. Ce constat justifie ainsi la nécessité d’une telle démarche en opérations extérieures.

Sans jamais impacter ou compromettre leur mission première, la démarche IE en opérations extérieures se fonde sur le caractère dual de certaines actions, capacités, organisations et spécificités des forces projetées. Elle ne peut se concevoir sans l’implication et la volonté réelles des exécutants comme des décideurs qu’ils soient entrepreneurs, politiques ou militaires.

Enfin, notre article n’aborde pas, les légitimités juridiques d’une telle démarche. Il serait nécessaire d’en analyser les fondements au regard du droit international et notamment sur cet autre terrain d’affrontements et d’influences que constitue la définition d’un droit de la concurrence commerciale applicable aux marchés de la reconstruction.

# L’entraînement d’une unité

# d’intervention de réserve.



*Par le capitaine (R) Nicolas de LEMOS,*

*Commandant la 5ème compagnie du 35ème régiment d’infanterie*

*«L’arme moderne est complexe. Elle requiert une équipe. Elle exclut les individualismes. Elle n’admet l’initiative personnelle qu’au service de l’ensemble».*

Maréchal Juin

**L**es événements actuels (Afghanistan, Irak) créent un regain d’intérêt international pour les réserves. En effet l’armée Anglo-saxonne utilise des réservistes dans ces théâtres de haute intensité. Tout comme les membres de la Force régulière, les réservistes contribuent efficacement aux différentes missions, grâce à leur vaste expérience acquise dans le monde militaire et civil.

D’ailleurs, quelques réservistes ont reçu des médailles américaines pour leur service exceptionnel et leur contribution en Afghanistan. L’IRAK n’est pas en reste, la part très importante prise par les réservistes américains et britanniques au conflit en cours en Irak, lesquels ont pu constituer jusqu’à 10 à 15% des forces engagées, ne permet pas de douter que la réserve est une composante essentielle de toute armée moderne.

L’intérêt national pour la réserve est mal connu; elle n’a pas vraiment d’image ou alors une image surannée. Mais la réserve est en train d’écrire une page toute nouvelle de l’histoire militaire française et on la verra très moderne et originale. La situation n’est pas facile. Plusieurs années sont encore nécessaires à nos réserves pour atteindre ce degré de maturité. Le changement de mentalité se fait ressentir. L’armée de terre a résolument entrepris ce chantier qui exigera beaucoup d’énergie et de persévérance. Actuellement, huit réservistes français, dont 3 officiers, servent en Afghanistan, au sein de la Task Force «Chimère», qui rassemble des éléments du 8ème RPIMA, du 1er REC, du 17ème RGP et du 35ème RAP.

Pour la première fois depuis la guerre d’Algérie, un caporal chef de réserve a été blessé le 9 septembre 2008 lors de l’explosion d’un engin explosif improvisé (IED).

**Instruire et former**

Cependant, malgré la montée en puissance de la réserve, l’instruction et la formation ne doivent pas être négligées. Une différence doit être faite entre l’instruction, dispensée en interne, et la formation, généralement externalisée en école.

Les formations internes sont la Formation Militaire Initiale de Réserve (FMIR), le Certificat d’Aptitude Militaire Elémentaire (CAME), le Certificat d’Aptitude Technique Elémentaire (CATE) et le Certificat Pratique de Réserve (CPR). Ces formations ont l’avantage de pouvoir être mutualisées avec d’autres régiments. Les commandants d’unité des compagnies de réserve ont créé une synergie permettant d’établir des calendriers de formations complémentaires, afin de rentabiliser l’instruction et l’encadrement et de créer une cohésion des réserves de l’armée de terre. La mutualisation de l’encadrement permet aux cadres de bénéficier de plus de temps pour s’entraîner avec leur compagnie.

Les formations de cursus, dispensées généralement en école, hors du régiment, sont la Formation Initiale élémentaire (FIE), le Brevet d’Aptitude Supérieur 2 (BAS 2), le stage de Chef de Section (CDS), le Cours pour Futur Commandant d’Unité (CFCU). Là aussi les formations dans les maisons mères permettent de brasser des cadres de toutes armes et d’échanger les expériences. Ce passage engendre plus de reconnaissance et de crédibilité. Le port du grade d’élève sous-officier ou officier, insigne de béret de l’école, formation basée sur celle de nos camarades d’active… Tout est prévu pour la meilleure intégration possible[[144]](#footnote-144).

**Entraîner**

L’entraînement d’une unité d’intervention de réserve (UIR) est le quotidien du commandant d’unité. En effet le capitaine est le personnage central, faisant le lien entre les services et sa compagnie et donnant ses directives en fonction des objectifs qui lui sont donnés par le chef de corps. Chaque personnel travaille à son niveau.

Deux cas peuvent être rencontrés par un nouveau commandant d’unité:

* Dans le premier cas, qui est le plus classique, il a fait ses armes comme lieutenant au sein de la même compagnie, point positif, et connaît tous les personnels de la compagnie et de son régiment, avantage non négligeable.
* Dans le second cas, il est muté dans un autre régiment comme jeune capitaine et prend le commandement de la compagnie. Dans cette dernière situation, il est nécessaire de faire un point de situation sur le niveau de son unité afin de donner des objectifs clairs et réalisables. L’idéal est d’organiser un rallye raid niveau groupe, permettant d’évaluer le niveau des chefs de groupe et de chaque soldat. En appliquant l’animation radio, toute la compagnie est testée.

À l’issue de ce rallye raid, une 3A (Analyse Après Action) est obligatoire et permet de faire le point et d’en tirer les enseignements. Il en découle un plan d’action. Outre sa vocation à donner une impulsion et la marque du nouveau commandant d’unité, il doit concrétiser les directives du chef de corps et du chef du bureau opérations-instruction.

**Commander**

Commander une UIR est une tâche qui peut s’avérer compliquée car les personnels ne sont pas toujours présents à toutes les périodes. Mais si chaque unité fourni un mémento de militaire du rang de réserve, avec ce qu’il doit connaître, avancer devient plus simple (il ne doit pas être trop rempli, au risque de terminer comme pied d’étagère). L’historique de son régiment, les actes réflexes, les armes en dotation dans la compagnie, les cadres d’ordres, les missions de sa compagnie au niveau groupe et section, ainsi que le chant de sa compagnie doivent y figurer.

La cohésion est un élément indispensable pour la vie de l’unité. Elle doit se faire autour du groupe et de son chef de groupe. Un bon groupe, est celui où règne la cohésion, l’envie de se retrouver dans le civil, c’est pourquoi ils doivent toujours être identiques. C’est la clé de la réussite et cela se reproduit aussi bien au niveau section qu’au niveau compagnie. La cohésion est le résultat de facteurs positifs qui contribuent à la bonne ambiance de travail et le sentiment d’appartenance à la compagnie. Elle est consécutive aux valeurs énoncées précédemment.

Nous avons une population très hétéroclite et c’est d’ailleurs ce qui fait la richesse de notre métier. Il y a les anciens réservistes ayant connu les régiments de réserve, les jeunes qui viennent pour une parcelle d’aventure, et enfin les anciens d’active qui sont une source de savoir en général.

Les bases étant définies, il s’agit maintenant de leur donner une consistance pour passer de la théorie à la pratique bien sûr, mais surtout pour donner du sens à cette démarche et ne pas décevoir les subordonnés qui attendent beaucoup de leur Chef.

## Prise en compte des jeunes recrues

À la sortie de la FMIR, le jeune soldat est orienté pendant un an vers une section d’instruction comme les formations spéciales initiales (FSI). Cela permet de revoir les fondamentaux, comme les appuis mutuels, les cadres d’ordres, etc…

Pendant cette phase d’instruction, les munitions d’exercice ne sont pas utiles, sauf pour l’apprentissage de la doublette par exemple.

On peut déceler lors de plusieurs séances, au tir les futurs TP de la compagnie, les futurs radios et les différentes spécialités recherchées dans une UIR, par des tests effectués pendant l’année de transition.

À l’issue de ce passage obligatoire, chaque soldat est orienté dans sa spécialité au sein de la compagnie.

Pendant ce temps, la compagnie travaille sur une instruction plus poussée, comme le tir au fusil lance-grenade, sur les missions communes de l’armée de terre au niveau du groupe et de la section, ainsi que la technique d’intervention opérationnelle rapprochée (TIOR), le lancer de grenades.

Les avantages:

* L’instruction est progressive, et permet une véritable évolution dans les exercices (entre la première et la deuxième année).
* Les soldats sont motivés car ils découvrent des choses nouvelles.
* Les cadres se voyant affectées de véritables responsabilités le sont également.
* Une fidélisation des effectifs a lieu, due à l’intérêt des convocations.
* Les sections sont véritablement opérationnelles.
* Une pédagogie par objectifs est mise en place à tous les niveaux donnant un but clair et une ligne directrice dans l’instruction.
* Le passage d’une logique quantitative à une logique qualitative se met en place.

*Obligation*:

* Il est nécessaire que les cadres soient motivés et qu’ils s’investissent constamment.

## L’instruction de l’UIR

**Le credo du chef:** l**a connaissance des MICAT[[145]](#footnote-145)**

Une UIR doit être entraînée régulièrement sur le terrain. Les chefs de sections, de groupes et d’équipes doivent être instruits à la réflexion tactique et à l’expression des ordres. Pour cela, il est nécessaire qu’ils aient une parfaite connaissance des ***M.I.C.A.T.*** Il ne s’agit pas de les interpréter mais d’appliquer les textes réglementaires afin de parler le même langage que les autres unités. De leur maîtrise dépendra la valeur opérationnelle de la compagnie.

Dans les exercices, il faut être exigeant dans chaque détail. Les jeunes confiés attendent qu’on leur donne la possibilité de se dépasser par le biais d’exercices difficiles. La meilleure cohésion sera celle qui se fera dans la sueur. Il faut établir des seuils à atteindre (course essentiellement) qui seront contrôlés pour l’accès aux formations.

Il n’est pas rare encore de voir l’ignorance des textes réglementaires sur la formation. Ils régissent le fond et la forme sur lesquels l’instruction doit être dispensée. Nous les cadres, nous devons connaître ces textes et s’y référer en cas de doute.

L’instruction doit donc être essentiellement pratique et doit privilégier le «drill». Afin de ne pas replonger les personnels dans un univers scolaire, il faut veiller à éviter les longues séances en salle de cours. Ils ne sont pas en unité pour retourner à l’école mais attendent des savoirs pragmatiques, source de motivation pour eux.

Il faut aussi développer les compétences tactiques des cadres (commandant d’unité, officier adjoint opérations, chefs de section, sous officier adjoint et chefs de groupe) en combinant des exercices en salle (dans un premier temps), des thèmes tactiques, la caisse à sable puis le terrain.

Pour ce qui est du commandant d’unité, ces séances doivent, entre autres, lui donner l’habitude de manipuler un nombre variable de sections, dans le but de conserver ou d’acquérir la capacité à manœuvrer plus de deux sections.

Simultanément, il faut développer un lien tactique fort entre chaque chef et ses subordonnés. Ce lien, qui ne s’acquiert qu’au fil d’un long travail commun est le corollaire de la confiance qui doit exister entre chaque membre de l’unité. C’est ce lien qui permet à un subordonné – chef de section ou chef de groupe – de réagir rapidement dans le sens de l’intention du chef à une situation inopinée. C’est donc un autre élément clé de la capacité d’adaptation de l’unité. C’est aussi ce qui permet au chef de laisser à ses subordonnés une autonomie de plus en plus indispensable.

Concernant l’articulation des sections de combat, le commandant d’unité peut être amené à créer une troisième sous-unité afin de s’adapter aux aléas. En retirant, par exemple, 1 groupe à chaque section – ce nouveau pion étant placé aux ordres d’un sous officier adjoint – en coupant une section en deux, ou encore en retirant des trinômes à chaque section. Même si toutes ces formules ne remplacent pas une troisième section, elles peuvent permettre de disposer momentanément d’un élément de couverture, d’appui ou de recueil. Si l’unité dispose d’armes collectives, les possibilités sont plus nombreuses: la constitution d’une base de feux en rassemblant au sein d’une nouvelle sous-unité tout ou partie des AANF1[[146]](#footnote-146), la création d’une entité anti-véhicule ou encore anti-blockhaus sur la base des LRAC[[147]](#footnote-147). Dans le même ordre d’idées, on peut envisager aussi le regroupement des meilleurs tireurs au sein d’un groupe chargé d’une action particulière. En bref, il s’agit d’adapter des moyens réduits aux nécessités de la mission pour obtenir la meilleure efficacité.

**Les cas particuliers**:

* ***Un modèle d’organisation….***

Tous les mois, une réunion est organisée par le commandant d’unité soit à la compagnie, soit par internet (MSN, Skype etc..). Cela permet de faire un point de situation de la compagnie, de rendre compte de difficultés éventuelles et de recevoir, le cas échéant, diverses consignes ou orientations. Les chefs de section envoient leurs emplois du temps et demandes de moyen cinq semaines avant la période et nous en discutons lors de la réunion qui se déroule dans la même semaine. Nous corrigeons en direct les éventuelles modifications. Le commandant d’unité n’a plus qu’à faire sa note interne et les chefs de section doivent faire de même avec leurs chefs de groupe. Cela évite lors de la période qu’un cadre découvre le travail à faire. Il arrive avec ses fiches de séance.

* **…des objectifs clairs…**
* ***Le tir***

Pour tout soldat, savoir utiliser son arme est un acte réflexe. Savoir s’en servir le rend opérationnel et représente le gage de la réussite de sa mission, de sa survie et de celle de ses camarades. À cet effet, une demi journée lors de chaque période est le minimum consacré au perfectionnement de l’utilisation des armes en dotation dans la compagnie et des techniques de combat s’y rapportant (tirs courte distance, tirs réflexes…). Ce qui permet de disposer de caractères opérationnels, nécessaires en opérations intérieures (OPINT). L’idéal serait que 100% des personnels de la compagnie détiennent les certificats d’aptitude au tir des armes en dotation. L’armement varie suivant les régiments d’affectation, le Famas, le pistolet automatique se trouvent dans toutes les unités, par contre les armes collectives diffèrent. On peut trouver des AANF1, mitrailleuse calibre 50 (12,7 mm), LRAC et AT4CS[[148]](#footnote-148). Pour ces derniers, il est obligatoire de réserver un camp pour pouvoir tirer ou alors d’adjoindre des personnels d’une équipe ou d’un groupe à une unité constituée lors d’exercices de tirs spécialisés (CEITO, CENTAC, etc…). Par contre la valeur des soldats doit être excellente.

* ***L’aguerrissement***

L’aguerrissement est une démarche globale car il couvre toutes les activités de formation. Toute occasion doit donc être saisie pour aguerrir nos personnels (nuit sur le terrain, sorties terrain, activités physiques, tir tactique...) en les sortant de leur confort quotidien et en les rapprochant au maximum des conditions de combat réel (fatigue, environnement hostile, tension...). La semaine d’aguerrissement doit être recherchée soit en garnison, soit dans un centre d’aguerrissement si possible. De plus, les infrastructures de nos régiments permettent de faire des séances de pistes d’obstacles, des pistes d’audace, des franchissements humides, de la nage utilitaire.

* ***Le sport***

Le temps qui nous est imparti ne permet pas un entraînement sportif important. Le sport est une hygiène de vie personnelle et doit être de la responsabilité de chacun. Être en forme est une nécessité absolue et un devoir afin d’entretenir la capacité opérationnelle. Le sport est également un facteur indéniable de cohésion et à ce titre les séances programmées, notamment durant les derniers jours des périodes, sont idéales. L’entraînement sportif doit être diversifié pour ne pas devenir une contrainte. Tous les types de sport doivent être pratiqués car chacun apporte une plus value à la condition physique. Ne pas oublier de coupler certaines de ces séances footing en treillis-rangers ou parcours naturel avec un lancer de grenades inertes par exemple. Les séances doivent être programmées et organisées de manière à optimiser l’emploi du temps. Dans le cadre de la cohésion, organiser un challenge sport-collectif inter-section peut s’avérer excellent.

* **…un but: une réserve crédible et opérationnelle**

Le but de tout cela: devenir pleinement professionnel et surmonter les difficultés propres à notre statut de réserviste (notamment le temps limité). Nous avons des forces à mettre en avant: motivation, sens de l’engagement, expériences et compétences issues du civil.

L’entraînement sur du matériel à risque et sur un terrain non familier se rajoute à une semaine de travail civil, c’est pourquoi une attention systématique doit être apportée lors des séances de tir et les activités physiques, afin d’identifier les risques et préserver nos personnels.

* **L’évaluation de l’UIR**

Dans une programmation des activités, il ne faut pas oublier de consacrer une période entière à l’évaluation. Le mieux est de l’organiser sous forme de raid restitutif permettant un déroulé des MICAT, en ambiance opérationnelle. Il aura l’avantage de mesurer la connaissance des missions, de tester la réactivité et la rusticité des personnels en action. Il devra mesurer les forces et faiblesses de la section, et ainsi prévoir pour l’année suivante les facteurs d’amélioration dans la formation des sections.

Comme une compagnie d’active, une UIR est contrôlée par le bureau opérations-instruction, ceci en vue de mesurer la progression opérationnelle de la compagnie et les axes d’effort à mettre en place en adéquation avec les attentes du régiment.

* **L’avenir**

En complément, il serait nécessaire de revoir l’équipement des UIR en adéquation avec des hypothèses d’emploi élargies pour anticiper les engagements futurs. Revoir les dotations en armes collectives, en moyens de transmission, en véhicules. Au-delà, l’armée de terre devra entamer une réflexion sur la doctrine d’emploi des unités de réserve, sans se limiter aux OPINT de type VIGIPIRATE, pour prendre en compte l’éventualité d’engagements plus durs. Dans ce chantier qui s’annonce, nous, commandants d’unité devons prendre tout notre temps pour faire part de nos idées et de nos expériences, afin d’arriver à des solutions optimales, dans l’intérêt de la France

### **Conclusion**

L’ensemble des personnels ont ainsi une «musette» plus ou moins pleine de consignes quelle que soit la position hiérarchique du personnel considéré. Appliquées dans la durée et amendées au besoin, elles doivent permettre de lutter contre l’atomisation de l’unité, facteur de démobilisation et donc de perte de rendement. Ces consignes seront d’autant plus efficaces qu’elles se mettront en œuvre dans le cadre de relations de confiance développées au quotidien, faites de franchise, de naturel, d’esprit d’initiative, de réactivité, de rigueur tant formelle qu’intellectuelle.

Mais nous devons également faire ***Effort*** dans le domaine de la communication envers les autres unités et services du régiment. En effet, notre présence, en moyenne 3 jours par mois et pendant les périodes de repos du régiment, nous obligent à nous faire mieux connaître et surtout reconnaître. Cet effort doit être constant. ***L’Adaptabilité,*** partie intégrante de notre fonctionnement, est nécessaire du fait de l’évolution de nos effectifs, des disponibilités des matériels, et de nos objectifs à réaliser sur des périodes temporelles restreintes. La ***Bonne humeur,*** est incontournable pour faire avancer la compagnie et lui permettre de maintenir le moral de nos personnels en vue d’entretenir leur motivation.

Trois formules résument assez bien cet état d’esprit:

**«La sueur épargne le sang»**

**«La rigueur dans la bonne humeur»**

**«Être sérieux sans se prendre au sérieux».**

# L’abandon de la composante terrestre

**du bouclier anti-missiles en Pologne:**

**tenants et aboutissants**



*Par le chef de bataillon Jérôme TATIN,*

*du CESAT/EMSST[[149]](#footnote-149)*

**L**e 17 septembre 2009, Barack Obama a annoncé officiellement l’abandon du projet visant à déployer des missiles anti-missiles à longue portée[[150]](#footnote-150) sur le territoire polonais[[151]](#footnote-151) et un radar qui devait leur être associé en République Tchèque.

Cette décision témoigne de la **vision pragmatique** du président américain et de sa volonté de mener une **politique étrangère plus souple** que précédemment, mais **il semble prématuré, à maints égards, de parler de véritable «revirement stratégique américain»**[[152]](#footnote-152).

Cela explique en partie pourquoi **la Pologne continue**, malgré tout, **de miser sur les États-Unis comme garants de sa sécurité.**

**La** **décision du président américain était prévisible car pertinente**.

Elle a d’ailleurs été accueillie de manière très positive par la majorité des pays occidentaux et – on pouvait s’y attendre – par la Russie. **Elle ne traduit pas, toutefois, un véritable «revirement stratégique»**, **mais plutôt une adaptation pragmatique de la stratégie aux réalités.**

En effet, **le rapport coût-efficacité du système était, d’emblée, sujet à caution**. Le nombre d’intercepteurs prévus (10) n’aurait pu contrer une hypothétique attaque massive et une fiabilité d’interception de 100% n’était pas garantie. Du reste, on peut supposer qu’un pays détenant des armes intercontinentales dispose également d’une technologie suffisante pour développer aussi des systèmes de leurrage et de furtivité *ad hoc*. Dans un contexte de crise économique mondiale, dans lequel la maîtrise de coûts est devenue une préoccupation majeure, on comprend que ce programme n’ait pas été considéré comme prioritaire.

De plus, **ce système ne semblait** **pas réellement adapté à la menace**.

Si la possession de missiles intercontinentaux par la République Islamique d’Iran a été estimée improbable à court et moyen terme, **les États-Unis considèrent toujours ce pays comme une menace potentielle**. Le pays dispose en effet de vecteurs de courte et moyenne portées (Shahab-3 valorisés) capable d’atteindre, par exemple, Israël ou certains pays arabes. On conçoit alors qu’un déploiement d’intercepteurs en Pologne apparaît peu opportun[[153]](#footnote-153), mais que la poursuite d’un programme nucléaire iranien, aux possibles applications militaires, demeure source d’inquiétude[[154]](#footnote-154).

Or, ce dernier dossier semble actuellement dans l’impasse. Les États-Unis sont conscients qu’ils ont besoin de l’appui russe pour le relancer. La Russie a su réaffirmer sa position de partenaire incontournable[[155]](#footnote-155), d’autant qu’elle entretient avec l’Iran des relations stratégiques et économiques significatives[[156]](#footnote-156). Si Moscou a salué la décision américaine et annoncé l’abandon du déploiement de missiles dans l’enclave de Kaliningrad[[157]](#footnote-157), il semble donc peu probable qu’il s’aligne de manière inconditionnelle sur Washington.

Il convient enfin de rappeler que ces intercepteurs ne constituaient qu’un des éléments du bouclier anti-missiles américain[[158]](#footnote-158). **Le concept de *National Missile Defense* est maintenu**, comme l’a rappelé le Secrétaire à la Défense Robert Gates[[159]](#footnote-159), mais selon une approche plus souple, mobile et donc réactive. Le déploiement de missiles anti-missiles SM-3, de portée intermédiaire, demeure envisagé en Europe Centrale et du Sud à l’horizon 2015[[160]](#footnote-160).

En résumé,

**la décision de Barack Obama témoigne de pragmatisme, d’une réelle volonté d’assouplissement des relations avec la Russie, mais ne traduit pas la renonciation des États-Unis à leurs ambitions stratégiques de grande puissance**.

**Son annonce a suscité peu d’étonnement en Pologne**. Les responsables politiques ont manifesté cependant une certaine déception puisqu’ils en ont été informés par voie de presse et qu’aucune consultation préalable n’a eu lieu, ne serait-ce que pour la forme.

D’autre part, le hasard a fait qu’elle est intervenue le jour même où l’on y commémorait le 70ème anniversaire de l’invasion soviétique. Fait anodin en apparence, il le devient nettement moins lorsqu’on considère que **la préoccupation sécuritaire majeure de la Pologne n’est pas le programme nucléaire iranien mais bien ce qu’elle qualifie de «politique hégémonique russe»**.

Quoique la nouvelle administration démocrate lui paraisse moins favorable, **la Pologne continuera donc de «jouer la carte américaine»**. Le maintien d’une coopération bilatérale privilégiée avec les États-Unis[[161]](#footnote-161) pourrait lui permettre d’asseoir son influence au sein de l’OTAN face aux pays occidentaux de l’«Ancienne Europe».

Plus encore, elle espère ouvertement que le renoncement au déploiement de GBI incitera les États-Unis à respecter avec zèle les autres accords conclus dans le cadre du «partenariat stratégique étendu»[[162]](#footnote-162): livraison de batteries de missiles *Patriot PAC-3* valorisés, déploiement à terme de *SM-3* de portée intermédiaire, formation de cadres et surtout contribution américaine significative à la modernisation des équipements des forces armées polonaises.

Car **la situation actuelle de l’armée polonaise est préoccupante** **et l’appui américain demeure considéré comme vital pour sa pérennité**. La professionnalisation de ses effectifs n’a pas encore porté pleinement ses fruits, notamment en ce qui concerne le recrutement de militaires du rang et sa situation matérielle est médiocre, y compris celle des éléments engagés actuellement en Afghanistan[[163]](#footnote-163). À ceci s’ajoutent des scandales liés à la mauvaise gestion du budget de la défense, aux incohérences des politiques d’achats comme à l’incompétence et la corruption de certains hauts fonctionnaires civils du ministère de la Défense polonais[[164]](#footnote-164). Ces éléments jouent un rôle amplificateur dans un contexte politique intérieur par ailleurs délétère, marqué par une cohabitation gouvernementale orageuse[[165]](#footnote-165).

**Il convient enfin de souligner que l’appui américain que la Pologne espère, face à la Russie principalement, dépasse le cadre strict des questions de défense**. Les relations déjà tendues entre Russie et Pologne ont été aggravées par la conclusion de l’accord de 2008, alors que cette dernière est largement dépendante des approvisionnements énergétiques russes.

Comme on le constate, l’abandon de la composante terrestre du bouclier anti-missile en Pologne ne remet pas véritablement en question les lignes directrices de la stratégie de défense des États-Unis. **Semblant privilégier actuellement, sur la forme, une attitude de *soft power*, ils n’en conservent pas moins, sur le fond, les moyens nécessaires à un *hard power.***

De même, **la Pologne demeure fortement attachée au lien transatlantique.** Il est toutefois possible qu’elle ait réalisé qu’il lui sera plus aisé, à l’avenir, de manifester cet attachement par le biais de l’OTAN, aux côtés de ses partenaires européens, en se montrant parfois moins critique vis-à-vis de certains d’entre eux, que de manière purement bilatérale.

# La surprise tactique:

# 4ème principe de la guerre

# ou du moins composante indispensable

# de nos missions opérationnelles?



## *Par le chef de bataillon Fabrice MURAT*

*de la 123° promotion du CESAT/CSEM*

**«*L****a surprise cause la confusion et la paralysie de la chaîne de commandement de l’ennemi et détruit la cohésion et le moral de ses troupes*». Ces quelques lignes ne sont pas issues d’un manuel de doctrine française mais de l’Army Field Manual britannique. La surprise tactique a toujours été un gage d’efficacité à toutes les époques: la Grande Armée, dissimulée par le brouillard du plateau de Pratzen a coupé en deux, par surprise, l’armée coalisée emportant ainsi la décision; le corps de bataille français engagé à Dien Bien Phû est anéanti par la manœuvre du général Giap qui a su concentrer ses troupes et une artillerie puissante dans le plus grand secret. En dépit de ces enseignements historiques, force est de constater que la surprise tactique n’est malheureusement pas assez enseignée dans nos écoles militaires. En effet, elle n’apparait ni dans nos principes de la guerre ni dans les composantes des missions tactiques. Pourtant mise en œuvre judicieusement jusqu’au plus bas échelons tactiques, elle est le plus souvent **un facteur clé de la victoire militaire.**

Curieusement, la surprise tactique n’est pas définie dans le TTA 106. Les procédés qui s’en rapprochent le plus (la diversion, la dissimulation, l’intoxication) relèvent de ce que l’on nomme en France **la «déception»[[166]](#footnote-166).** Contrairement aux manœuvres de déception, la surprise tactique ne vise pas forcément à tromper l’adversaire mais simplement à le prendre à contre-pied ou à contretemps. C’est un procédé en général plus simple à mettre en œuvre en faisant preuve d’un peu d’imagination.

Ainsi, une simple infiltration, une articulation nouvelle ou un mode d’action original peuvent suffirent à surprendre l’adversaire et permettre au chef militaire de remporter la décision plus facilement et plus rapidement. En 1944, dans le cadre de la campagne d’Italie, l’armée d’Afrique du général Juin a créé la surprise tactique en contournant les inexpugnables retranchements allemands de Monte Cassino à l’endroit où toute offensive était jugée impossible. Son action audacieuse s’est révélée décisive: la ligne Gustav était percée et la route de Rome ouverte.

Alors que le maréchal Foch en avait fait un principe de la guerre à part entière associé à la sureté, la surprise tactique dans la doctrine française actuelle est intégrée à la liberté d’action. C’est aussi, pour de nombreuses armées modernes, comme les États-Unis ou l’Allemagne «*un moyen déterminant pour remporter un succès qui doit être sans cesse recherché par des efforts variés et intégrés dans toutes prévisions d’action de combat*»[[167]](#footnote-167).

Il est donc légitime de se demander pourquoi la recherche de **la surprise n’est pas systématiquement enseignée** dans les écoles militaires françaises. Trois pistes permettent de répondre à cette interrogation:

* la première d’ordre culturel nous invite à penser que notre culture stratégique, sous l’influence de Clausewitz et Jomini, nous incite à privilégier le sûr, le feu et la manœuvre, sur l’incertain.
* La deuxième piste est d’ordre conceptuel: la conduite de la guerre, considérée comme un art et non une science est la résultante des qualités intrinsèques du chef. Dès lors la surprise ne peut ni s’apprendre ni se théoriser. Elle ressort du génie militaire.
* Enfin, la dernière piste est d’ordre doctrinal: la surprise tactique n’est considérée en France ni comme un principe de la guerre, ni même comme un facteur d’efficacité de la manœuvre *(le feu, le mouvement, le renseignement, le commandement et la logistique*). Elle est, à ce titre, le plus souvent une simple composante de la liberté d’action.

Toutefois, si l’on définit un principe de la guerre comme une action à mener pour conduire avec succès des opérations militaires «*indépendamment du type d’arme employé, de l’époque et du lieu*»[[168]](#footnote-168), il apparaît que la recherche de la surprise tactique doit être considérée comme une action préalable à tout engagement complémentaire de nos trois principes actuels: elle s’associe autant à la **liberté d’action** par la prise d’initiative qu’elle confère qu’à la **concentration des efforts** qu’elle permet après son exécution ou encore à **l’économie des moyens** consentie par le chef pour la mettre en œuvre.

Mais alors, comment enseigner et utiliser la surprise tactique de manière quasi-systématique et ce quel que soit le niveau tactique?

Raoul de Castex dans son ouvrage «***théorie stratégique***» énonce que «*la valeur d’une diversion se mesure à la qualité d’ennemi qu’elle pourra attirer hors de l’arène principale*». La surprise tactique s’utilise dans tous les types de manœuvre avec ses propres facteurs d’efficacité.

**En offensive**, la surprise est le plus souvent réalisée au moyen d’une diversion pour masquer son effort ou diluer celui de l’adversaire. Le général Sherman, lors de la guerre de Sécession, cherche ainsi à placer sans cesse les confédérés «à la fourche des cornes du dilemme» pour diviser leurs forces, comme dans la prise d’Atlanta.

**En défensive**, la surprise tactique peut être obtenue soit grâce à une dissimulation, soit grâce à une intoxication pour masquer les positions et les capacités réelles. L’armée serbe pour contrer la campagne aérienne de l’OTAN en 1999 avait confectionné des chars et des points d’appui défensifs factices en leurre des bombardements aériens.

Même les opérations de **maîtrise de la violence ou de contre-rébellion** autorisent l’utilisation de la surprise. La propagande ou la subversion sont des moyens efficaces de cacher les intentions réelles du commandement ou de surprendre l’adversaire, comme en témoigne l’utilisation d’avions «haut-parleurs» colombiens proposant aux FARC de se rendre contre une amnistie totale. L’adversaire asymétrique est d’ailleurs devenu un expert dans l’emploi de la surprise contre nos forces. N’est-ce pas ce que réalisent quotidiennement les «talibans» afghans par des embuscades ou des attentat-suicides?

**Simplicité, rapidité et discrétion** sont les facteurs d’efficacité d’une opération fondée sur la surprise. Celle-ci est réussie si elle touche l’ennemi à un moment inattendu, dans un endroit inattendu ou de manière inattendue.

La surprise doit avant tout se concevoir comme une **action préliminaire à la manœuvre** principale. Elle se doit d’être brève et parfaitement organisée car plus elle dure dans le temps, plus les moyens consentis pour la mettre en œuvre doivent être importants, plus elle risque d’échouer.

Si utiliser la surprise dans toutes les actions de combat est essentiel, il est aussi primordial de **s’en prémunir** en envisageant **des cas non-conformes** à la manœuvre envisagée **à** tous les niveaux tactiques.

De même, si elle devient systématique dans les engagements, elle perdrait de sa force. Parfois l’absence de surprise peut causer la surprise. La reprise de la vallée d’Alasay par le 27ème BCA est un bon exemple. L’information largement diffusée en amont d’une attaque dans cette vallée afghane a permis d’une part d’éviter les dommages collatéraux, d’autre part d’attirer des rebelles, croyant surprendre eux-mêmes les troupes alliées par des positions préparées. L’ennemi est ainsi pris à contre-pied.

Napoléon disait que «*l’on obtient autant par le travail que par le génie*». La surprise tactique est, à la fois, Art et Science de guerre. L’apprentissage des principes précédents et surtout une **étude approfondie des batailles du passé** devraient permettre, à long terme, d’ancrer profondément la surprise comme une action indispensable à mener avant tout engagement, comme principe de la guerre.

À court terme, la première évolution serait d’en faire apparaître distinctement l’exigence dans nos documents doctrinaux et nos manuels d’emploi. La seconde serait de développer, dans les exercices «double action» comme les rotations CENTAC[[169]](#footnote-169) ou CENZUB[[170]](#footnote-170), **l’esprit de tromperie des chefs** en les forçant à utiliser la surprise.

Aujourd’hui, la plus grande crainte des États modernes est la surprise stratégique, comme l’attaque russe en Géorgie à l’été 2008. La formation des cadres de nos armées à l’utilisation de la surprise tactique pourrait mieux les armer à réagir face à cette autre forme de surprise.

**Votre tribune:**

**réponse aux auteurs**



# Au sujet de l’article du lieutenant-colonel C. FRANC

*«De la formule de remise de commandement*

*au serment prêté au Chef de l’État»,*

*publié dans la rubrique «votre tribune» du Cahier n° 17[[171]](#footnote-171)*



**Mise au point du Général d’armée (2°s) Maurice SCHMITT**

**J’**ai été surpris de lire la note du lieutenant-colonel FRANC qui fait référence à l’un de mes livres, publié en 1996 aux Presses de la Cité, car le titre de celui-ci est «Le double jeu du Maréchal, légende ou réalité?» et non pas «Pétain, le mythe du double jeu» comme il l’indique.

Quant à écrire que du 8 au 13 novembre 1942, l’amiral DARLAN ait joué «double jeu», c’est aller un peu vite en besogne. DARLAN se trouvait à Alger le 8 novembre pour des raisons personnelles (son fils, Alain, paraissait condamné par la maladie). Sous la pression du général JUIN, il décida successivement le cessez le feu en Algérie, le cessez le feu en Afrique du Nord, puis le retournement de nos forces contre les Allemands et les Italiens. Le Maréchal ne l’approuva jamais. Sinon la flotte de haute mer aurait été sauvée et non pas sabordée.

Le début de la note du lieutenant-colonel FRANC reflète bien la réalité. Le télégramme dit de «l’accord intime», trafiqué et complété, en particulier par le général BERGERET, fut utilisé pour convaincre les militaires de l’armée d’Afrique qu’ils pourraient retourner leurs armes contre l’Axe sans être parjures. La fin a justifié (amplement) le moyen.

Devant la Haute Cour, Maître ISORNI a voulu convaincre les juges que, dès 1940, le Maréchal aurait joué double jeu. Il n’en est rien. Le but de mon ouvrage était de le démontrer.

## Leçons d’histoire

***Par le colonel Michel GOYA,***

*de l’* *Institut de recherche stratégique de l’école militaire*



# La surprise stratégique

**est-elle encore possible?**



**I**l y a surprise lorsque les réponses habituelles ne suffisent pas pour répondre à une situation nouvelle. Ce phénomène provoque généralement un temps de stupeur suivi du déclenchement du processus de réflexion qui permettra de trouver de nouvelles réponses. Ce délai, stupeur plus réflexion, est généralement mis à profit par l’agresseur pour une exploitation. La surprise est donc un multiplicateur d’efficacité particulièrement recherché surtout si on se trouve dans un rapport de forces défavorable. Certaines armées classent d’ailleurs sa recherche comme un des principes de la guerre.

Si une invasion de type 1914 ou 1940 – on parlait d’«attaque brusquée» à l’époque – est exclue dans l’immédiat, il serait présomptueux de prédire combien de temps la France pourra bénéficier de cet état «insulaire». Les situations géopolitiques peuvent évoluer en effet très vite. En 1788, les monarchies entourant la France ne se doutaient pas qu’elles seraient envahies sous peu. En 1932, en Europe, tout allait bien. En 1938 encore, était publié un ouvrage intitulé «*Une invasion est-elle encore possible?»* et qui répondait par la négative. Les États existent encore qui sont susceptibles d’un «basculement» et d’une fuite en avant nationaliste, y compris parmi ceux qui émergent et dont le budget militaire est en augmentation constante. Par effet de dominos, une nouvelle course aux armements n’est pas à exclure.

Il est sous entendu qu’en cas de «remontée des périls» nous pourrions développer rapidement notre outil de défense. Les exemples des démocraties durant l’entre deux guerres devraient cependant nous inciter à une certaine prudence (et particulièrement l’exemple britannique, étonnamment proche de notre situation actuelle).

Mais si on écarte l’hypothèse d’une invasion à court terme, il existe d’autres manières de nous faire très mal en frappant nos ressortissants par exemple ou nos intérêts économiques vitaux. On pense bien sûr au terrorisme, qui, dans sa forme «massive», n’est guère différent d’une frappe militaire, ainsi des attaques du 11 septembre 2001 réalisées par des «missiles de croisière du pauvre». Al Qaïda a simplement innové, non pas techniquement mais méthodologiquement et culturellement (le combattant suicide est un phénomène récent dans le sunnisme). Et nul ne peut nier que les résultats ont été stratégiques.

Comme ce type d’attaque n’est plus vraiment surprenant, il faut logiquement s’attendre à d’autres formes d’agressions et peut-être d’autre angles d’approche. Une série d’émeutes, même si les effets en sont très limités, peut être d’une certaine manière une surprise stratégique. Comme certains mouvements de foule récents, elles illustrent les possibilités de mobilisation à distance offertes par les technologies de l’information – on parle de «levée en masse électronique». Ce n’est qu’un exemple des possibilités offertes à une organisation malfaisante. On pourrait également parler des attaques massives sur les réseaux électroniques comme en Lettonie récemment.

Tout ces exemples semblent démontrer que, fort de notre supériorité, si surprise il doit y avoir, elle serait recherchée hors du champ militaire. Ce n’est pas évident car avec l’extrême sensibilité aux pertes des nations occidentales on dépasse rapidement le simple niveau tactique. Les attentats d’octobre 1983 à Beyrouth ou les combats de Mogadiscio en octobre 1993 – «La chute du faucon noir» – sont des surprises tactiques qui ont scellé le sort de deux opérations importantes. En novembre 2004, la frappe aérienne sur Bouake et les agressions sur les ressortissants français en Côte d’Ivoire cherchaient sans doute des effets similaires.

Le phénomène militaire nouveau est que, depuis 2003, plusieurs armées occidentales ou de type occidental, comme Israël, ont subi des échecs «surprenants», avec des conséquences politiques majeures. En 2003, les Américains ont mis des mois pour accepter l’idée même d’une guérilla irakienne, puis ont été étonné de sa résistance. L’année suivante et dans le seul et même mois d’avril, ils ont été surpris successivement par la résistance de la ville de Falloujah – devenue ainsi la première victoire militaire du monde arabe contre les États-Unis –, par la diffusion des images des exactions d’Abou Ghraïb et par le soulèvement chiite mahdiste. Dans ce dernier exemple, les contingents italiens et espagnols, entre autres, se sont retrouvés impuissants face à des bandes de centaines d’adolescents armés de kalashnikovs. Personne n’avait prévu qu’une telle violence puisse survenir et fourni les moyens d’y faire face. En 2006, en annonçant l’envoi d’un contingent britannique dans le sud de l’Afghanistan, John Reid, le ministre de la défense de l’époque assurait qu’aucune cartouche ne serait tirée. Le premier bataillon d’infanterie envoyé en tirera finalement plus de 120.000 en cinq mois car cette implantation coïncidait avec une offensive des Talibans d’une ampleur et d’une efficacité inédite. À la même époque, l’armée israélienne, une des plus puissantes au monde, était tenue en échec pendant un mois par une milice d’une dizaine de milliers de soldats.

Toutes ces surprises sont dues à des lacunes en matière de renseignement, à une incompréhension et souvent une sous-estimation de l’ennemi mais surtout au fait que personne n’avait envisagé le cas où les choses ne se passent pas comme prévu. Ce n’est donc pas seulement un problème d’alerte mais aussi d’anticipation intellectuelle. Il faut être conscient aussi que malgré tous les efforts, il restera impossible de prévenir toutes les agressions et d’empêcher toute surprise. Nous devons donc être capables de réagir et pour cela il est nécessaire de disposer de ressources suffisantes. C’est le vieux concept militaire d’«élément réservé», que certaines armées placent à côté de la surprise parmi les principes de la guerre.

****

**On a aimé**

# 

# Le D.day et la bataille de Normandie



## De Anthony BEEVOR

**D**ans cet ouvrage, Anthony Beevor revient sur les combats et les évènements qui constituent, sur le front de l’ouest, le tournant de la guerre et qui ouvrent la voie à la libération de la France occupée.

Fidèle à son style, qu’il a perfectionné avec ses deux précédentes publications ***«Stalingrad***» et «***La bataille de Berlin***», l’auteur nous livre un regard d’historien sur cet épisode de la seconde guerre mondiale. Il enrichit également son travail d’une étude fine des actions au niveau tactique et opératif. Passionnant, documenté et chronologique, ce récit plonge le lecteur au cœur des combats du bocage normand mais analyse également, avec hauteur de vue et discernement, le contexte politico-stratégique, les perceptions idéologiques ou éthiques du moment, la psychologie des combattants comme celle des décideurs civils et militaires. Seule ombre au tableau, des cartes en nombre insuffisant, qui ne trouvent pas toujours leur place dans le propos et dont la qualité pédagogique, voire la précision, illustrent mal les enseignements décrits par A.Beevor.

Concernant la tactique et les fonctions opérationnelles, ce livre met en exergue la perception du combattant sur le terrain, l’impact du matériel et de son évolution sur les modes d’action, l’intérêt ou les limites de l’intégration interarmes ou interarmées. Il souligne également le poids de la conception dans la réalisation de la manœuvre, celui du style de commandement et de la qualité des chefs. Enfin, faisant souvent référence à son concitoyen Liddell Hart, il nous rappelle que l’on paye souvent un lourd tribut en omettant l’application des principes de la guerre.

L’ouvrage d’A.BEEVOR, au-delà de son intérêt historique, permet de retirer de nombreux enseignements tactiques et montre combien une mauvaise application des grands principes de la guerre peut compromettre l’issue d’une bataille. Mais le succès repose également sur une bonne préparation et une conception élaborée de la manœuvre, tout comme sur la qualité du matériel et des hommes. Il s’agit de ne jamais sous-estimer son ennemi, de prendre en compte les contraintes du milieu (météo, terrain) et, afin de dissiper le brouillard de la guerre, de rechercher, par tous les moyens, le renseignement. La capacité d’adaptation, la diversion et la déception favorisent, quant à eux, la liberté d’action et la concentration des efforts sur le point faible de l’ennemi. Enfin, la qualité des chefs, leur capacité de décision, s’appuyant sur une doctrine interarmes équilibrée, évitent l’excès de confiance, initient l’initiative et la prise de l’ascendant sur l’adversaire. La bataille de Normandie demeure donc une source inépuisable de réflexion pour les chefs de tout niveau, avant et pendant l’engagement.

*Chef d’escadron JORDAN,*

*de la 123° promotion du CESAT/CSEM*

# Une Stratégie équilibrée[[172]](#footnote-172)



**de Robert GATES**

**C**et article[[173]](#footnote-173), contemporain de la prise de fonction de R.Gates comme secrétaire à la Défense de États-Unis, éclaire sur les nouvelles perspectives pour la défense américaine. Il confirme une tendance observée depuis la guerre de Juillet 2006 au Liban. L’effort exclusif d’une armée au profit d’une force technologique ne garantit plus la victoire militaire. En effet, une réponse plus équilibrée investissant d’avantage sur l’Humain paraît désormais nécessaire.

En évoquant les conflits en Irak et surtout en Afghanistan, R. Gates revient sur le besoin de subordonner l’emploi de la force militaire à une vision politique favorisant des principes de bonne gouvernance et de développement économique dans le but d’empêcher les «insatisfaits» de se tourner vers les extrémistes. Il souligne le besoin renouvelé d’une approche indirecte, pour reconstruire en priorité les gouvernements partenaires et leurs forces de sécurité en évitant des interventions militaires directes et coûteuses suivies de longues phases de stabilisation.

Ne croyant plus en la probabilité d’un conflit classique de grande envergure, réaffirmant toutefois l’utilité d’une dissuasion nucléaire, il évoque une nouvelle mutation des conflits vers des formes hybrides de plus en plus complexes, mêlant haute et basse technologies. Nous serons confrontés à «des guerres… où coexistent Microsoft et des machettes et où des technologies furtives côtoient des poseurs de bombe prêts au suicide».

En réponse à cette mutation, R. Gates préconise un meilleur équilibre dans les types d’unités, les armements achetés et l’entraînement suivi. Selon lui la dynamique qui consiste à échanger du nombre pour des capacités a atteint un point de perte du rendement. «Un avion ou un bateau, quel que soit son niveau de capacités ou d’équipement, ne peut être qu’à un seul endroit à un moment donné». Des équipements suffisamment bon marché pour pouvoir les acquérir en nombre suffisant et surtout adaptés aux opérations de contre-insurrection sont désormais nécessaires. Il s’interroge sur les processus de planification et de conduite des programmes d’armement «rigides», et se demande plus largement comment institutionnaliser «cette forme de pensée innovatrice ». En d’autres termes, le modèle guerrier séduisant du «tout-technologique» à distance, froid et sécurisé, laisse la place à un modèle humain plus proche, rustique, passionné et violent, qui exige un nouvel équilibre dans le rapport force technique-force humaine. Ces solutions difficiles et longues se fondent sur une ressource humaine par nature complexe et réclament un engagement politique sans équivoque et de longue haleine.

R. Gates conclut en citant le général W.T Sherman «toutes les tentatives de rendre la guerre plus facile et sûre se solderont par de l’humiliation et des désastres».

*Chef d’escadrons ANTHONIOZ,*

*de la 123° promotion du CESAT/CSEM*

# 

# La défense de la France après la guerre froide[[174]](#footnote-174)



### **De Louis GAUTIER**

**L**ouis Gautier est un spécialiste de la Défense. Il a été notamment le conseiller de Lionel Jospin en la matière et a pleinement «vécu» le passage à l’armée de métier que la gauche a mis en œuvre. Aujourd’hui, dans un ouvrage abondamment documenté, il revient sur l’originalité de la Défense française basée sur le triptyque aujourd’hui abandonné: indépendance-dissuasion-conscription et sur l’évolution de cette défense qui actuellement semble chercher sa place entre les contraintes internationales liée à l’affirmation de son intégration atlantique et à sa volonté de puissance en Europe.

L’auteur salue les efforts de modernisation entrainés par les profondes réformes que viennent de vivre les Armées mais s’interroge sur le futur en mettant en évidence les impasses du dernier livre blanc.

#### Général de corps d’armée (2°s) Jean-Noël SORRET

# Journal de Kaboul[[175]](#footnote-175)



### **Du colonel Geoffroy de LAROUZIÈRE**

**D**ans son Journal de Kaboul, l’auteur s'attache d'abord à décrire sa mission militaire et les conditions dans lesquels il l'exerce. Vite, son regard s'ouvre sur les réalités qu'il découvre: les Afghans; la ville, ses mystères et ses misères, les contrées désertiques qui l'entourent, les hommes – jamais les femmes – qu'il est amené à rencontrer. Puis le récit, à mesure qu'il avance, se fait plus intérieur, l'auteur évoque ses doutes, celle du chef, celle de l'homme...À l'issue de son passage à Kaboul et de ce carnet de voyage, il n'est plus le même, le lecteur non plus: il a fait, pour son premier ouvrage, œuvre littéraire. Son récit a été construit à partir des correspondances qu'il a adressées pendant son séjour aux membres de sa famille.

# Haute Silésie 1920-1922[[176]](#footnote-176)



**Du Lieutenant-colonel Rémy PORTE[[177]](#footnote-177)**

**Q**ui connaît la Haute-Silésie? Qui se souvient que cette province prussienne éloignée, dont une partie allait retourner à la Pologne, était à cette époque au cœur d’une crise internationale grave à résonances militaires, diplomatiques et économiques? «Dans le contexte trouble de l’est européen durant l’immédiat après Première guerre mondiale, les fonctionnaires civils et les soldats alliés (français, italiens et britanniques, sous commandement français) doivent à la fois assurer la sécurité et l’ordre public, rechercher les milices et les caches d’armes, se préserver des attentats, tout en garantissant la sincérité des opérations électorales et en apportant aide et assistance aux populations locales en détresse». Il s’est agi en fait, avant l’heure, d’une opération multinationale d’interposition, de stabilisation et de retour à la paix.

Préfacé par Jean-Charles Jauffret[[178]](#footnote-178), ce livre est un trait d’union, un «lien», un «RETEX», entre une expérience vécue au début du siècle passé et des situations couramment vécues aujourd’hui par l’armée française. Abordant toutes les dimensions de la crise – notamment politique, diplomatique, militaire et économique – c’est un ouvrage d’historien, précis et documenté, agrémenté de nombreuses illustrations et annexes. Si certaines cartes générales sont difficiles à lire vu la cartographie de l’époque, elles sont heureusement complétées par d’autres plus locales qui permettent de situer parfaitement les événements et actions analysés. Le style clair et fluide, la mise en page aérée en rendent la lecture aisée et agréable.

En synthèse, un ouvrage qui devrait intéresser tout autant ceux qui ont acquis l’expérience de telles situations, que ceux qui veulent en étudier la problématique ou qui se préparent à être impliqués lors de prochaines OPEX.

#### Général de corps d’armée (2°s) Christian PIROTH

Directeur de la publication:

GCA (2°s) PIROTH

Comité éditorial**:**

**GBR THOMAS,**

**Col BIZEUL,**

**Col TOURAILLES,**

**Col (H) MAZEL,**

Lcl PLAETEVOET,

**LCL® MISSET**

Rédacteur en chef**:**

**Lcl PLAETEVOET**

Rédacteur en chef adjoint**:**

**LCL® MISSET**

Rédacteur en chef adjoint technique:

**Col (H) MAZEL**

Site intraterre: [www.cesat.terre.defense.gouv.fr](http://www.cesat.terre.defense.gouv.fr)

Impression: Cogetefi Courtaboeuf

1. **Site Internet CESAT:** [**www.cesat.terre.defense.gouv.fr**](http://www.cesat.terre.defense.gouv.fr/)

   **Site Intradef CESAT**: **www.cesat.terre.defense.gouv.fr** [↑](#footnote-ref-1)
2. **Comme son nom l’indique, cette rubrique comporte des articles qui n’engagent que leurs auteurs.** [↑](#footnote-ref-2)
3. Combined Joint Force Land Component Command [↑](#footnote-ref-3)
4. NFS: NATO Force Structure [↑](#footnote-ref-4)
5. En Afghanistan par exemple. [↑](#footnote-ref-5)
6. High Readiness Forces (Land) Headquarters, soit au total 7 quartiers généraux au profit de la NFS. [↑](#footnote-ref-6)
7. IJC, état-major de niveau Corps d’armée, nouvellement créé, commandé par le Lieutenant General (US) Rodriguez. [↑](#footnote-ref-7)
8. Direction des ressources humaines de l’armée de Terre. [↑](#footnote-ref-8)
9. En matière de filières d’enseignement supérieur et de types de scolarité. [↑](#footnote-ref-9)
10. Collège interarmées de défense, grandes écoles et universités, école d’état-major, écoles de Coëtquidan. [↑](#footnote-ref-10)
11. GTIA, brigade, division, corps d’armée. [↑](#footnote-ref-11)
12. Provenant en particulier du CFT, du CRR/FR, des EMF. [↑](#footnote-ref-12)
13. Ou leur emploi pour les ORSEM. [↑](#footnote-ref-13)
14. Sur la période 1914-1919, lire Rémy Porte, *La Direction des services automobiles des armées et la motorisation des armées françaises, vues à travers l’action du commandant Doumenc*, Panazol, Lavauzelle, 2004. [↑](#footnote-ref-14)
15. Journaux de marche et des opérations [↑](#footnote-ref-15)
16. www.societe-de-strategie.asso.fr [↑](#footnote-ref-16)
17. **Ce texte est tiré des réflexions préparatoires au prochain livre d'Hervé Juvin, «*Les conséquences politiques de la crise*», Gallimard, collection Le Débat, à paraître en avril 2010.** [↑](#footnote-ref-17)
18. Mungo Morgan, «Messages des hommes vrais aux mutants», J’ai Lu – cité dans Transitions, par Thierry Groussin, janvier 2010, n° 3. [↑](#footnote-ref-18)
19. Revolution in military affairs. [↑](#footnote-ref-19)
20. ***Article publié dans la revue «Inflexions» (n°11 de septembre 2009), reproduit ici avec l’aimable autorisation de sa Direction.*** [↑](#footnote-ref-20)
21. Cet article n’est pas oeuvre d’historien. Le regard sur ce passé récent est impressionniste, partiel et sans doute partial: celui d’un acteur qui fut aussi un observateur impliqué dans son temps. [↑](#footnote-ref-21)
22. B. Paqueteau, La grande muette au petit écran, in HJP Thomas (dir.) *Officiers, sous-officiers – La dialectiques des légitimités,* Addim, 1994, p. 67-91, p.83.  [↑](#footnote-ref-22)
23. *Ibidem*, p. 68. [↑](#footnote-ref-23)
24. Cf. notamment, Une armée pour quelle défense, numéro spécial de la revue *Projet*, novembre 1973. [↑](#footnote-ref-24)
25. Cf. JB Pinatel, *L’économie des forces*, Les cahiers de la Fondation pour les études stratégiques, IV/1976, p.7 et 28. [↑](#footnote-ref-25)
26. Cf. notamment, C. Delas, Un pavé dans cette Galleyre – *où l’auteur, capitaine de l’Armée de terre, a joué sur le patronyme du ministre de la Défense de l’époque, Roger Galley* – *Le Monde*, 1er décembre 1973 et Jean Pouget, Les silences de la Grande muette, *Le Figaro* 16, 18 et 20 décembre 1974. [↑](#footnote-ref-26)
27. Cf. B. Paqueteau, *op.cit*., p. 83-85. [↑](#footnote-ref-27)
28. C’est du moins ce que je tentais de souligner sous la signature de P.Dalou: La crise de croissance de l’Armée de terre – I Une machine qui s’est emballée, *Le Monde* du 7 octobre 1981. [↑](#footnote-ref-28)
29. Cf. *L’exercice du commandement dans l’armée de terre*, Ministère de la défense, Etat-major de l’Armée de terre – Cabinet, 1980, notamment. [↑](#footnote-ref-29)
30. Cf. notamment, B. Boëne,: [Banalisation des armée: le cas français](http://futuribles2.filnet.fr/Record.htm?idlist=2&record=248512406679), *Futuribles*, 06/1987. – pp.39-54; du même (dir.), *La spécificité militaire*, Actes du colloque de Coëtquidam, Paris, Armand Colin, 1990. En mai 2002, on retrouve cette même thématique du dévoiement de la vocation militaire dans un document clandestin rédigé par des officier supérieurs intitulé «Derrière la “Refondation”, le projet de dénaturation de l’Armée de terre». Cf. *Faits et documents*, n°134, 15 au 30 juin 2002 et Raoul de Ludre, *Le métier des armes à l’aube du troisième millénaire*, Action familiale et scolaire, avril 2007. [↑](#footnote-ref-30)
31. Cf. G.Balandier, *Anthropologiques*, Librairie générale française 1985 (prem.édit. Puf 1974), p. 8-11 et 289-300. [↑](#footnote-ref-31)
32. Pour mémoire: à partir du début des années 1980, participation d’unités du contingent (volontaires) aux opérations de maintien de la paix, opérations menées au Tchad et au Liban, puis, première guerre du Golfe, Bosnie et Rwanda, etc... jusqu’au durcissement actuel de l’engagement en Afghanistan. [↑](#footnote-ref-32)
33. Général Monchal, chef d’état-major de l’Armée de terre, préface à Histoire et traditions des armes, des services et des réserves de l’Armée de terre, in *Quid Patrimoine de l’Armée de terre*, 1995, Robert Laffont. [↑](#footnote-ref-33)
34. C’est le cas par exemple au 2ème régiment étranger d’infanterie (dont la salle d’honneur, véritable petit musée, créée dans les années 1980 fut réaménagée en 2006), au 1er régiment de cuirassiers, au 1er régiment de hussards parachutistes, au 2ème régiment de hussards, aux 54ème et 58 ème régiment de transmission, au 34 ème Régiment d’infanterie (dissout ), au 3éme Rima, au 61 ème régiment d’artillerie ou à l’École nationale technique des sous-officiers d’active (1988, dissoute depuis). [↑](#footnote-ref-34)
35. De telles popotes d’unité existent notamment au 1er régiment d’infanterie, au 1 er régiment de chasseurs parachutistes, au 1 er régiment de chars et de marine, au 31ème régiment du génie. Sur cette autonomie des unités élémentaires Cf. A. Thiéblemont et C. Pajon, *Le métier de sous-officier dans l’Armée de terre aujourd’hui*, Les documents du C2SD, 2004, p.275-281 [↑](#footnote-ref-35)
36. Les « beaux livres » sur la Marine nationale ou sur l’Armée de l’air traitent plutôt du passé ou de types de bâtiments et d’aéronefs anciens ou en service. A quelques rares exceptions, on ne trouve nulle récit du passé et du présent d’unités navales ou aériennes telles que *Le Surcouf*, *Le Georges Leygues, Le Rubis* ou les escadrons *Cigognes, Navarre* ou *Normandie-Niemen, etc*. [↑](#footnote-ref-36)
37. Notamment : Salvan (colonel), Liban 1978 - *Les casques bleus de la France*, Paris, Eric Baschet, 1979, *Servir la paix. Les Paras à Beyrouth*, Paris, Eric Baschet, 1984. [↑](#footnote-ref-37)
38. Cf. sites Lavauzelle et Decitre : <http://www.lavauzelle.com> et <http://www.decitre.fr/>. Les chiffres donnés sont indicatifs, certaines éditions anciennes épuisées pouvant ne plus figurer sur les catalogues. [↑](#footnote-ref-38)
39. Cf. Christian Benoît, La symbolique de l’Armée de terre : de l’usage à la réglementaion de l’usage, dans A. Thiéblemont (dir.), *Cultures et logiques militaires*, Puf, 1999, p. 51-83. [↑](#footnote-ref-39)
40. *Bulletin officiel des Armées*, BOC/PP du 5août 1985, n°32, art.2. [↑](#footnote-ref-40)
41. Compagnies des 5éme et 41éme Ri par exemple. [↑](#footnote-ref-41)
42. Cf. les nombreux sites spécialisés dans la vente d’insignes métalliques. [↑](#footnote-ref-42)
43. Cet objet de légende, emprunté à la culture turque par le truchement des spahis, avait été adopté dans les unités à cheval ou montées de l’Armée d’Afrique au début du siècle dernier. Il a été conservé jusqu’à ce jour sans discontinuité par les spahis. Il pose l’intéressante question des emprunts culturels entre régiments, entre armes et armées nationales: on en trouve par exemple la trace au 3ème de lanciers belge (Cf. site. <http://users.skynet.be/les.cuirassiers>. [↑](#footnote-ref-43)
44. D. Cuche, *La notion de culture dans les sciences sociale*s, La Découverte, 2004 (réédit.1996, 2001), p. 96. [↑](#footnote-ref-44)
45. Cf. *Sirpa – actu* n 167 du 26 mai 1983 et *Armées d’aujourd’hui*, n° 80, mai 1983. [↑](#footnote-ref-45)
46. Cf. Général Monchal, art.cit. dans Quid 95, *op.cit*. «Le patrimoine constitue aussi l’un des repères qui fonde une véritable culture de l’Armée de terre – écrit le général Monchal (…) Notre patrimoine procède des traditions, de l’histoire et des esprits de corps des différentes armes, services et organismes de l’Armée de terre, des capacités morales et intellectuelles des ses cadres (...) Il apporte donc à nos soldats une indéniable culture et une éthique précieuse». [↑](#footnote-ref-46)
47. *Protocole d’accord Défense Culture*, site du Ministère de la défense, <http://www.defense>. gouv.fr/sga. [↑](#footnote-ref-47)
48. Cf. notamment André Thiéblemont, *Expériences opérationnelles dans l’Armée de terre – Unités de combat en Bosnie (1992-95),* Les documents du C2SD, novembre 2001, p., 52, 58, 125, 216. [↑](#footnote-ref-48)
49. Citons, «culture d’arme» dont le sens paraît varier selon les armes qui l’utilisent, «culture d’intégration», «culture de la mission», «culture de l’autre», etc… [↑](#footnote-ref-49)
50. Directive 2007-2008 Culture militaire de l’officier, snr Cofat/cab du 25 avril 2008. [↑](#footnote-ref-50)
51. Cf. note supra. [↑](#footnote-ref-51)
52. Line Soubier-Pinter, Éthique et culture militaire, dossiers d’Irénées, *Dialogue entre militaires et société civile* – *Europe, Asie centrale*, juin 2007, sur site web de ressources pour la paix http://www.irenees.net/fr/dossiers/. [↑](#footnote-ref-52)
53. E. Morin, *Sociologie*, Arthème Fayard, 1994 (réédit. 1984), p. 156-159. [↑](#footnote-ref-53)
54. Un premier repérage de tels savoirs dans le cas militaire dans André Thiéblemont (dir.), *Cultures et logiques militaires*, Puf 1999, p. 1-48. [↑](#footnote-ref-54)
55. André Thiéblemont, Approche critique de la notion de culture militaire, dans F. Gresle (dir.), *Sociologie du milieu militaire*, L’Harmattan, 2005, p. 20-26. [↑](#footnote-ref-55)
56. Se reporter aux conseils de lecture diffusés dans le Mensuel de mars 2009 (Colonel Douin) [↑](#footnote-ref-56)
57. Voir l’article qui lui est consacré dans le Mensuel de décembre 2006 (Lieutenant-colonel Paturea Mirand) [↑](#footnote-ref-57)
58. Voir l’article qui leur est consacré dans le Mensuel de décembre 2006 (Colonel Douin) [↑](#footnote-ref-58)
59. Le parti Démocrate remportera les élections de mi-mandat en novembre et deviendra majoritaire au Congrès [↑](#footnote-ref-59)
60. Alors que le corps des marines effectue des déploiements de 9 mois, la norme pour l’armée de terre américaine est de 12 mois; il est fait mention (mars-avril 2009) d’études visant les 9 mois, mais cette durée ne pourra pas être atteinte tant que *l’Army* aura toujours 15 brigades de combats déployées simultanément. [↑](#footnote-ref-60)
61. Contrairement à une idée reçue, les Américains (civils et militaires) acceptent des pertes, pourvu qu’ils soient convaincus de la justesse de leur action. [↑](#footnote-ref-61)
62. La signification/traduction qui s’en rapprocherait le plus est celle qui correspond à une surtension électrique. [↑](#footnote-ref-62)
63. Pour une analyse d’OIF de l’été 2003 à janvier 2005, lire le dossier spécial «On Point II» diffusé dans le Mensuel de décembre 2008. [↑](#footnote-ref-63)
64. Qui commandèrent chacun une division avec un succès avéré. [↑](#footnote-ref-64)
65. Qui commanda de manière «classique» sa division en 2003 et obtint des résultats en conséquences, puis qui opéra une conversion intellectuelle pour adopter un mode de pensée totalement différent lorsqu’il prit le commandement du Corps Multinational en 2006. [↑](#footnote-ref-65)
66. 3rd *Armored Cavalry Regiment* (du volume d’une brigade). [↑](#footnote-ref-66)
67. La 1ère brigade de la 1ère division blindée. [↑](#footnote-ref-67)
68. Au moins, la ville n’est-elle pas en situation de guerre civile, car à majorité Sunnite. [↑](#footnote-ref-68)
69. Ramadi est dans une zone de responsabilité du corps des marines; la brigade sera renforcée d’un bataillon d’infanterie ainsi que d’embarcations fluviales blindées du corps et de tireurs d’élites fournis par les SEAL. [↑](#footnote-ref-69)
70. Effectuée par les SEAL. [↑](#footnote-ref-70)
71. L’essentiel de la phase de «clearing» fut assuré par la 3ème brigade Stryker de la 2ème division d’infanterie; cette unité, forte de 4.000 soldats, se composait de 3 bataillons de manœuvre et comptait 310 engins Stryker [↑](#footnote-ref-71)
72. Général de division George Flynn, USMC [↑](#footnote-ref-72)
73. Lire «États-Unis et Irak, quelle forme de retrait?» (Colonel Douin, Mensuel de février 2009 /informations du chef de DLT §1); «Afghanistan & Pakistan, la nouvelle stratégie américaine» (Colonel Douin, Mensuel de mai 2009) [↑](#footnote-ref-73)
74. Thomas H. Johnson is a research professor for the Department of Na­tional Security Affairs and director of the Program for Culture and Conflict Studies at the Naval Postgraduate School in Monterey, CA. [↑](#footnote-ref-74)
75. M. Chris Mason a retired Foreign Service officer who served in 2005 as political officer for the PRT in Paktika and presently is a senior fellow at the Program for Culture and Conflict Stud­ies and at the Center for Advanced Defense Studies in Washington, DC. [↑](#footnote-ref-75)
76. Le Lieutenant Colonel Sean W. Long, US Army, TRADOC LNO, France est notre intermédiaire, qui a obtenu l’autorisation de publier cet article. [↑](#footnote-ref-76)
77. **Site Internet CESAT:** [**www.cesat.terre.defense.gouv.fr**](http://www.cesat.terre.defense.gouv.fr/)

    **Site Intradef CESAT**: **www.cesat.terre.defense.gouv.fr** [↑](#footnote-ref-77)
78. Eric Bergerud, «***The Dynamics Of Defeat: The Vietnam War In Hau Nghia Province***» (Boulder, Co: Westview Press, 1993) 3. [↑](#footnote-ref-78)
79. Ronald Spector, «***Advice and Support: The Early Years, 1941-1960***» (University Press of the Pacific, 2005), 379. [↑](#footnote-ref-79)
80. Michael Dobbs, The Afghan Archive: Secret Memos Trace Kremlin’s March to War, The Washington Post, 15 November 1992, p. A1 [↑](#footnote-ref-80)
81. Bergerud, 1. [↑](#footnote-ref-81)
82. For problems associated with the Bonn Accords, see Thomas H. Johnson, «Afghanistan’s Post-Taliban Transition: The State of State-Building after War», Central Asian Survey (March-June 2006) 25 (1–2), 1–26. [↑](#footnote-ref-82)
83. Jeffrey J. Clark, «***Advice & Support: The Final Years 1965-1973***» (Washington, DC: U.S. Army Center of Military History, 1988), 521. [↑](#footnote-ref-83)
84. Civil Operations Revolutionary Development Support [↑](#footnote-ref-84)
85. Arnold Isaacs, «***Without Honor, Defeat in Vietnam and Cambodia****»* (Baltimore: The Johns Hopkins University Press, 1983)*,* 489. [↑](#footnote-ref-85)
86. **Site Internet CESAT:** [**www.cesat.terre.defense.gouv.fr**](http://www.cesat.terre.defense.gouv.fr/)

    **Site Intradef CESAT**: **www.cesat.terre.defense.gouv.fr** [↑](#footnote-ref-86)
87. Comte de GUIBERT, «***Stratégiques****»*, introduction de Jean-Paul Charnay, coll. Classiques de la stratégie, L’Herne, 1977, Paris, p. 152. [↑](#footnote-ref-87)
88. André Henry-Coüannier, «La puissance aérienne», *La revue aérienne*, 25 janvier 1912, p. 33 [↑](#footnote-ref-88)
89. Lieutenant-colonel VAUTHIER, «***Le danger aérien et l’avenir du pays***», Berger-Levrault, Paris, 1930, p. 64. [↑](#footnote-ref-89)
90. Commandant CROCHU, «Considérations sur le bombardement aérien», *Revue des forces aériennes*, n° 36, juillet 1932, p. 738. [↑](#footnote-ref-90)
91. XIIème conférence internationale de la Croix Rouge (1925), XIIIème conférence internationale de la Croix Rouge (1928), XIVème conférence internationale de la Croix Rouge (1930). [↑](#footnote-ref-91)
92. «En attendant qu'un Code plus complet des lois de la guerre puisse être édicté, les Hautes Parties contractantes jugent opportun de constater que, dans les cas non compris dans les dispositions réglementaires adoptées par Elles, les populations et les belligérants restent sous la sauvegarde et sous l'empire des principes du droit des gens, tels qu'ils résultent des usages établis entre nations civilisées, des lois de l'humanité et des exigences de la conscience publique». [↑](#footnote-ref-92)
93. «Les discussions sur la question du bombardement aérien à la conférence de La Haye (décembre 1922- février 1923)», Revue de l’aéronautique militaire, septembre-octobre 1923, pp. 93-99. [↑](#footnote-ref-93)
94. Règles de la guerre aérienne fixées par la commission des juristes, art. 18. [↑](#footnote-ref-94)
95. Idem, art. 25. [↑](#footnote-ref-95)
96. *Instructions sur l’application du droit international aux opérations de guerre aériennes*, Ministère de la Défense nationale et de la guerre, 2 avril 1938. SHD/Air, 2 B 43. [↑](#footnote-ref-96)
97. **Le Comité éditorial rappelle que, dans cette rubrique, les articles sont de la seule responsabilité des auteurs, mais acceptera tout article en réponse à ceux publiés ici.** [↑](#footnote-ref-97)
98. Témoignage de M. Franceschi au profit du centre de doctrine d’emploi des forces (CDEF), «Les *loups maigres* contre les *chiens gras*, retour sur la psychologie et la stratégie des moudjahidin», fiche n°500306/DEF/CDEF/DREX/BRECH du 10 juillet 2009. [↑](#footnote-ref-98)
99. «Une armée conçue pour faire usage de la force en la maîtrisant toujours, ce que nos alliés appellent avec humour la *French touch*, une armée (…) qui refuse la guerre de conquête et l’oppression des peuples», *in* <http://pagesperso-orange.fr./geostrategies2000/621.htm>, Marielle Vichot, professeur agrégée d’histoire, membre du conseil de Géostratégies 2000, officier supérieur dans la réserve. [↑](#footnote-ref-99)
100. *The US Army – Marine Corps counter-insurgency field manual, US Army Field Manual n° 3-24, Marine Corps Warfighting Publication n° 3-33.5.*  [↑](#footnote-ref-100)
101. «Nous allons nous engager dans des guerres réelles aux enjeux limités au regard des guerres du XXème siècle, dans lesquelles nous devrons accepter la perspective de succès limités, même si la possibilité d’ascension aux extrêmes doit rester toujours présente à notre esprit. Évaluer et adapter en permanence les paramètres de cette équation politico-militaire nécessite avant tout une profonde rénovation de notre façon de concevoir la guerre», général d’armée J.-L. Georgelin, CEMA. Discours d’ouverture du colloque Europe et Transformation, Paris, 5 février 2008. [↑](#footnote-ref-101)
102. Directeur de l’institut de recherche stratégique de l’école militaire (IRSEM). [↑](#footnote-ref-102)
103. Source: [www.france-amerique.com](http://www.france-amerique.com). [↑](#footnote-ref-103)
104. «***Guerre et Manœuvre***», sous la direction de Christian Malis, éditions Economica, 2009. [↑](#footnote-ref-104)
105. Sur ce point, on pourra aussi lire utilement l’exorde du général YAKOVLEFF dans «***Tactique théorique***»: «le style apporte (…) un principe organisateur dans l’esprit du praticien (…), paradoxalement un degré de liberté d’action car on peut s’en affranchir. Pour développer son style, il importe avant tout de le définir» à travers deux grandes composantes: «la technique, c’est la façon de commander, l’art, c’est essentiellement celui de la pénétration de l’esprit de l’adversaire et de la décision». [↑](#footnote-ref-105)
106. Stagiaire mastère 2 transports internationaux [↑](#footnote-ref-106)
107. P.Middleton, Piracy in Somalia, October 2008. [↑](#footnote-ref-107)
108. *Source: BMI – Rapport sur la piraterie maritime - 2008* [↑](#footnote-ref-108)
109. Groupement tactique inter-armes [↑](#footnote-ref-109)
110. Missiles anti-chars de courte portée [↑](#footnote-ref-110)
111. . Le général de corps d’armée Thonier, alors général adjoint au COMFT, annonçait en juin 2009, lors de son adresse aux stagiaires du CSEM, « la spécificité blindé-mécanisée du théâtre libanais et l’abonnement des régiments VBCI à l’opération DAMAN ». [↑](#footnote-ref-111)
112. La prévention, la dissuasion, la protection et l’intervention formant les 4 autres fonctions. [↑](#footnote-ref-112)
113. Création d’une académie du renseignement. [↑](#footnote-ref-113)
114. La Direction centrale du renseignement intérieur, dépendant du ministère de l'Intérieur, fusion de la DST et des Renseignements généraux. La Direction nationale du renseignement et des enquêtes douanières et financières (DNRED) et le service de traitement du renseignement et action contre les circuits financiers clandestins (Tracfin), dépendent du ministère du budget. [↑](#footnote-ref-114)
115. La Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) est le service de renseignement extérieur. La Direction du renseignement militaire (DRM) collecte le renseignement d'intérêt militaire et opérationnel et la Direction de la protection et de la sécurité de la défense (DPSD) veille à la sécurité du personnel, des informations, des matériels et des installations sensibles relevant de la défense nationale. [↑](#footnote-ref-115)
116. Cf. Alain Peyrefitte «***le mal français****»* [↑](#footnote-ref-116)
117. Hélios qui est utilisé au profit de cinq pays et du centre satellitaire de l’Union européenne est un exemple à suivre. [↑](#footnote-ref-117)
118. DGSE, DRM et DPSD voire avec la DCRI. [↑](#footnote-ref-118)
119. Renseignement d’Origine Electro-Magnétique [↑](#footnote-ref-119)
120. Plusieurs ministères disposent de centres d'analyse [↑](#footnote-ref-120)
121. Un think tank, littéralement «*réservoir de pensée*», est une organisation, en principe de droit privé, indépendante, réunissant des experts, vouée à la recherche d’idées nouvelles, et cherchant à peser sur les affaires publiques. [↑](#footnote-ref-121)
122. Stagiaire à l’École européenne d'intelligence économique de Versailles [↑](#footnote-ref-122)
123. Le général français Jean Heinrich occupait le poste de commandant adjoint de l’IFOR entre 1995 et 1996. [↑](#footnote-ref-123)
124. Marché d’exploitation remporté par une société étrangère malgré l’investissement des militaires français pour protéger et déminer la zone, reconstruire certaines infrastructures, former les opérateurs bosniaques et surtout rouvrir l’aéroport en assurant son exploitation via le détachement AIR français. [↑](#footnote-ref-124)
125. Dans le prolongement du rapport Martre, le rapport du député Bernard Carayon au premier Ministre «*Intelligence économique, compétitivité et cohésion sociale*»  identifie les points déterminants de l’IE française en émettant des recommandations et propositions précises pour leur mise en œuvre. Pour un aperçu historique de l’IE française voir Marjorie Lebrun «*de la défense économique à l’intelligence économique une approche opératoire»* dans «***Comprendre l’intelligence économique***» IHEDN, éd Economica, 2007, 224 p, pp 14 - 15 [↑](#footnote-ref-125)
126. Le terme «intelligence» est régulièrement perçu dans sa signification anglo-saxonne de «renseignement-espionnage» et non dans son acception française signifiant plutôt le fait de donner ou créer du sens aux informations ouvertes afin de mieux agir. [↑](#footnote-ref-126)
127. Le lobbying et l’influence couplés à la perception d’espionnage que l’IE inspire en France expliquent une telle méfiance. Voir Bernard Besson, Jean-Claude Possin «***De l’intelligence des risques à la mission de Protection***» Tome 1, collection Pratique de l’IE, IFIE, PUF, 2008, 351 p, pp 34 -35. [↑](#footnote-ref-127)
128. Ainsi, les interventions et séminaires de la DCRI ou de l’IHEDN sensibilisent quasi-exclusivement les entreprises à la dimension défensive de l’IE. [↑](#footnote-ref-128)
129. Ces initiatives auraient permis aux entreprises françaises d’obtenir 30% des marchés de la reconstruction au Kosovo. [↑](#footnote-ref-129)
130. Les groupes PROCURE ont été créés à l’initiative du Cercle de Réflexion et d’Études sur les Problèmes Internationaux et de la Fondation pour les Études de Défense. Voir Yann Braem «*Les relations armées-ONG, des relations de pouvoir?*», Centre d’Etudes en Sciences Sociales de la Défense, février 2004. p 28. [↑](#footnote-ref-130)
131. Créée en juillet 1999 à l’initiative de l’ancien ministre Roger Fauroux, la MIESE s’est donné comme objectif d’intéresser les opérateurs économiques français à la reconstruction du Kosovo. Voir Rober Gaia, Assemblée Nationale, rapport d’information N°3167 du 20 juin 2001 pp 18-19. [↑](#footnote-ref-131)
132. Le Commandement des Opérations Spéciales réalisa des expertises initiales de théâtre en Bosnie et au Kosovo s’apparentant à une démarche d’intelligence économique dont certains de ses membres réservistes et d’active participèrent aux groupes PROCURE. Voir Xavier Guilhou, «*Les Actions civilo-militaires conduites par le COS en ex-Yougoslavie»*, Colloque du CEHD/CNRS sur les*Forces Spéciales*, 11 et 12 juin 2001. [↑](#footnote-ref-132)
133. United States Agency for International Development. Cette agence est dotée d’un budget de 20 milliards de dollars pour l’année 2009. [↑](#footnote-ref-133)
134. Department for International Development. Voir Yann Braem, *cité supra* p. 30. [↑](#footnote-ref-134)
135. Provincial Reconstruction Team. Mises en place dès 2003 en Afghanistan, ces unités provinciales de reconstruction civilo-militaires sont le résultat d’une réflexion commune entre USAID et le Pentagone. Voir Yann Braem, les équipes provinciales de reconstruction, site de l’institut français de géopolitique, www.operationspaix.net. [↑](#footnote-ref-135)
136. Décret n° 2009-1122 du 17 septembre 2009 relatif au délégué interministériel à l'intelligence économique,JORF n°0216 du 18 septembre 2009 page 15229 texte n° 23. Voir précisément les articles 3 et 5 de ce décret pour notre sujet. [↑](#footnote-ref-136)
137. France Coopération Internationale est un Groupement d’Intérêt Public interministériel créé en 2002 par les ministères des Affaires étrangères et de la fonction publique pour coordonner et promouvoir l’expertise technique française à l’international. [↑](#footnote-ref-137)
138. L’Agence Française pour le Développement International des entreprises est un établissement public industriel et commercial placé sous la tutelle du ministère de l’Économie. Ses missions économiques présentes dans 28 pays facilitent la découverte de marchés étrangers et détectent les possibilités d’implantation des entreprises françaises. [↑](#footnote-ref-138)
139. Entretien avec le général Jean Heinrich, le 14 octobre 2009 à l’École Européenne d’Intelligence Économique de Versailles. [↑](#footnote-ref-139)
140. Direction des Relations Économiques Extérieures [↑](#footnote-ref-140)
141. Voir article de Yann Le Mat du 15 oct. 2005, délégué français au congrès annuel de la Confédération Interalliée des Officiers de Réserve (CIOR) tenu à Gand du 2 au 7 août 2005. [↑](#footnote-ref-141)
142. Voir Yann Braem «*Les relations armées-ONG, des relations de pouvoir?*», CE2SD, février. pp 24-25 [↑](#footnote-ref-142)
143. Autorité militaire représentant le chef d’État Major des Armées français, le REPFRANCE est chargé de veiller à la préservation des intérêts français sur un théâtre d’opération multinationale. [↑](#footnote-ref-143)
144. Voir Terre magazine numéro 170 du mois de décembre 2005, page 13 [↑](#footnote-ref-144)
145. Mission Commune de l’Armée de Terre [↑](#footnote-ref-145)
146. AANF1: mitrailleuse légère [↑](#footnote-ref-146)
147. Lance roquette anti-char [↑](#footnote-ref-147)
148. AT4:lance roquette anti-char pouvant tirer d’un espace clos; armement suédois en service dans l’armée française [↑](#footnote-ref-148)
149. Stagiaire langue polonaise [↑](#footnote-ref-149)
150. Ou encore *GBI* (*Ground Based Interceptors*) [↑](#footnote-ref-150)
151. Accord conclu le 20 août 2008, en pleine crise géorgienne. [↑](#footnote-ref-151)
152. Expression tirée du *Monde* du 19 septembre 2009. Le titre de l’article annonce que «Les États-Unis renoncent au bouclier antimissile» (sic). [↑](#footnote-ref-152)
153. Un déploiement en Turquie, membre de l’OTAN, serait plus rationnel sur le plan technique. Cependant, la politique de rapprochement régional avec la Syrie et l’Iran que mène actuellement Ankara est pour le moins inquiétante. [↑](#footnote-ref-153)
154. Quoique l’on conçoive mal que l’Iran décide de s’exposer à des représailles massives et disproportionnées des États-Unis par une frappe en premier contre eux ou contre tout autre pays qui leur est lié par des accords de défense. L’État israélien prend cependant très au sérieux cette menace et n’exclut pas la possibilité d’une frappe préventive. Cette option serait probablement plus déstabilisante, voire catastrophique, pour la région que pleinement efficace, comme de hauts responsables militaires américains et français l’ont récemment réaffirmé au CEMA israélien, le général Gaby Ashkenazy. . [↑](#footnote-ref-154)
155. alors qu’arrivent aussi à expiration les traités START (décembre 2009) et celui de Non-Prolifération (2010). [↑](#footnote-ref-155)
156. Les missiles sol-air protégeant les infrastructures nucléaires de l’Iran sont, d’ailleurs, de fabrication russe. [↑](#footnote-ref-156)
157. SS-26 ISKANDER de portée intermédiaire [↑](#footnote-ref-157)
158. Les bases d’intercepteurs de Fort Greely en Alaska et de Vandenberg AFB en Californie demeurent opérationnelles, comme les radars déployés en Grande-Bretagne et au Groënland. [↑](#footnote-ref-158)
159. Dans une interview accordée le 19 septembre au *New York Times* [↑](#footnote-ref-159)
160. Le déploiement d’une plate-forme navale, équipée du système d’interception AEGIS-SM3, au profit de l’Europe, pourrait intervenir encore plus rapidement. Contrairement aux *GBI*, le missile *SM 3* a déjà démontré sa fiabilité lors d’un tir réussi sur un satellite hors d’usage. [↑](#footnote-ref-160)
161. Réaffirmée par le ministre des affaires étrangères polonais, Radoslaw Sikorski, le 22 septembre 2009, dans une interview accordée au quotidien *Rzeczpospolita*. [↑](#footnote-ref-161)
162. Déclarations faites le 19 septembre 2009 par le ministre de la Défense Bogdan Klich à *Rzeczpospolita*. [↑](#footnote-ref-162)
163. Ceci ne concerne pas que les équipements lourds. À titre d’exemple, et jusqu’à récemment, les soldats polonais devant être engagés en Afghanistan devaient se procurer à leurs frais les équipements individuels de protection balistique! [↑](#footnote-ref-163)
164. Les polémiques ont été en grande partie déclenchées, durant l’été 2009, par le chef d’état-major de l’armée de Terre polonaise lui-même, par le biais de déclarations peu empreintes de réserve à la presse polonaise. Le général Skrzypczak a ensuite présenté sa démission. [↑](#footnote-ref-164)
165. La «mésentente cordiale» entre le président conservateur Lech Kaczynski et le premier ministre libéral Donald Tusk est de notoriété publique. [↑](#footnote-ref-165)
166. TTA 106 déception: effet résultant de mesures visant à tromper l’adversaire en l’amenant à une fausse interprétation des attitudes amies en vue de l’inciter à réagir d’une manière préjudiciable à ses propres intérêts et de réduire ses capacités de riposte. [↑](#footnote-ref-166)
167. MfB 100/100 VS allemand [↑](#footnote-ref-167)
168. Jomini [↑](#footnote-ref-168)
169. Centre d’entraînement tactique [↑](#footnote-ref-169)
170. Centre d’entraînement en zone urbaine [↑](#footnote-ref-170)
171. pages 93 -94 de la version imprimée, page 56 de la version électronique [↑](#footnote-ref-171)
172. Foreign Affairs Vol.88 n°1 Février 2009 [↑](#footnote-ref-172)
173. titre original: *A Balanced Strategy, Reprogramming the Pentagon for a New Age* [↑](#footnote-ref-173)
174. Presse universitaire de France Octobre 2009 576 p [↑](#footnote-ref-174)
175. Éditions Bleu autour 208 P 15 euros [↑](#footnote-ref-175)
176. Riveneuve éditions, Décembre 2009, 436 pages [↑](#footnote-ref-176)
177. Le lieutenant-colonel Rémy PORTE, cadre à l’École supérieure des officiers de réserve spécialistes d’état-major, est diplômé de sciences politiques et docteur habilité en histoire contemporaine [↑](#footnote-ref-177)
178. Directeur du Master de recherches Histoire militaire comparée, géostratégie, défense et sécurité, Sciences-Po Aix [↑](#footnote-ref-178)